



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 30 juillet 2020**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Maire

Mes chers collègues, bienvenue pour cette séance du Conseil municipal. Je remercie l'ensemble des élus de bien prendre place. Je voudrais saluer la presse, le public qui est présent, ainsi que les agents de la collectivité qui sont mobilisés pour la préparation de ce Conseil.

Avant d'aborder l'ordre du jour, de répondre aux questions qui m'ont été adressées en fin de séance, permettez-moi de donner quelques informations du Maire ; non pas un long compte-rendu des nombreuses rencontres que nous avons eues depuis ma prise de fonction parce que je ne voudrais pas que l'on alourdisse la séance, mais quelques informations.

D'abord indiquer que j'ai bien reçu les constitutions de groupes conformément au règlement intérieur : donc M. EL KANDOUSSI, Président du groupe Montpellier citoyens, Mme FRÊCHE, M. REYNAUD, M. MARTIN qui composent la majorité.

Vous donner quelques informations : M. BOZONNET, Directeur de cabinet. Il sera chaque fois que nécessaire l'interlocuteur. Mme ARNAL, Chef de cabinet.

Vous indiquer que la semaine prochaine, paraîtra dans la presse une annonce pour le recrutement du ou de la future Directrice Générale des Services mutualisés de la Ville et de la Métropole et que M. FINA, jusqu'à cette prise de fonction, assume la fonction de DGS afin d'assurer la continuité et je l'en remercie.

Quelques informations – qui ne sont pas les nouvelles les plus rassurantes – sur la situation sanitaire, dont nous reparlerons à travers des éléments budgétaires sur ce qui a dû être engagé. Il est clair que nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle vague. Il est clair que nous restons vulnérables à ce virus, la Covid-19. Il est vrai que nous aimerions tous pouvoir s'embrasser, se serrer la main, être ensemble, mais la situation commande responsabilité et prudence. Évidemment, lors de cette séance, conformément aux dispositions qui ont été annoncées par le Président de la République, nous nous exprimons avec le masque et nous invitons d'ailleurs les Montpelliérains et les Montpelliéraines à le porter dans l'espace public. Il en va de la responsabilité de chacun. C'est obligatoire dans les transports en commun et l'autorité de contrôle a possibilité de verbaliser et personne ne doit se sentir inquiété parce qu'il rappelle un voyageur à ses devoirs sur le port du masque.

Évidemment, cela appelle des mauvaises nouvelles dans la vie de notre Ville. Je suis au regret, avec Mylvia HOUGUET, en charge de la vie associative, de dire que ce très grand rendez-vous de la fraternité qu'est *l'Antigone des associations* ne pourra pas se tenir dans sa forme habituelle. En effet, ce sont près de 100 000 personnes qui, un dimanche entier, rencontrent l'immense vitalité de la vie associative de la Ville, mais nous ne pouvons prendre aucun risque. Aucun risque. Donc, Mme HOUGUET a reçu mission de travailler pour une forme réinterrogée de *l'Antigone des associations* pour permettre aux associations de se faire connaître auprès des Montpelliérains pour que ce moment de partage, de l'engagement, cette grande fête du bénévolat, puisse trouver d'autres formes. Toutefois, tout le monde peut comprendre que dans le contexte actuel, nous ne pouvons pas nous exposer. D'autres Villes prennent des décisions similaires. Mme AUBRY a, elle-même, ajourné la grande fête populaire de *la Braderie de Lille*. Il y a malheureusement beaucoup d'exemples.

J'ai eu un échange avec le président de la CCI hier et je lui ai indiqué que toutes les manifestations qui font aussi l'attractivité du centre-ville comme *Cœur de ville en lumières* étaient suspendues au même titre en fonction de l'évolution de l'épidémie.

En contact avec les autorités de l'ARS et du CHU, nous constatons ce qui se dit actuellement dans les médias : que ce sont principalement les jeunes qui attrapent le virus. Cela se vérifie aussi à

Montpellier. Je ne saurais que les enjoindre à la plus grande prudence dans leur intérêt et dans l'intérêt collectif et donc recommander fortement le port du masque. J'espère que nous sortirons, le moment venu, de cette crise.

Je voudrais dire aussi publiquement ce qui a été dit aux organisations syndicales lors d'une rencontre républicaine d'échanges, de prise de connaissance : que la « *prime Covid* » serait versée aux agents du CCAS, aux agents municipaux et de la Métropole qui ont été – pour reprendre l'image choisie par le Président de la République – en première ligne et qu'évidemment, il y aurait une attention pour l'ensemble de ces agents, que Michel ASLANIAN a budgétée. Elle sera présentée puis elle va être ensuite discutée pour être versée avant le 31 août.

Autre point d'information qui porte sur les mobilités : hier, Mme FRÊCHE, M. REYNAUD et M. LAFFORGUE ont fait un point sur les mobilités avec les associations, l'ensemble des acteurs. Je le dis : Montpellier s'est lancé – et c'est très bien – dans l'urbanisme tactique. Il se déploie maintenant partout en France et consacre fortement la politique vélo. On peut se réjouir des annonces du Gouvernement français qui souhaite accompagner fortement cette mobilité. Elle fait écho à nos propres engagements et j'oserai même dire nos pratiques. Donc, les pistes cyclables, telles qu'elles ont été définies dans un partage de voirie, sont invitées à s'installer dans la durée en devenant des pistes mixtes vélos/bus/véhicules de secours. Pourquoi ce choix ? Parce qu'il faut donner de la place aux vélos et il faut libérer les bus des embouteillages. À partir du 10 août, commenceront les travaux pour définir ces voies prioritaires pour toutes les mobilités alternatives aux émissions de CO₂ ou plus respectueuses de l'environnement. Donc, mixité bus/vélos/véhicules de secours. Je le dis, il était très important que les véhicules de secours retrouvent des voies dédiées. Le Général FLORES, dont le professionnalisme est incontestable, – il a dirigé à deux reprises dans le cadre de la fête nationale l'unité des pompiers – nous indiquait récemment que parfois les véhicules de secours mettaient jusqu'à 25 minutes pour intervenir sur le territoire de la commune. Ces voies mixtes vont donc permettre de rendre plus efficiente l'intervention de nos pompiers – nous reviendrons plus tard, dans un autre Conseil, sur les casernes – mais aussi de nos forces de l'ordre, police, qu'elle soit nationale ou municipale. Mais surtout, place aux vélos, place aux bus. Et, avenues de la Justice-de-Castelnau, Henri-Marès, Marius-Carrieu, pour ne prendre que celles-là, les bus circuleront plus vite que les voitures. On peut donc imaginer que la correspondance sera plus simple ligne 2 Montasinos, ligne 1 Saint-Éloi, ligne 3 Tonnelles.

Au demeurant, sur les mobilités – c'est une demande forte des cyclistes –, nous sommes parfois une ville de potelets. Nous sommes obligés de mettre ce mobilier urbain pour empêcher les incivilités automobiles où on se gare n'importe où, n'importe comment. Faubourg Figuerolles, où la piste cyclable a été réalisée, ont été positionnés des potelets qui empêchent les vélos cargos de pouvoir utiliser convenablement ces pistes. Ils ont été mis pas par mauvais esprit – il ne faut pas polémiquer – mais pour éviter que les voitures ne se mettent en infraction sur les pistes cyclables. Nous allons faire le choix à titre expérimental de retirer ces potelets et nous créerons les conditions d'une verbalisation s'il y a une infraction sur les pistes cyclables. Nous allons donc tenter ici l'expérience. Je crois que beaucoup de cyclistes y seront très sensibles.

Je voudrais indiquer à Madame la Députée Patricia MIRALLES, qui est excusée, qui nous a interpellés à juste titre : il se trouve que comme il y a des travaux, par souci de précaution, la plaque à la mémoire de Ronan POINTEAU a été, par l'entreprise, déposée et mise en sécurité. Nous avons demandé sa remise en place immédiate parce que la mémoire de ce soldat, qui est une figure qui a marqué Montpellier et notamment les supporters de notre club de foot et tant d'autres, doit évidemment être honorée dans notre ville. Il n'y avait pas de mauvaises intentions, je le crois, de la part de l'entreprise, mais de la bienveillance. Évidemment, il ne faut pas que ceci soit mal interprété.

À sa demande, nous répondons favorablement. J'ai écrit à sa maman ce matin pour lui signaler.

Je vous donne une information. Dans vos agendas, deux dates vont être importantes au mois d'août : les 800 ans de la faculté de médecine le 17 août. Évidemment, le Président de l'Université, le Doyen de la faculté de médecine et toute l'équipe mobilisée autour de cet événement, qui a été très affecté par la pandémie, seront très sensibles à la venue de l'ensemble des collègues du Conseil municipal pour marquer cet événement. Le 9 septembre, en accord avec le Président MESQUIDA, nous poserons la première pierre du collège à Port Marianne afin de tenir le délai de deux ans pour travailler à la fois sur la sectorisation des Aiguerelles et des élèves de La Pompignane qui sont actuellement sectorisés à Joffre. Ce projet avance. Il y aura une première pierre. Je voudrais remercier également le Président du Conseil départemental au nom de la Ville de Montpellier, car il a assuré la livraison des masques dans les boîtes aux lettres et cela a participé à la protection des populations. Je crois que beaucoup de Montpelliérains et de Montpelliéraines y ont été sensibles.

Voilà quelques informations que je voulais ici vous donner. Je ne pourrai terminer ce propos – qui pourrait être beaucoup plus complet, pour, en notre nom à tous, comme il est parfois d'usage, rendre hommage à Gisèle HALIMI qui fut et qui est une des figures marquantes de l'histoire de notre pays. Avocate – au sens défense du Droit, mais du Droit avec un grand D, du Droit humain, des principes qui sont inscrits dans ce document du 26 août 1789 –, sa vie fut une vie d'engagement pour que la modernité soit associée à cette idée émancipatrice que chaque femme puisse disposer librement de son corps. Auteure du Manifeste des 343 « salopes » – c'était en ces termes que ce fut écrit – elle a engagé la défense du droit à l'IVG préfigurant l'immense travail parlementaire conduit par Simone VEIL. De la même manière, elle a permis par ses combats, par ses engagements, de faire en sorte que le viol soit un crime pénal et maintenant toutes les législations sanctionnent de plus en plus le viol qui est une atteinte à la dignité des femmes. Mme HALIMI est une figure qui a marqué l'histoire de notre pays et qui, je crois, inspire l'engagement de nombreux collègues, quelle que soit leur liste, dans leur engagement en faveur du droit des femmes. Figure aussi de la laïcité quand elle rappelait les principes nécessaires de la neutralité du service public d'éducation face au fait religieux. Je le dis : nous définirons ensemble, le moment venu, dans les délibérations, un lieu qui correspondra parfaitement aux combats et aux engagements de Gisèle HALIMI dans notre Ville. Cela fera partie de nos nombreux échanges sur comment on inscrit la mémoire (rues, places, lieux d'éducation, lieux de pratique sportive). Un hommage lui sera donc rendu. Lorsqu'on lit les réseaux sociaux, nous sommes là au diapason de nombreuses Villes de France. Gisèle HALIMI inspire beaucoup d'acteurs sur le territoire engagés en faveur du droit des femmes. Tout le monde salue le travail du centre Bouissonnade. Tout le monde salue le travail du planning familial boulevard de Strasbourg, de l'agence des solidarités du Département qui assume la planification dans ce quartier, qui accueille toutes les classes de troisième des collèges Ouest de la ville. Tout le monde peut être très fier qu'à Montpellier, il existe un centre de santé pour étudiants qui prend en charge les jeunes femmes quand elles sont en situation d'être confrontées à une IVG. Gisèle HALIMI a porté le verbe et beaucoup mettent en œuvre ses actes. Qu'elles en soient, en notre nom à tous, saluées en cet instant.

Voilà pour les informations. J'ai été saisi de questions, tout à fait conformément au règlement intérieur. J'y répondrai donc en fin de séance. Je vous propose de procéder à l'appel en désignant la secrétaire de séance qui s'est positionnée : Mme GIMENEZ. Nous alternerons, chère Clara, il y a d'autres benjamins.

Christian ASSAF

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire

Ah oui, M. ASSAF me rappelle sur un point, car j'ai été informé ce matin. Je vous prie de m'excuser. Très important. Merci M. ASSAF. J'y reviendrai dans les questions d'actualité, mais je voudrais témoigner auprès des agents du centre nautique Neptune du soutien du Maire et du Conseil municipal. Dimanche, un maître-nageur, qui faisait son travail de protection d'une petite fille qui avait percuté quelqu'un et dont la sécurité était menacée, a fait l'objet d'invectives d'un père de famille, au-delà d'une simple protection paternelle que l'on peut comprendre. Cet agent a donc déposé plainte. Je le dis : le Maire, en votre nom, se portera partie civile, car nous sommes aux côtés des agents publics qui incarnent l'autorité. Je me suis rendu lundi avec M. MARTIN, élu au sport, à la piscine Neptune. C'était la joie des enfants parce que, hélas, beaucoup ne partent pas en vacances, qui faisaient de grands plongeurs, les rires. Il y avait des familles inquiètes sur la rentrée scolaire par rapport à la Covid. La piscine est ouverte et le personnel est pleinement mobilisé pour essayer d'accueillir dans les meilleures conditions possibles tous ces jeunes gens, ces parents qui ont envie de partager un moment de rafraîchissement, de détente. Hier, nous avons eu affaire à des comportements absolument inadmissibles, irresponsables, avec des violences au sein de la piscine entre deux personnes qui ont usé d'armes blanches. Donc, cette situation va nous conduire aujourd'hui, pour marquer le coup, à une fermeture du centre nautique Neptune.

Nous allons rencontrer les agents, réunir les acteurs autour de la piscine, les associations, etc., pour essayer de dégager des solutions. Je le dis clairement et que cela soit bien clair : ce ne sont pas ceux qui créent les incivilités qui vont définir le droit. Le droit des habitants de ce quartier est d'avoir accès à ce bassin d'eau comme les habitants d'Antigone. Donc, la fermeté sera au rendez-vous chaque fois que nécessaire. Nos maîtres-nageurs déposent plainte, nous sommes partie civile. Nous irons faire respecter le droit. Nous mettrons des moyens pour maintenir l'ouverture de cette piscine et les comportements qui n'ont rien à voir avec les règles de vie dans d'une société doivent faire l'objet d'une sanction. On ne peut pas être mère de famille et régler ses différends avec des armes blanches. Je le dis. Tout le monde est stupéfait lorsqu'on entend cela. Donc, les plaintes seront déposées. Souhaitons-le, la justice fera son travail. Parce que le travail qui est fait par nos éducateurs, le travail qui est fait par les maîtres-nageurs – nous avons pu l'apprécier en quelques minutes, en étant sur place – qui est de travailler avec chaque jeune dans l'apprentissage du respect des règles, du vivre ensemble, de comment on se comporte autour d'un bassin, de comment on s'adresse aux uns et aux autres, est remarquable. C'est tout le volet éducatif. Il ne peut pas être saccagé par des gens qui ont des comportements inadmissibles. Nous ferons donc un point. Nous réunirons l'ensemble des acteurs y compris sur la durée des créneaux parce que malheureusement, beaucoup de jeunes ne partent pas en vacances et cet équipement public participe d'un droit au loisir qui est bien légitime.

Certains doivent se dire, ça va être dur. Certains vont vouloir nous défier. Certains vont vouloir pousser. Et bien, nous tiendrons. Nous tiendrons parce que le service public, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas et il doit fonctionner. Il doit fonctionner pour le bien commun de tous. Il doit fonctionner dans le respect des règles. Il y a des droits. Il y a des devoirs. Et, nos piscines ont des règlements. Ces espaces publics doivent fonctionner sur des principes et les coups de chaud n'ont pas leur place. Je le dis : *dura lex, sed lex* ; la loi est dure, mais c'est la loi. J'ai été marqué d'entendre des agents qui disent qu'ils ne déposent pas plainte, etc. Il faut déposer plainte. Nous serons aux côtés des agents publics et il faut que la chaîne pénale puisse fonctionner. Nous ne devons pas baisser les bras. Cela va être pied à pied. Cela va être difficile.

Nous voyons bien, j'en parlerai dans les questions d'actualité en fin de séance, que c'est difficile dans toutes les villes de France en ce moment. Nous traversons une période extrêmement difficile du point de vue de la montée de la violence. Elle existe du point de vue verbal, parfois entre des gens qui théoriquement devraient la laisser loin d'eux, mais nous la voyons monter partout. D'ailleurs, je

rendais hommage à Gisèle HALIMI, le confinement a eu un effet très préoccupant d'augmentation des violences faites aux femmes. Nous devons donc être extrêmement clairs, fermes, sur le respect des règles et aux côtés de ceux qui en assurent la mise en œuvre. Je sais que parfois, on a un peu envie de lever les yeux au ciel, certains sont tentés de se décourager. Je voudrais dire que la résignation n'est pas le registre de mes sentiments et je pense que pour vous aussi, mes chers collègues.

Je propose que Clara fasse l'appel et que nous examinions notre ordre du jour.

Madame Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup à Mme GIMENEZ.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUILLET 2020

Monsieur le Maire : L'ordre du jour comportait initialement 93 affaires. Je propose de retirer l'affaire 40. La rédaction des affaires 9, 14 et 32 a été modifiée : l'affaire n° 9, qui correspondait au vote des taux pour la publicité pour 2021, sera reportée au mois de septembre et les deux autres pour des raisons de correction orthographique. Les versions corrigées ont été déposées sur table.

Je vous propose donc d'adopter cet ordre du jour modifié à 92 affaires. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité. L'ordre du jour est adopté. Je vous en remercie.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 65 voix

ADOPTION DES PROCES-VERBAUX DES CONSEILS MUNICIPAUX DES 19 DECEMBRE 2019, 4 JUILLET 2020 ET 10 JUILLET 2020

Monsieur le Maire : Y a-t-il des remarques ? Est-ce qu'il y a des questions ou des observations ? Pas de question. Pas de remarque. Je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptés à l'unanimité.

Les procès-verbaux des conseils municipaux du 19 décembre 2019, 4 juillet 2020 et 10 juillet 2020 sont adoptés à l'unanimité.

Pour : 65 voix

APPLICATION DES ARTICLES L. 2122-22 ET L. 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - LECTURE DES DECISIONS PRISES DEPUIS LA DERNIERE SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur le Maire

Vous avez sur table les synthèses des décisions prises par le Maire et qui n'ont pas été présentées lors du dernier Conseil. C'est un acte.

Le Conseil prend acte.

Monsieur le Maire

J'ai indiqué que des questions diverses avaient été posées. Elles seront traitées à la fin de l'ordre du jour.

1. REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL – MANDAT 2020-2026 – APPROBATION

Monsieur le Maire : Point n° 1 : règlement intérieur du Conseil municipal. Nous avons six mois pour adopter définitivement le règlement intérieur. Nous proposerons donc aux Présidents de groupe un travail sur le règlement. De manière constante, il est fidèle à ce qui existait auparavant sur la composition des groupes à trois membres. Nous proposons de rajouter comme amendement en priorité une règle qui est que quand il y a trois absences consécutives non-justifiées, on diminue de 50 % l'indemnité que nous recevons. On ne peut pas faire plus, la loi est posée ainsi. Toutefois, il s'agit d'un moyen de travailler sur la présence et la participation des élus. Nous vous proposons donc cette modification. Je le dis, avant décembre, dans les six mois, un nouveau règlement, fruit d'un travail de l'ensemble des groupes, sera proposé.

Est-ce qu'il y a des questions ? Des demandes de prise de parole ? Mme DOULAIN représentant la liste de M. ALTRAD.

Alenka DOULAIN

Chers collègues, je souhaite intervenir sur cette affaire, car elle me paraît importante à clarifier en ce début de mandat. Il est question ici du règlement intérieur de notre Assemblée et donc de la manière dont nous allons collectivement débattre, échanger, prendre des décisions durant ces six prochaines années.

Avec Clothilde OLLIER, nous avons adressé la semaine dernière un courrier – qui est d'ailleurs resté sans réponse – dans lequel nous demandions la possibilité de former un groupe au sein du Conseil municipal. Plusieurs faits nous laissent espérer une ouverture de votre part : un scrutin qui a été marqué par une abstention massive et puis, surtout, vos engagements de campagne pour une gouvernance apaisée dans laquelle l'opposition aurait toute sa place. Ainsi, nous pensons que l'état déplorable de notre démocratie doit conduire à des changements au sein de notre institution. Nous pensons que le Conseil municipal doit être la représentation de l'ensemble des idées politiques exprimées lors de l'élection même celles qui ne plaisent pas à la majorité.

Avec Mme OLLIER, nous incarnons l'écologie populaire et nous souhaitons composer un groupe, pour donner à cet espace politique une représentation qui soit digne de ce nom, pour pouvoir participer notamment à la réunion des Présidents de groupe et accéder à toute l'information nécessaire. Ainsi notre objectif est de contribuer au débat public dans l'intérêt des Montpelliéraines et Montpelliérains, aux côtés des autres groupes politiques déjà formés y compris au sein de votre propre majorité avec le Parti communiste et Europe écologie les Verts. Cela est tout à fait possible au regard de la loi et du Code général des collectivités territoriales. Il suffit donc d'un minimum de conscience démocratique et de respecter des engagements de campagne. Enfin, cela n'entraîne évidemment aucun coût supplémentaire pour le contribuable.

C'est pourquoi nous vous soumettons une proposition d'amendement sur cette affaire portant sur l'article 50 du règlement intérieur du Conseil municipal. Nous souhaitons modifier le premier paragraphe comme suit : *« Les conseillers municipaux peuvent constituer des groupes de deux membres minimum par déclaration adressée au Maire et signée par tous les membres du groupe. »*.

Vous vous étiez engagé à faire respirer la démocratie et à respecter l'opposition ; vous en avez l'occasion. J'espère que les élus de cette Assemblée, de la majorité comme de l'opposition, pourront donner une suite favorable. Je vous remercie de votre écoute.

Monsieur le Maire

Merci Mme la représentante de la liste de M. ALTRAD. Je vais vous répondre par courrier à votre demande. Je vais vous répondre publiquement. Vous pointez à juste titre le défi qui repose sur les épaules de tous les élus. Ce fut évoqué dans son discours par le doyen de l'Assemblée sur cette montée de l'abstention qui nous préoccupe. Plusieurs chemins doivent être engagés. C'est un chantier immense et personne n'a vraiment la solution. Ce qui est sûr, c'est que parfois les comportements politiques conduisent au désenchantement démocratique et les citoyens se détournent des électeurs parce qu'ils ont le sentiment que les élus se positionnent davantage au gré de leurs intérêts que de leurs convictions ; c'est l'opportunisme. Je le dis de manière très tranquille. Il y a eu beaucoup de discussions lors du précédent mandat dans cette Assemblée sur la taille des groupes. Nous étions arrivés à trois. Il y a trois listes qui sont arrivées au second tour des élections municipales, chacune revendiquant sa cohérence, sa dynamique de projet : la liste conduite par M. ALTRAD, la liste conduite par M. SAUREL – que je salue –, la liste que j'ai eu l'honneur de conduire. Chacune avait ses cohérences et les prises de parole dans les débats publics que nous avons eues montraient une convergence. Cela a parfois pu s'appeler les quatre fantastiques.

Nous resterons sur une proposition de groupe à trois. Vous avez la possibilité de prendre la parole comme conseillère municipale et nous vous la donnons dans un temps qui est imparti. Il nous semble important, du point de vue de la représentation dans cette Assemblée, d'avoir une forme de stabilité et de ne pas agir par opportunité. Trois, c'est la représentation qui avait fait consensus précédemment et que nous souhaitons pouvoir maintenir.

Quant à l'association des différents élus municipaux, c'est effectivement un engagement de campagne et c'est pour cela que nous allons travailler sur la participation plus active aux commissions. Hier, dans le cadre de l'installation du CCAS, nous avons veillé à ce que les administrateurs qui n'étaient pas issus de ce que l'on désigne comme la majorité puissent être partie prenante. Nous avons d'ailleurs pu nous réjouir du caractère constructif des prises de parole et des propositions seront faites dans cet esprit.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Je vous propose donc de passer au vote du règlement dont le seul changement est la baisse des indemnités de moitié pour trois absences consécutives. Vous avez écrit votre amendement, Mme DOULAIN ?

Alenka DOULAIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire

Écoutez, nous allons faire voter votre amendement, car je pense que pour vous, c'est important. Qui est pour faire passer les groupes à deux ? Deux. OK. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? L'amendement est rejeté.

Maintenant, nous votons le règlement. Qui est contre le règlement intérieur ? Deux. Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Le règlement intérieur mettant suspension des indemnités pour absences est adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

2. REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER – ADOPTION

Monsieur le Maire : Point n° 2. C'est M. ASLANIAN sur le budget. Avant de lui donner la parole, si vous me permettez, chers collègues, dire que l'exercice a été particulièrement difficile compte tenu des circonstances. Il n'y a pas eu de Conseil municipal depuis le 19 décembre. La crise sanitaire. Nous avons pris nos fonctions, en ma qualité de Maire le 4 juillet. Il a fallu très rapidement envoyer les documents. Comme je l'ai dit, nous étions dans une logique de budget d'exécution. M. ASLANIAN montrera quelques redéploiements que nous avons pu engager en termes de dépenses de fonctionnement principalement et quelques autorisations de programme. Dans le courant de la rentrée, il y aura un budget modificatif. Il y a une seule AP que nous avons modifiée – nous y reviendrons – et un certain nombre de redéploiements dans les dépenses de fonctionnement. Naturellement, dans cette prise de fonction pour l'élus aux finances comme pour la nouvelle équipe, nous n'avons pas pu complètement prendre la mesure de l'exercice. De plus, il y avait des dépenses engagées qu'il faut honorer ou d'autres qui ont été engagées qu'il nous faut régulariser et que nous aurions pu apprécier de manière différente si nous avions été en responsabilité, mais qui seront honorées. Voilà le cadre.

Je propose de donner la parole à M. ASLANIAN et nous allons passer les affaires budgétaires. Michel.

Michel ASLANIAN

Merci Monsieur le Maire. Je vous propose l'affaire n° 2 qui est une affaire qui concerne le règlement budgétaire et financier. Ce règlement budgétaire est un document de référence pour les services comme pour les élus, les citoyens. Il formalise les règles de gestion interne dans le respect du cadre juridique en vigueur. Il est uniformisé avec celui de la Métropole. Il a pour objectif principal d'améliorer la lisibilité des budgets en détaillant la gestion et le suivi des grandes opérations d'investissement engagées dans notre territoire : pour les dépenses à travers la gestion des autorisations de programme et crédits de paiement ; pour les recettes, au travers de la gestion active, transparente et responsable de la dette. Le règlement précédemment voté en 2018 fait ainsi l'objet d'une actualisation.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le règlement budgétaire et financier de la Ville de Montpellier et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire

Est-ce qu'il y a des questions ? Des observations ? Je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

3. COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2019 – APPROBATION

Monsieur le Maire

Point n° 3 : comptes administratif et de gestion 2019. Je précise que M. SAUREL et moi-même ne prendrons pas part au vote ; M. SAUREL ayant assumé l'exécution budgétaire sur une partie et moi-même sur une autre partie. M. ASLANIAN, vous avez la parole et je dois sortir. Je propose pour la présidence de séance la candidature de la première Adjointe, Mme DOMBRE-COSTE.

Michel ASLANIAN

Merci. Est-ce que je peux avoir...

Monsieur le Maire

Il faut voter sur ce principe de la présidence de séance à Mme DOMBRE-COSTE. Est-ce qu'il y a des hostilités ? C'est unanime pour la présidence de séance pour Mme DOMBRE-COSTE. Il faut sortir, on va pouvoir discuter.

Messieurs Michaël DELAFOSSE et Philippe SAUREL sortent de séance.

Michel ASLANIAN

Merci. Est-ce que je peux avoir accès au PowerPoint, s'il vous plaît ? Merci. Donc, le compte administratif. Il retrace les opérations en dépenses et recettes de la collectivité au 31 décembre de l'année 2019. Le compte administratif est présenté par l'ordonnateur, le compte de gestion par le comptable public. Le Conseil municipal doit constater la concordance entre les deux documents. Le vote du compte administratif doit intervenir avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice. Il a été reporté ici au 31 juillet à la suite de la crise sanitaire.

Les grands équilibres du budget : nous avons, en recettes totales, 508,7 millions d'euros, dont 460,2 millions d'euros de recettes réelles de l'exercice.

Les dépenses totales s'élèvent à 491,2 millions d'euros, dont 439,9 de dépenses réelles de l'exercice. En résultat, nous avons 17,5 millions d'euros de résultat de clôture, ce qui fait 14,1 millions de résultat net après report.

Nous présentons maintenant le bouclage du budget en fonctionnement. Les recettes réelles de fonctionnement représentent 354,8 millions d'euros.

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 300,7 millions d'euros.

L'épargne brute s'établit donc à 54,1 millions d'euros. Elle vient alimenter les recettes d'investissement comme nous allons le voir sur le slide suivant. Nous retrouvons bien l'épargne brute. Les recettes d'investissement sont de 105,3 millions d'euros. Les dépenses d'investissement s'établissent à 139,1 millions d'euros. L'épargne brute de 54,1 millions d'euros dégagée par le fonctionnement constitue donc une recette d'investissement.

Un résumé de la page 7 du rapport présente les taux de réalisation des différentes opérations avec la réalisation sur 2019, les reports sur l'année 2020 et la non-réalisation. Vous voyez, par exemple, qu'en dépenses d'équipement, nous avons réalisé 71 % de notre projet et nous avons non consommé 5 % et reporté 24 %. De même, en recettes réelles d'investissement, 69 % ont été réalisés et 31 % ont été non réalisés.

Les soldes d'épargne : l'épargne représente l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement. Le niveau d'épargne sert à apprécier la santé financière d'une collectivité locale. L'épargne se décompose en épargne de gestion, épargne brute et épargne nette.

- l'épargne de gestion s'établit à 57,6 millions d'euros. Elle correspond à l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses en dehors des frais d'intérêt ;
- l'épargne brute est de 54,1 millions d'euros. Elle correspond à l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement comme nous venons de le voir ;
- l'épargne nette est de 43,1 millions d'euros. Elle correspond à l'épargne brute après déduction du remboursement du capital de la dette. Elle sert à mesurer l'épargne disponible pour de nouveaux investissements après le remboursement de la dette.

Nous allons faire un petit focus rapide sur la masse salariale, l'annuité de la dette et l'encours de dette, la fiscalité et les dépenses réelles par thématique. Vous aurez en page 20 du rapport qui vous a été remis tous les détails, mais s'il s'agit d'un slide récapitulatif. Nous voyons sur slide que les dépenses en masse salariale de la Ville de Montpellier s'élèvent à 173 millions d'euros pour l'année 2019, soit une augmentation de 0,3 % par rapport à l'année précédente.

Un petit focus sur l'annuité de la dette et l'encours de la dette. Vous l'avez, je vous le signale, en détail en pages 22 et 23 du rapport. À ce jour, l'encours de la dette s'établit à 198,7 millions d'euros au 31 décembre 2019. Elle est composée à 51 % d'encours à taux fixe et 49 % d'encours à taux variable.

Concernant la fiscalité, les recettes fiscales ont progressé de 4 % en 2019. On pourra noter que la taxe sur le foncier bâti représente plus de la moitié des recettes fiscales de la collectivité.

Voilà, Madame le premier Adjoint.

Fanny DOMBRE-COSTE

Merci. Est-ce qu'il y a des remarques, des demandes de précision auprès du rapporteur ? M. LÉVITA.

Max LÉVITA

La vita non è né brutta né bella, ma è originale ! C'est une citation d'Italo SVEVO. Le compte administratif est un compte rendu de l'activité municipale en 2019. C'est un document comptable d'où la poésie est évidemment absente. Mais, un document comptable peut laisser place à une certaine élégance, par exemple, accepter, reconnaître, qu'au 31 décembre 2019 – je précise au 31 décembre 2019 – la situation financière et comptable de la Ville de Montpellier était tout à fait satisfaisante. Je vous indique que sur la durée du mandat, 2,5 milliards d'euros ont été réalisés : 1,8 milliard en fonctionnement et 700 millions en investissement.

Sur le résultat de l'année 2019, 440 millions ont été mobilisés. Nous avons ouvert deux nouvelles écoles : Benoîte-Groult et Jeanne-Moreau. Nous avons protégé le pouvoir d'achat des Montpelliérains avec le maintien des boucliers sociaux, avec l'évolution des taux de fiscalité bloquée à 0 %. Quatre-vingts millions ont été investis pour des équipements publics de qualité. Nous avons maîtrisé les dépenses de fonctionnement avec une évolution inférieure à 1,5 %, conformément au contrat financier signé avec l'État. Nous avons sanctuarisé nos taux d'épargne afin de dégager les marges de manœuvre nécessaires pour financer les dépenses d'équipement sans recourir au levier fiscal. Et enfin, nous avons veillé à soutenir notre niveau de dette. Notre capacité de désendettement de la Ville au 31 décembre était inférieure à quatre.

Au total, donc, c'est un compte administratif qui montre d'excellents résultats que nous allons donc voter avec enthousiasme. Je vous souhaite très sincèrement, mes chers collègues de la majorité, de pouvoir présenter les mêmes résultats en 2026. Je vous remercie.

Fanny DOMBRE-COSTE

Merci M. LÉVITA. Vous pouvez compter sur nous. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Mme FRÊCHE.

Julie FRÊCHE

Merci, Madame la Présidente de séance. C'était juste pour indiquer que compte tenu du caractère exceptionnel du vote groupé du compte administratif, du DOB et du budget primitif, Clare HART, Hervé MARTIN et moi-même dans un souci de cohérence, ne prendrons pas part au vote. Je vous remercie.

Fanny DOMBRE-COSTE

Merci. Donc, je mets au vote. Je crois que nous avons vu les personnes qui ne prennent pas part au vote. Qui s'abstient ? Trois abstentions. Qui vote contre ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Clothilde OLLIER.

4. REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2019 – BUDGET DE LA VILLE DE MONTPELLIER - ADOPTION

Fanny DOMBRE-COSTE

M. ASLANIAN.

Michel ASLANIAN

Mes chers collègues, affaire n°...

Fanny DOMBRE-COSTE

Nous pouvons peut-être demander au Maire de reprendre la séance. M. ASLANIAN, allez-y.

Messieurs Michaël DELAFOSSE et Philippe SAUREL entrent en séance

Michel ASLANIAN

Affaire n° 4. Il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget de la Ville de Montpellier. Il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 38 236 428,11 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 15 019 400,86 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 35 750 438 € ;
 - excédent de fonctionnement capitalisé : 38 236 428,11 € ;
 - résultat de fonctionnement reporté : 15 019 400,86 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire

Est-ce qu'il y a des interventions ? Pas d'intervention. Je mets aux voix. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté à l'unanimité.

Serge GUISEPPIN

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire

Abstentions : deux. Excusez-moi. Deux abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clothilde OLLIER.

**5. VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT
– CREATIONS - REVISIONS – CLOTURES – ADOPTION**

Monsieur le Maire

Affaire n° 5.

Michel ASLANIAN

Merci Monsieur le Maire. Dans le cadre des opérations à caractère pluriannuel et conformément au Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier a mis en place une gestion par autorisation de programme et crédit de paiement (AP-CP). Des créations, modifications, suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget, mais concomitante à une délibération budgétaire.

Nous vous proposons donc, selon le document que vous avez entre les mains :

- d'approuver la création, la révision et la clôture d'autorisations de programme mentionnées ci-dessus – je vais y revenir – ;
- de retenir comme échéancier les crédits de paiement des tableaux joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il s'agit :

- de la création d'une nouvelle autorisation de programme de crédits de paiement votés dans le cadre du budget primitif pour 10 030 000 € ;
- de réviser les autorisations de programme de crédits de paiement votés dans le cadre du budget primitif 2020 pour un montant de 28 742 561 €, le reste restant inchangé ;
- de clôturer les autorisations de programme et crédits de paiement votés dans le cadre du budget primitif 2020. Il convient de clôturer les AP suivantes :
 - la crèche des Arceaux pour un montant de 1 930 000 € ;
 - la construction nouvelle d'une unité centrale de production alimentaire pour un montant de 25 millions d'euros.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup à M. ASLANIAN. Petites modifications suite à la prise de fonctions. Nous verrons les autres AP lors du prochain Conseil municipal consacré aux décisions budgétaires. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? M. LÉVITA.

Max LÉVITA

Je constate simplement dans les suppressions que vous proposez, celle de la cuisine centrale, la construction d'une nouvelle unité de production alimentaire qui était inscrite pour 25 millions. Je peux intervenir maintenant ou je peux intervenir ultérieurement, puisque vous avez un projet, pour dire que cette affaire de cuisine centrale traîne depuis longtemps ; depuis beaucoup trop longtemps. Vous supprimez une unité centrale prévue pour 25 millions, ce qui signifie, conformément à ce que vous avez indiqué pendant votre campagne, que vous envisagez de construire – je ne sais pas – quatre, cinq, six cuisines sur le territoire. Nous pensons que c'est une très mauvaise décision. Premièrement, parce qu'il va falloir trouver les quatre ou cinq implantations sur le territoire de la Ville ou de la Métropole, qu'il va falloir lancer les opérations de construction en même temps pour que cela soit opérationnel. Je suis persuadé que le coût va être beaucoup plus élevé encore que les 25 millions. Le fonctionnement va être beaucoup plus cher. Le coût de construction et de fonctionnement va être beaucoup plus cher. Il me semble que dans la conjoncture actuelle, c'est une mauvaise décision.

Vous indiquez que cette cuisine est absolument nécessaire et elle est nécessaire rapidement. La décision est sans cesse reportée depuis fort longtemps, ce qui ne simplifie pas les conditions de travail des équipes municipales. Nous pensons que cette décision est très mauvaise. C'est la raison pour laquelle nous voterons contre votre proposition.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup, cher collègue. Est-ce qu'il y a d'autres interventions sur le sujet ? Je vais juste vous répondre sur ce point. Effectivement, cela fait très longtemps que l'on parle de la rénovation de la cuisine centrale. La question est quel modèle et quel choix. Soit nous faisons l'ancien modèle qui est de créer des cuisines centrales avec des masses critiques qui vont jusqu'à 25 000 repas et nous n'entrons pas dans la transition écologique avec une politique alimentaire ambitieuse, respectueuse. Notre conviction est qu'il faut réaliser des petites Unités de Production Culinaire – des UPC – et que cela doit être une stratégie de la politique alimentaire en direction des Montpelliérains. Vous avez évoqué les sujets fonciers, nous ne les minorons pas et c'est pour cette raison que Mme MASSART va rapporter une délibération.

Nous pensons qu'il faut changer de modèle y compris pour mieux allouer, pour mieux soutenir les filières du département, de la région pour le court, pour le bio. De plus, le rapport à la cantine, qui a profondément évolué, peut être l'occasion d'un projet très dynamique pour l'ensemble des agents de monter en compétence avec des chefs cuisiniers qui peuvent être partie prenante avec un certain nombre de classes sur les saveurs, le goût. C'est donc un projet ambitieux. Je ne le minore pas. Si nous nous lançons dans cette grande cuisine centrale, nous ne changeons pas de modèle.

Je voudrais vous dire, cher collègue, parce que notre référence est commune, que la question de l'alimentation des enfants était inspirée par un très grand, MENDÈS FRANCE, qui eut une politique très volontariste sur le lait et qui posait la responsabilité de la puissance publique sur la qualité alimentaire. Le projet républicain a toujours été de soutenir l'accès à la cantine du plus grand nombre. Aujourd'hui, il y a besoin d'un nouveau souffle dans la politique de restauration scolaire, comme des territoires ont pu engager ces politiques : Strasbourg, la Mairie du 5^{ème} arrondissement de Paris qui est extrêmement contraint, comme dirait Barjac, c'est petit –. Beaucoup de collectivités changent de modèle pour aller vers ces petites unités de production culinaire pour essayer de travailler sur un rapport à l'alimentation. Donc, c'est un vrai choix qui est soit de conserver les modèles dans lesquels nous avons évolué, qui ont pu apparaître légitimes dans les années 80, car l'objectif était de permettre à un maximum d'enfants de manger à la cantine ou est-ce que l'on réinterroge ces modèles et on engage des stratégies nouvelles ; c'est ce que nous vous proposons. C'est dans cet esprit que nous proposons l'annulation de cette AP et que tout à l'heure, notre collègue Marie MASSART rapportera une délibération pour lancer une étude dont les résultats vont être rapides – pour moi, il faut toujours

que cela soit rapide, la temporalité juridique – et que nous puissions engager ce programme pour changer de modèle. Nous avons été élus – vous avez fait référence à la campagne électorale, cher collègue – sur l'idée d'un nouveau souffle, de faire entrer le territoire en transition écologique et c'est ce que nous faisons. Je respecte parfaitement votre position parce qu'elle est constante. Voilà pourquoi nous proposons la suppression de cette AP.

Je propose de passer au vote. Qui est contre ? Un. Qui s'abstient ? D'accord. Je vous remercie de l'évolution de votre position. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui est pour ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 14 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Mohed ALTRAD, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Soune SERRE, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

6. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Monsieur le Maire : Débat d'orientation budgétaire 2020. Cher Michel.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. Tout d'abord, si vous voulez bien, nous faisons un petit point sur le calendrier budgétaire. À gauche, vous avez ce qui devrait être l'habitude c'est-à-dire un calendrier budgétaire avec un DOB qui aurait dû se dérouler en novembre 2019, un budget primitif voté en décembre 2019, un compte administratif en juin 2020 et un budget supplémentaire en juillet 2020. Le calendrier budgétaire lié à la Covid et aux élections nous impose aujourd'hui de voter le compte administratif, de faire le débat d'orientation budgétaire et de voter le budget. Nous engagerons des décisions modificatives au Conseil municipal d'octobre ou novembre. Je veux juste rappeler ce que disait Monsieur le Maire en introduction : nous avons eu 48 heures pour présenter et pour réaliser le budget qui va vous être proposé. Compte tenu de ce que vous venez de voir, le débat d'orientation budgétaire n'a bien évidemment pas lieu d'être. Il va vous être présenté, mais, puisque le budget primitif est présenté en suivant, je vous propose de prendre la parole, si vous voulez bien, Monsieur le Maire, après le budget primitif et de passer sur cet exercice très rapidement.

Un petit point, si vous voulez bien, sur l'impact de la crise sanitaire puisqu'il est essentiel que tous les Montpelliérains sachent combien cela nous a coûté. Les dépenses de fonctionnement dues à la crise sanitaire nous ont coûté 4,1 millions d'euros, ce qui est une somme, avec principalement :

- 1,5 million en achat de gels, de masques et de sprays désinfectants ;
- 500 000 € en gardiennage et barrières des halles et marchés ;
- 200 000 € en dépenses de communication ;
- 500 000 € en désinfection des écoles.

Dans le même temps, nous avons eu des pertes de recettes de fonctionnement pour 8,4 millions d'euros. Nous avons principalement perdu 2,5 millions d'euros avec l'exonération des droits de place, terrasse et marché. Nous avons perdu 1,9 million d'euros de recettes de restauration scolaire. Nous avons perdu 1,4 million d'euros de recettes dues aux droits de mutation à titre onéreux et enfin, 700 000 € sur les forfaits post-stationnement. Je crois qu'il était important que tout le monde sache ce que cela coûte aux contribuables.

Le contexte dans lequel ce DOB a été réalisé : vous avez évidemment un impact de la crise sanitaire

de la Covid-19 qui représente entre 9 et 11 % du PIB français en 2020. Sur la Ville de Montpellier, nous venons de le voir en détail. Nous avons une dégradation des finances publiques avec un déficit public attendu à 11 % du PIB au moment où nous avons rédigé ce DOB et une dette publique estimée à 121 % du PIB en 2020, une dégradation des finances locales, perte de recettes des collectivités estimée à 7,5 milliards d'euros en 2020 et enfin, nous avons rédigé ce DOB avec la suspension de la contrainte de Cahors.

Trois axes pour ce débat d'orientation budgétaire :

- agir face à la crise ;
- engager la transition écologique et solidaire ;
- rééquilibrer la ville.

Ce budget 2020 comprend les actions permettant de protéger la population et de garantir les conditions de la vie en collectivité dans une période qui démontre l'importance du service public. Dans le cadre du programme sur lequel nous avons été élus, il y a aujourd'hui toutes les mesures qui vont nous permettre de surmonter cette crise. Enfin, un principe de bonne gestion pour ce mandat : faire de chaque euro dépensé, un euro utile aux Montpelliérains.

Les orientations : nous allons proposer un plan d'action ambitieux pour l'éducation, grande cause de ce mandat. Il y aura de multiples actions. Nous allons engager la mise en œuvre d'un bouclier social tel que nous nous y étions engagés. Nous allons engager la transition écologique et solidaire pour notre ville telle que nous nous y étions engagés. Nous allons mobiliser et coordonner les moyens pour la sécurité telle que nous nous y étions engagés. Nous allons accompagner l'épanouissement des Montpelliérains tels que nous nous y étions engagés. Nous n'augmenterons pas les taux d'imposition de la fiscalité des ménages, tel que nous nous y étions engagés. Enfin, face à la crise, nous allons activer la commande publique avec un haut niveau d'investissement : nous allons financer 95,2 millions d'euros de dépenses d'équipement.

Les objectifs de la prospective : la mise en place d'un bouclier social, bien sûr. Par exemple, 0 % d'augmentation des taux des ménages sur la taxe foncière et la taxe d'habitation. Nous allons assurer un niveau d'investissement à hauteur d'un minimum de 80 millions d'euros par an sur la durée du mandat et nous allons maîtriser les dépenses de fonctionnement par le redéploiement des politiques publiques, par la mutualisation, par les partenariats, par la contractualisation, etc. Nous mettrons tout en œuvre pour maîtriser ces dépenses.

Un petit focus sur nos premières mesures, celles que nous avons inscrites dans la période de 48 heures qui nous avait été gracieusement accordée. Vous avez là la liste de tout ce qui est inscrit au budget et qui fera l'objet au fur et à mesure d'une délibération par mes collègues Adjoints qui sont concernés par les points qui sont ici présents.

- nous allons augmenter de 8 % la dotation de fonctionnement des élèves ;
- nous allons mettre 300 000 € pour le programme de soutien scolaire et d'aide aux devoirs ;
- 300 000 € pour le dispositif de vacances apprenantes ;
- 300 000 € pour le soutien financier aux jeunes dans leur première adhésion sportive ou culturelle ;
- 700 000 € pour la sécurisation des crèches et des écoles ;
- nous allons instaurer un tarif de la restauration scolaire à 0,50 euro pour les familles monoparentales ;
- nous allons mettre 100 000 € pour associer les Montpelliérains à la plantation d'arbres dans la ville ;
- 300 000 € pour soutenir la programmation culturelle de l'été 2020 ;

- 100 000 € pour la mise en place d'une réserve citoyenne ;
- nous allons tripler les crédits participatifs en les passant de 0,6 million d'euros à 2 millions d'euros ;
- nous allons afficher un soutien clair aux associations et partenaires sur 25,3 millions de subventions prévues, dont 500 000 € de nouveaux crédits pour les appels à projets auprès de nos partenaires associatifs ;
- nous allons installer quatre nouvelles autorisations de programme :
 - le confort thermique et la végétalisation des écoles ;
 - le plan numérique des écoles ;
 - les travaux de la Maison pour tous Rosa-Parks
 - et enfin dans le cadre du rééquilibrage de la ville, la ZAC Beausoleil ;
- dans le cadre du rééquilibrage de la ville, nous allons engager la première étape de la transformation de l'axe Arceaux-Peyrou-Foch-Martyrs pour 300 000 €.

Voilà, Monsieur le Maire, un panégyrique de toutes les mesures que nous avons prises immédiatement et qui vont prendre corps dans les délibérations suivantes de ce Conseil municipal.

Monsieur le Maire

C'est le DOB, débat d'orientation budgétaire. Théoriquement, dans un calendrier budgétaire, le DOB, 10 jours avant la session budgétaire permet de recueillir l'avis des différents collègues pour ensuite mettre en œuvre le budget. Là, la loi d'urgence sanitaire nous permet – de toute façon, nous avons plus le choix – de faire le DOB 10 secondes avant la présentation du budget. Je vous propose de faire la présentation du budget sur les grands équilibres et d'ouvrir le débat par la suite. M. LÉVITA, vous n'êtes pas d'accord.

Max LÉVITA

Le débat doit avoir lieu.

Monsieur le Maire

Le débat va avoir lieu.

Max LÉVITA

Le débat doit avoir lieu !

Monsieur le Maire

Il est vrai que nous aurions aimé qu'il ait lieu avant, mais il doit avoir lieu. J'ouvre le débat. M. LÉVITA, vous avez la parole.

Max LÉVITA

Monsieur le Maire, il n'a échappé à personne que l'année budgétaire 2020 est tout à fait particulière. Le DOB 2020, le BP 2020 auraient pu être votés en décembre 2019. J'indique qu'en tant qu'Adjoint aux finances à l'époque, je pouvais le faire. Le Maire, Philippe SAUREL, a eu l'élégance de refuser arguant que cela appartenait à la nouvelle équipe, si nouvelle équipe il y avait. Il y a une nouvelle équipe. La crise sanitaire a bouleversé tous les plans avec le confinement et la crise économique qui en résulte. Au jour d'aujourd'hui, personne n'est capable de dire avec une précision quelconque ce qui va se passer au plan national, international et *a fortiori* au plan local et en 2020 et en 2021. Je suis obligé de reconnaître que nous sommes en plein brouillard ; l'État en est à proposer un troisième budget modificatif pour l'année 2020. De très nombreux points sont encore imprécis et obèrent lourdement nos capacités d'action. Le paragraphe dans le document sur les dispositions de la loi de finances 2020 est d'ailleurs remarquablement clair.

Proposer un budget dans ces conditions n'est pas chose facile, j'en conviens. Et, je note dans vos propositions, des propositions intéressantes en particulier dans le domaine scolaire. Ce sont de bonnes décisions que je salue, qui viennent compléter ce qui a été fait précédemment ; l'école est pour toutes les Mairies le premier engagement.

Pourquoi ne pas présenter les choses comme transition ? Dans ce qui a été présenté là, il y a toute une série de mesures qui ont été prises par l'équipe précédente, forcément. Pourquoi ne pas les présenter comme accompagnement ? Pourquoi vous obstiner à vous présenter à une victoire ? Vous avez gagné contre qui ? Vous avez gagné contre la barbarie ? Vous avez gagné contre le nazisme ? Vous avez gagné contre le fascisme ? Vous vous êtes présenté aux élections. Vous avez gagné. Je vous indique que tout ce qui est excessif est insignifiant.

Je note dans votre présentation préalable au débat un optimisme que j'estime excessif sur vos prévisions de recettes en particulier. La période que nous vivons aujourd'hui, qui est une période extrêmement compliquée, extrêmement difficile, exige une très grande prudence. Je me permets de vous donner un conseil : l'économie n'obéit pas aux injonctions des politiques ni non plus des économistes, d'ailleurs. Il y a des situations qui deviennent ingérables. Dans vos propositions, vous supposez implicitement qu'au 1^{er} septembre, nous allons retrouver un fonctionnement tout à fait normal et au plan national et au plan local. Rien ne permet de l'affirmer. Je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci de votre propos. Un autre collègue souhaite s'exprimer sur cette phase de débat sans vote ? Mme DOULAIN, colistière de M. ALTRAD, allez-y.

Alenka DOULAIN

Il nous est demandé aujourd'hui de débattre sur les orientations budgétaires 2020 de la Ville de Montpellier qui nous sont proposées par la nouvelle majorité socialiste. Nous avons étudié avec beaucoup d'attention ce budget primitif. La question qui se pose pour nous qui sommes engagés pour l'écologie populaire à Montpellier est la suivante : est-ce que ce budget qui détermine ce que la collectivité doit faire des 576 millions d'euros que lui confient les Montpelliérains est à la hauteur des enjeux auxquels est confrontée notre Ville ? Est-ce que ce budget marque une rupture avec les budgets des années SAUREL, MANDROUX, FRÊCHE ? La réponse est malheureusement non. Est-ce que ce budget est à la hauteur des enjeux liés à la crise écologique qui s'accélère et face à laquelle il nous faut prendre des mesures exigeantes et courageuses ? La réponse est malheureusement non. Est-ce que ce budget est à la hauteur des enjeux liés à la crise économique et sociale qui fait rage et qui s'annonce particulièrement dure pour notre territoire avec un chômage de masse et toujours plus de précarité et de pauvreté ? La réponse est malheureusement non. Est-ce que ce budget dans un contexte de crise démocratique aiguë donne des gages avec une nouvelle façon d'impliquer les habitants dans notre ville ? La réponse est aussi non.

Dans ces conditions, il apparaît évident que nous ne pouvons pas voter pour un budget qui entérine le statu quo ; un budget pavé de bonnes intentions avec quelques bonnes mesures, des rustines ici et là, mais un budget sans courage. Je ne prendrai ici qu'un exemple pour l'illustrer : la crise sociale qui touche de plein fouet notre territoire. Vous le savez, notre ville est déjà touchée par la pauvreté avec un taux à plus de 19 %, près de cinq points au-dessus de la moyenne nationale. La situation va évidemment s'aggraver puisque notre tissu d'entreprises et de commerçants va être particulièrement affecté par les effets de la crise de la Covid. Les chiffres sont glaçants : + 14 % de chômage en juin ; près de 40 % de travail intérimaire en moins en juillet sur le Département de l'Hérault. Derrière ces chiffres, ce sont des familles, des situations concrètes et des fins de mois impossibles à boucler. Et pourtant, il n'y a quasi aucune différence entre 2019 et 2020 sur les lignes concernant les dépenses

de santé et d'action sociale comme si la crise n'avait jamais eu lieu.

Comment voter un budget qui ne prend pas en compte l'urgence d'une partie de nos voisins, d'une partie de nos voisins ? En conscience, nous avons donc fait le choix de voter contre ce budget ce qui n'empêchera pas qu'il soit très largement adopté. C'est pourquoi il nous appartient aujourd'hui de vous dire que nous serons là avec les Montpelliérains, avec tous ceux dont les intérêts ne sont pas défendus ici, avec les plus précaires, avec ceux qui se battent pour leur dignité, avec ceux qui s'opposent à vos grands projets inutiles et climaticides. Nous serons là pour porter leurs voix dans ce Conseil municipal. Merci de votre écoute.

Monsieur le Maire

Merci, Mme la colistière de M. ALTRAD pour ce propos. D'autres interventions ? Je vais, sur le DOB, prendre la parole et peut-être les collègues après la présentation budgétaire s'exprimeront. Vous avez donné votre intention de vote, donc vous exprimerez sur le point suivant votre vote.

J'ai trop de respect pour ceux qui ont combattu contre le fascisme et le nazisme. Je vous le dis avec beaucoup de considération à votre endroit, cher collègue. J'ai trop de respect. Et, je pense que tout ce qui est excessif est effectivement insignifiant. Je crois que oui, nous assumons une forme de rupture, de notion d'alternance démocratique. Ça, oui. Et, j'ai eu d'ailleurs – et je tiens à le remercier – un échange courtois avec le précédent Maire de Montpellier sur des choses qui nous appartiennent et cela restera entre nous. Nous avons le souci du respect. Je vous le dis très clairement : nous avons reçu une feuille qui était un budget. Vous aviez inscrit des orientations. Nous en avons redéployé dans le cadre des dépenses de fonctionnement. Et, la vindicte n'est pas le registre de langage qui fut le mien ici ou là et vous pouvez le lire ainsi.

J'entends vos mises en garde sur la conjoncture économique ou plutôt, je les partage, car le chiffre du chômage qui est apparu hier – 6 millions – doit collectivement nous mobiliser. Il appelle d'ailleurs dans nos propos et nos prises de parole à un esprit de grande, grande, responsabilité tant nous mesurons que la situation va être difficile. Alors, soit on continue comme avant, on annule des dispositifs, on n'investit plus, soit on fait le choix d'essayer de répondre et d'une certaine manière en continuité sur les crédits d'investissement pour mobiliser la commande publique et envoyer des signaux aux entreprises ; c'est ce qui vous sera présenté en allotissant, en demandant à l'administration des délais les plus serrés pour que, très rapidement, les entreprises puissent postuler, puissent répondre aux appels d'offres, puissent retrouver de la lisibilité d'activité dans un contexte qui est immensément incertain.

On peut se dire que le Gouvernement est à sa troisième modification de budget. Évidemment, parce qu'il nous faut collectivement avoir des formes d'agilité. C'est cet esprit-là qui nous caractérise, en tout cas, qui caractérise le budget aujourd'hui à la Ville et à la Métropole. Effectivement, il nous faut être prudents, mais il nous faut aussi être volontaristes. Et, c'est cela que nous voulons traduire sur un certain nombre d'enjeux : la commande publique, comme cela a été évoqué, et sur certains signaux qui nous semblent extrêmement importants : ceux de la solidarité et de la cohésion sociale dans une ville marquée par les inégalités fortes. C'est pour cette raison que la proposition qui sera formulée tout à l'heure dans ce budget de 0,50 € de tarif à la cantine pour les femmes et hommes seuls avec enfants est une forme de réponse. Nous avons la conviction que cela va amener beaucoup d'enfants à la cantine. Cela va devoir suivre derrière ; en écho un peu à ce que vous disiez, c'est vrai, mais c'est une forme de réponse. Après ce confinement, des milliers d'enfants, d'adolescents, ont décroché de l'école et en troisième, en quatrième, se retrouvent dans des situations où ils basculent que dans la délinquance et les incivilités ; pas tous, fort heureusement, mais certains parce que l'acte éducatif n'était plus là. La mise en œuvre du plan de soutien scolaire pour essayer d'accompagner, le fonds

d'innovation aux associations pour pas que l'on soit dans les traditionnels dépôts de subventions en fonctionnement, mais pour mobiliser les énergies vives de notre Ville pour essayer d'agir face aux problématiques de cohésion sociale, sont des formes de réponse.

Nous parlerons évidemment des enjeux liés à la transition écologique – et l'engagement sur la politique alimentaire en est un – et demain à la Métropole, aux transports collectifs ou au partage de voirie en faveur du vélo.

Alors, évidemment, chacun ici dans son rôle, porte la voix des uns et des autres. Je suis convaincu qu'elle sera constructive. En tout cas, à chaque fois qu'elle le sera, elle sera entendue. Après, chacun peut aussi s'enfermer dans des comparaisons et dans de grands mots en disant on ne voit pas la rupture ou que l'on serait dans l'outrance en comparant à des régimes dont nous avons tous la responsabilité républicaine de combattre. Voilà. Nous avons essayé en 48 heures d'engager un certain nombre de choix et c'est ce que Michel ASLANIAN a essayé de montrer au travers de ce débat d'orientation budgétaire en étant extrêmement conscient, ici comme ailleurs, que nous sommes dans un contexte extrêmement difficile. Et, nous allons devoir faire bloc avec l'ensemble des collectivités territoriales, avec le Gouvernement. Sans doute, il faudra mettre de côté parfois les appréciations critiques que nous pouvons avoir. Je ne suis pas un soutien direct du Gouvernement, mais nous avons plus que jamais besoin de travailler ensemble pour mobiliser la commande publique, pour mobiliser sur des politiques sociales et c'est pour cela que nous sommes engagé auparavant sur le dispositif « *vacances apprenantes* ». Et c'est pour cette raison que nous serons signataires du plan pauvreté sur les questions d'aide alimentaire et de fracture numérique parce que nous avons besoin de faire ensemble. La crise commande un esprit d'union, de rassemblement, ce qui ne nie pas l'expression de sensibilités, de contributions. C'est comme cela que nous appréhendons ce premier débat d'orientation budgétaire.

Nous allons prendre acte que le débat a eu lieu et nous devons voter sur le fait que le débat a eu lieu. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui vote contre le fait que le débat a eu lieu ? Tout le monde est unanime. Il y a eu une intervention d'explication de vote sur le budget et les grandes masses qui vont être présentées maintenant.

Le Conseil prend acte.

Pour : 65 voix

7. BUDGET PRIMITIF 2020 – ADOPTION

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. Nous allons vous présenter le budget. Nous allons essayer de ne pas être redondants avec ce qui vient de se faire. Gardez donc en tête toutes les actions que nous avons proposées. Là, je vais vous présenter les grandes masses du budget primitif. Nous avons créé ce budget pour répondre à l'urgence de la crise économique et sociale et réaliser la transition écologique avec aucune augmentation d'impôt, une évolution des charges de fonctionnement maîtrisée à 1,5 % et un objectif de 90 millions d'euros de dépenses d'équipement annuelles. L'objectif général est de faire : chaque euro dépensé, un euro utile aux Montpelliérains.

Quatre grands axes peuvent vous être proposés :

- un plan d'action pour la jeunesse, grande cause de ce mandat, en faisant un effort supplémentaire en culture, sport, végétalisation de la ville ;
- 95,2 millions d'euros de dépenses d'équipement avec la création de quatre nouvelles autorisations de programme : le confort thermique et la végétalisation des écoles, le plan

numérique dans les écoles, les travaux pour la Maison pour tous Rosa-Parks et le rééquilibrage de la ville ZAC Beausoleil ;

- dans le cadre du bouclier social, bien entendu, 0 % d'évolution des taux d'imposition, tarification sociale et service public et abattement pour les familles modestes ;
- un effort sur la sécurité avec 4 % d'évolution du budget consacré à la sécurité.

Nous allons faire un point sur les grands agrégats. Nous allons parler des grandes masses, du fonctionnement, de l'investissement. Nous allons parler de la répartition des recettes, des dépenses et enfin nous parlerons de la chaîne de l'épargne.

Le budget total 2020 s'établit à 576,1 millions d'euros. L'augmentation de 22 % que vous voyez en bas à droite par rapport au budget 2019 s'explique par l'effet des reports et des résultats de l'année 2019 et, bien entendu, par l'effet de la Covid-19. Le budget 2020 reprend les résultats de l'année 2019. L'acceptation des résultats est décrite en page 7 de votre rapport.

Les recettes réelles de fonctionnement représentent 361,2 millions d'euros :

- 219 millions d'euros de recettes fiscales ;
- 82,2 de dotations de compensation de l'État ;
- 14,4 de subventions reçues ;
- 22,6 millions de produits des services et du domaine ;
- 7,4 d'autres recettes ;
- le fameux résultat de fonctionnement reporté est de 15 millions d'euros.

En dépenses :

- les dépenses du personnel s'élèvent à 180,7 millions d'euros ;
- les charges courantes et subventions versées à 95,2 millions d'euros ;
- les charges financières : 5 millions d'euros ;
- attribution de compensation versée à 3M : 34,7 millions d'euros ;
- autres dépenses : 2,4.

Cela nous donne une épargne brute avec résultats reportés de 43,1 millions d'euros et sans le résultat reporté de 28,1 millions d'euros.

Les recettes d'investissement sont de 105,3 millions d'euros avec :

- 5 millions d'euros de dotations reçues ;
- 38,2 d'un excédent de fonctionnement capitalisé ;
- autres recettes : 54,7 ;
- subventions d'investissement : 3,3 ;

L'épargne brute reportée (en haut) avec 43,1 millions d'euros.

Les dépenses d'investissement :

- 95,2 millions d'euros de dépenses d'équipement ;
- le remboursement du capital de la dette : 13,3 millions d'euros ;
- attribution de compensation versée à la Métropole en investissement : 10,6 millions d'euros ;
- 53,3 millions d'euros d'autres dépenses.
- un solde d'exécution d'investissement reporté de 35,8 millions d'euros.

Nous ferons donc un emprunt de 67,1 millions d'euros pour équilibrer.

La chaîne de l'épargne et la capacité de désendettement : l'épargne représente l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement. Le niveau d'épargne sert à apprécier la santé financière d'une collectivité locale. Elle indique la santé de la section de fonctionnement. L'épargne conditionne la faculté à investir de la Ville. Elle permet de financer les investissements nouveaux. La capacité de désendettement de la Ville est de 7,1 années.

Petit focus sur les recettes de fonctionnement, récapitulatif. Focus sur la fiscalité directe. Un focus sur la réforme de la taxe d'habitation et un focus sur les dotations et participations de l'État.

Les recettes de fonctionnement réelles 2020 s'établissent au total à 361,2 millions d'euros. Vous le voyez en bas à droite. Cependant, ce résultat comprend deux éléments exceptionnels qui faussent la comparaison avec le budget 2019 : les dotations et provisions et le résultat de fonctionnement reporté pour un total de 20,4 millions d'euros. Vous voyez, c'est la colonne du milieu.

Focus sur la fiscalité : les recettes fiscales prévues au budget 2019 étaient des recettes prévisionnelles. Les recettes fiscales 2020 ont été établies sur la base des notifications définitives ce qui explique l'approbation des recettes malgré les choix budgétaires de 0 % d'augmentation de la fiscalité et 18,4 millions d'euros d'abattement de taxe d'habitation pour les familles modestes.

En dotation de compensation et subventions, ces recettes sont en progression du fait de l'inscription de recettes définitives pour les dotations de l'État et de compensations pour 4,9 millions d'euros. Enfin, les produits et services publics et du domaine : ces recettes enregistrent une diminution, comme nous l'avons vu, liée à la Covid-19.

Autres recettes de fonctionnement : ces recettes comprennent en 2020, 0,3 million d'euros de dividendes 2019 reversés par la SA3M.

En dotations et provisions : 5,4 millions d'euros de recettes sont inscrits en 2020 au titre du changement de régime de provisions au 1^{er} janvier 2020. Il s'agit d'une recette exceptionnelle qui ne concernera que l'année 2020.

Le résultat de fonctionnement antérieur reporté : le budget 2020 intègre 15 millions d'euros de report de résultats de fonctionnement 2019.

Les taux de fiscalité resteront inchangés en 2020. La taxe foncière bâtie représente plus de la moitié des recettes fiscales de la collectivité comme nous l'avons vu.

Un petit focus sur la réforme de la taxe d'habitation en cours qui prévoit la suppression progressive de la taxe jusqu'en 2023 : en contrepartie de la recette perdue, les communes se verront confier les recettes de la taxe foncière bâtie des départements. Les communes, théoriquement perdantes dans ce montage, se verront compenser à l'euro près via une attribution de compensation par l'État. Vous avez à l'écran le planning. En 2020 : suppression de la TH pour une première vague de contribuables dégrevés (80 % de la population) ; le gel des taux de la taxe d'habitation et la revalorisation de 0,9 % des bases de TH. En 2021, bien que cela soit encore un peu flou entre la parole du Président de la République et celle du Premier ministre, il y aura une réduction de 30 % de la taxe habitation pour les 20 % de contribuables encore assujettis et surtout le gel des bases jusqu'en 2023. L'État prendra en charge la TH. Nous aurons une nouvelle affectation des impôts. Nous continuerons en 2022 avec la réduction de 65 % de la TH pour les 20 % de contribuables qui sont encore assujettis et toujours la prise en charge de la TH par l'État. Enfin, en 2023, nous aurons la suppression de la TH pour 20 % des contribuables et le dégel des taux de TH sur les résidences secondaires.

Focus sur les dotations et participations de l'État : les dotations et compensations de l'État progressent de 2,8 % en 2020. Cette progression s'explique essentiellement par l'inscription des recettes définitives à la suite des notifications de l'État et par une progression soutenue de la Dotation de Solidarité Urbaine, la fameuse DSU.

En dépenses de fonctionnement, nous allons voir un petit récapitulatif, un focus sur les charges de personnel, un focus sur les charges courantes et subventions, un focus sur les charges financières et l'encours de dette et un focus sur les relations avec la Métropole. Je vous rappelle que nous avons fait un petit condensé et que tout cela est en détail dans le rapport qui vous a été transmis. Nous voyons à l'écran l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement 2020 : 3 % avec intégré l'effet de la Covid-19. Nous l'avons vu, les dépenses liées à l'épidémie de la Covid-19 représentent 3,4 millions d'euros dans notre budget.

Un petit focus sur les charges de personnel qui s'élèvent à 180,7 millions d'euros. L'évolution des dépenses de personnel au cours de l'année s'élève à 1,8 %. À droite, c'est intéressant, vous avez un tableau avec la masse salariale des principaux secteurs avec en face le nombre d'agents correspondants. La principale masse salariale est dans la réussite éducative avec 1 376 agents ; suit l'enfance avec 23 millions d'euros pour 604 agents et la sécurité 12,3 millions, 80 policiers municipaux ; les espaces verts et le parc zoologique, 12 millions d'euros pour 278 agents, etc. Je pense qu'il est intéressant d'avoir ce genre de ratio. 180,7 millions d'euros de dépenses de personnel en 2020 dont 15,7 liés à la mutualisation avec la Métropole.

Concernant les charges courantes, nous avons fait un effort sur les secteurs suivants. Vous avez le tableau. Nous reprenons un peu ce qui a été vu précédemment dans le DOB :

- 300 000 € pour le soutien scolaire ;
- 300 000 € pour les vacances apprenantes ;
- 300 000 € pour le soutien financier des jeunes ;
- 100 000 € pour la plantation d'arbres dans la ville ;
- 100 000 € pour la réserve citoyenne ;
- 300 000 € pour soutenir la programmation culturelle à l'été 2020.

Focus sur les charges financières : la section de fonctionnement du budget porte les intérêts de la dette pour 5,1 millions d'euros. La dette de la Ville de Montpellier est une dette jeune et les emprunts ont été souscrits en 2004. Du fait de cette caractéristique, les premières inscriptions d'emprunt auront lieu durant ce mandat, ce qui nous laisse une large marge de manœuvre pour investir et pour développer le programme sur lequel nous avons été élus. Je vous signale que les emprunts que nous avons sont tous classés 1A avec une sécurité maximum. Pas d'emprunts toxiques à la Ville de Montpellier.

Focus sur les relations avec la Métropole :

- attribution de la compensation de fonctionnement : 34,7 millions d'euros ;
- reversement des recettes à la Métropole : 1,5 million d'euros.

J'ai pris de nombreux rendez-vous avec Renaud CALVAT, le Vice-Président de la Métropole en charge des finances, et nous allons travailler de concert pour, premièrement, harmoniser nos présentations pour qu'elles soient lisibles pour tout le monde et, deuxièmement, pour regarder un peu les éléments de transfert qui peuvent aller d'une collectivité à l'autre. Il est essentiel que les deux collectivités travaillent la main dans la main pour développer notre programme.

La section d'investissement : les recettes, les dépenses et un focus sur les dépenses d'équipement. Très rapidement.

Le montant total des recettes d'investissement s'élève à 208,1 millions d'euros. Les autres recettes d'investissement de 54,7 millions d'euros comprennent notamment :

- le contrat long terme renouvelable équilibré en recettes et dépenses pour 11,1 millions d'euros ;
- le remboursement d'avances à la SERM et à la SA3M pour 11,7 millions d'euros ;
- les recettes des cessions d'immobilisation pour 3 millions d'euros ;
- le report des recettes de 2019 pour 25,6 millions d'euros.

Pour mémoire, l'emprunt prévisionnel 2020 est prévu à hauteur de 67,1 millions d'euros.

Les dépenses d'investissement pour 208,1 millions d'euros.

- les dépenses d'équipement sont de 95,2 millions d'euros ;
- les autres dépenses d'investissement comprennent notamment :
 - le versement d'avances à la SERM et à la SA3M pour 12,9 millions d'euros ;
 - le CLTR pour 11,1 millions d'euros ;
 - les reports d'investissement 2019 pour 28,1 millions d'euros, mais ça, c'est une erreur, à mon avis puisque je l'ai déjà dit.

Un petit focus sur les dépenses d'équipement : 95,2 millions d'euros. Avec le report de 27,3, nous obtenons, en dépenses d'équipement 2020, 122,5 millions d'euros, cela progresse de 4 % avec quatre nouvelles autorisations de programme que nous avons déjà vu :

- confort thermique et végétalisation des écoles ;
- le plan numérique des écoles ;
- les travaux de la Maison pour tous Rosa-Parks ;
- le rééquilibrage de la ville – ZAC Beausoleil.

Voilà mes chers collègues. Le budget 2020 constitue le point de départ d'une alternance écologique et solidaire pour les Montpelliérains. À travers le mandat confié par les électeurs, il nous faut relever deux défis majeurs : répondre à l'urgence de la crise économique et sociale consécutive à la Covid-19 et réaliser la transition écologique dans notre Ville. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les arbitrages budgétaires réalisés en 2020 qui visent à garantir que chaque euro dépensé soit un euro utile aux Montpelliérains. Le budget 2020 constitue une première étape qui sera amenée, bien entendu, à évoluer dans les semaines à venir. La réalisation de ces objectifs passe par la mobilisation de nombreux atouts dont dispose Montpellier qui lui permettront d'être au rendez-vous des grands défis de notre siècle.

Chers collègues, je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup, M. ASLANIAN pour votre première présentation budgétaire. Ce n'est jamais un exercice simple. Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des prises de parole ? M. LÉVITA.

Max LÉVITA

Merci Monsieur le Maire. J'ai noté dans votre projet les mesures que vous nous proposez en faveur des écoles : l'augmentation de la dotation scolaire, le programme de soutien scolaire et d'aide aux devoirs, la création des deux nouvelles autorisations de programme consacrées au plan numérique des classes – la crise sanitaire a montré la nécessité de ce plan – ainsi que la deuxième AP, du confort thermique à l'installation des capteurs de pollution et à la végétalisation des écoles. Ce sont de bonnes mesures. Je parle des mesures qui n'étaient pas dans mon projet de budget 2020. J'en conviens, il s'agit de bonnes mesures. Le problème est de les financer. Dans votre budget, il n'y a pas de baisse

de dépenses dans ce domaine pour financer de nouvelles dépenses.

Je précise encore mon appréciation sur la cuisine centrale : dans ce que vous avez indiqué, Monsieur le Maire, si je comprends bien, vous supprimez la cuisine centrale – ce qui est une décision – mais on ne sait pas exactement par quoi vous la remplacez. Vous parlez de petites unités. Des petites unités, c'est quoi ? C'est 500 ? C'est 200 ? C'est 100 ? Je pense que vous ne le savez pas. Donc, vous supprimez sans savoir – ce qui me fait dresser les cheveux sur la tête – combien va coûter la nouvelle mesure. Mais bon, c'est une jolie mesure. Oui. Pourquoi pas. *Small is beautiful*. C'est bien. Je pense qu'elle est impraticable. C'est peut-être dommage. Mais bon, vous la proposez. C'est votre droit.

Je note que vous reprenez l'idée de créer une régie locale de production d'énergies renouvelables. C'est bien, mais pour l'instant, c'est une idée qui ne fait l'objet d'aucune prévision de dépenses.

Je relève – vous savez, je suis un lecteur – dans le rapport, qu'il y a une phrase qui indique « *structurer nos dépenses dans la durée* », je dois dire que je ne sais pas ce que cela veut dire. Vous écrivez également page 2 « *pour autant, ce contexte de crise de Covid suppose que le service public dispose des moyens nécessaires pour protéger nos concitoyens* ». Oui, c'est sûr, le contexte suppose que nous ayons les moyens nécessaires. Le problème est : quand on n'a pas les moyens nécessaires, qu'est-ce qu'on fait ?

Je ne vais pas répéter ce que j'ai dit sur le DOB. La situation est particulière. Nous sommes le 30 juillet. Vous prenez vos fonctions en pleine crise sanitaire et économique. Personne ne peut vous en faire grief. Tout de même une observation : vous dites évolution des charges de fonctionnement limitée à 1,5 %. Vous dites « *objectif* » dans le texte qui nous a été donné. Dans le texte de la Métropole, c'est encore pire, vous dites « *hypothèse* ». Attendez, il faudrait s'entendre parce que 1,5 %, dans la pratique précédente, c'était une contrainte, ce n'était pas un objectif. L'objectif, c'est mou. Cela veut dire, on va essayer de tenir 1,5 %, mais si on ne peut pas... Non, vous devez obliger ; ce n'est pas du tout pareil. L'objectif, c'est mou ; la contrainte, c'est dur.

Je note que vous avez gardé la même présentation que précédemment, peut-être est-ce la contrainte du temps. J'opte plutôt pour la reconnaissance de la qualité d'une présentation qui cherche la transparence.

Vous voulez augmenter les dépenses d'équipement. C'est un très bel objectif. C'est un objectif que vous n'atteindrez pas pour une raison simple, c'est que nous sommes le 30 juillet aujourd'hui. D'ici le 31 décembre, vous ferez... Dans le mandat précédent, vous me taquiniez sur le taux de réalisation. Là, sur 2020, ce sera pire. Donc, vous pouvez augmenter ce que vous voulez, cela ne sert à rien du tout, vous ne le réaliserez pas.

Un point qui m'inquiète un tout petit peu, c'est votre présentation sur les décisions modificatives. Dans la logique qui a été présentée, en principe, on vote le budget primitif avant la fin de l'année sans connaître les résultats du compte administratif. Donc, on a un premier budget primitif ensuite, on a le compte administratif qui dégage en principe un excédent et cet excédent, on l'utilise dans le budget supplémentaire. Aujourd'hui, nous faisons budget primitif et budget supplémentaire. Il n'y a pas de raison de faire les deux. Dans le budget supplémentaire, on a les ressources, les excédents...

Monsieur le Maire

Il va falloir conclure pour respecter le temps de parole, cher collègue.

Max LÉVITA

Pardon ?

Monsieur le Maire

Votre temps de parole est un petit peu... Je vous invite à vous rapprocher de la conclusion.

Max LÉVITA

J'ai un temps de parole ?

Monsieur le Maire

Oui, 5 minutes.

Max LÉVITA

Ah bon ! C'est nouveau ça ?

Monsieur le Maire

C'est le règlement.

Max LÉVITA

Ah bon ! Ah bon ! C'est curieux ça.

Monsieur le Maire

Qui n'a pas changé.

Max LÉVITA

Ah bon !

Monsieur le Maire

Mais, continuez à aller sur la conclusion. Merci.

Max LÉVITA

Bon, je vais sur la conclusion. Dans la décision modificative, vous n'allez pas avoir des recettes supplémentaires que donnait le budget primitif. Une question à laquelle il n'y a pas de réponse dans votre présentation, c'est la prime Covid pour le personnel. Vous l'indiquez, mais dans le budget primitif, nous ne la voyons pas... Donc, au total – je veux bien conclure, Monsieur le Maire – un environnement national difficile, un budget forcément préparé dans un temps court, trop court, des mesures intéressantes, d'autres qui le sont beaucoup moins (la cuisine centrale), mais surtout, il me semble que vous avez une conception économique totalement inadaptée à la situation de la France et de notre Ville. À mon avis, et cela peut se discuter, vous vous croyez en 1980. Nous sommes en 2020. La politique de 81 s'est arrêtée en 1983 dans des conditions que nous avons partagées vous et moi et d'autres. C'est très dangereux de faire croire à nos concitoyens qu'il suffit de vouloir pour pouvoir. Une bonne politique repose d'abord sur une bonne politique économique. Je crains que votre politique économique ne soit pas adaptée à la situation.

Merci de m'avoir accordé le temps nécessaire à mon intervention.

Monsieur le Maire

Merci. Effectivement, 2 minutes 30 de plus. Qui d'autre s'est inscrit ? M. GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN

Nous avons vu un budget qui porte bien son nom : primitif. Nous vous accordons aisément toute la difficulté et le temps dont vous avez disposé pour le monter, ce pour quoi nous attendons avec beaucoup d'impatience et beaucoup d'attention même le budget complémentaire qui, je l'espère, sera plus en adéquation avec la situation Covid, économique et sociale. Merci.

Monsieur le Maire
Merci M. GUISEPPIN.

Manu REYNAUD

Merci Monsieur le Maire. Juste un point sur la méthode. Effectivement, vous l'avez rappelé, nous l'avons tous rappelé, c'est un budget qui est fait dans des circonstances exceptionnelles : 48 heures pour le concevoir après une période de crise sanitaire, un 30 juillet, c'est exceptionnel, en votant à la fois le DOB, le budget ; on ne sait plus où sont les débats. Effectivement, c'est une situation exceptionnelle. Je relèverai juste, Max, sur ce que tu disais tout à l'heure sur le questionnement du choix de la précédente majorité d'avoir repoussé ce budget après les élections municipales qui est présenté comme étant une faveur pour la prochaine équipe, si jamais il devait y avoir prochaine équipe ; ce qui fut le cas. Je crains que nous n'ayons pas la même analyse sur ces choses-là dans la mesure où ce budget aurait pu être voté, y compris dans la période de confinement. Le Conseil municipal ne s'était pas réuni depuis décembre. Je pense que cela relève plus de la manœuvre que d'autres choses et de venir ici maintenant relever la difficulté, c'est tout à ton honneur, mais en l'occurrence – votre honneur – je relève plus la question de la méthode, qui pose un réel souci, d'avoir laissé la future majorité le soin de se retrouver dans cette situation.

Effectivement, les marges de manœuvre sont courtes, compliquées, difficiles, à la fois dans les délais et dans l'exécution du budget, car de fait, à la fin du mois de juillet, les huit premiers mois sur 12 sont passés. Nous mettons – et le groupe Écologiste – tous nos espoirs notamment pour la transition écologique et solidaire dans l'élaboration du budget complémentaire qui viendra. C'est là où les inflexions pourront venir et pourront se faire voir.

Je voudrais juste relever deux points qui nous tiennent à cœur dans ce budget et un troisième relatif à la Métropole parce que nous ne sommes jamais trop loin de la Métropole même si le débat aura lieu demain. Le premier est l'objectif de 50 000 arbres d'ici 2030. C'est quelque chose qui était intégré dans le DOB avec notamment des crédits importants à 2,3 millions d'euros ; il n'y en a que pour 100 000 € cette année, mais il y en aura beaucoup plus. C'est une responsabilité que nous avons et qui était dans le programme et qui sera tenue. Cela va être une recherche de tous les instants justement pour ces plantations de 50 000 arbres.

Et puis, ce débat sur la cuisine centrale : intéressant. La délibération parle d'une étude ; cette étude va pouvoir permettre de choisir et de faire l'état de la situation et c'est important justement de l'étudier, de ne pas être dogmatique, ni dans un sens ni dans l'autre. Je pense que les modèles centralisés qui s'appliquent à la cuisine centrale, mais qui ont aussi pu se mettre en place dans le temps – vous parliez des années 80 – dans les systèmes de cuisine centrale, certes, mais d'assainissement, de déchets. Ce système centralisé qui n'est profondément pas écolo, pour la cuisine centrale, répondait avant tout à un objectif qui est un objectif de prix, de tarif à tout prix, peu importait la qualité. Vous direz que nous étions dans les années 70-80, il y avait beaucoup de choses qui à l'époque de la création de la cuisine centrale n'avaient pas du tout les mêmes intérêts pour la population. Aujourd'hui, on parle de santé publique, on parle de bio, on parle de local. Moi, je pense qu'il vaut mieux réfléchir en termes d'objectifs qu'en termes de moyens. C'est-à-dire que les objectifs pour nous sont sur six ans de mettre en place 100 % de produits bio et/ou locaux dans la restauration scolaire et à partir de ces objectifs-là, nous trouverons les moyens, notamment sur les unités de production, de comment faire. Mais, on ne met pas l'unité de production avant les objectifs. Ce sont vraiment les erreurs qui ont été commises dans d'autres domaines notamment les déchets et l'assainissement et qu'il ne faut pas reproduire sur la question de la centralisation. Mais, c'est un débat.

Un dernier mot sur les transports collectifs, évidemment, mais surtout sur l'autorisation de programme de 150 millions d'euros qui sera votée demain à la Métropole, qui est une promesse de campagne qui va nous permettre de faire beaucoup de choses. Cent millions d'euros sur le vélo sur six ans, c'est une somme énorme qui va permettre de rattraper le retard. Je remercie Monsieur le Maire pour la réunion que nous avons pu tenir avec Julie FRÊCHE en tant que Vice-Présidente à la Métropole qui va nous permettre de poursuivre la question des pistes cyclables transitoires qui vont changer la face de la Ville, qui prennent de la place à la voiture – c'est assumé par cette majorité – mais qui le font avec des conditions nouvelles qui sont claires, avec de l'information, de la communication parce qu'il faut faire de la pédagogie. Je pense qu'il y a beaucoup de gens dans cette Ville qui ne savaient pas que c'était des pistes cyclables, mais qui ont surtout cru qu'il y avait des travaux. Je pense qu'à un moment donné, il faut recalculer la place de chacun : les piétons, les cyclistes, les transports en commun et les voitures dans cette ville. Nous allons le faire. Comme vous le disiez Monsieur le Maire, les travaux commencent le 10 août ; livraison le 1^{er} septembre. Un grand merci aux services de la Métropole qui ont permis cela parce que ce n'était pas gagné. Aller si vite pour faire une chose comme cela, cela prouve les engagements d'une majorité et cela sera matérialisé dès le 1^{er} septembre. Merci.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup, M. REYNAUD. Hervé MARTIN. Chaque groupe expose sa position.

Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Maire. Permettez-moi tout d'abord de remercier notre collègue, et mon ami, Michel ASLANIAN ainsi que les élus et les services qui ont travaillé dans un temps extrêmement contraint à la préparation de ce budget ; budget très particulier – cela a été très longuement évoqué – dans le contexte de crise d'abord sanitaire puis économique et sociale dans lequel nous nous trouvons. Cela me permet, moi aussi, de revenir tout de même sur le fait que sont imputées dans ce budget un certain nombre de dépenses qui ont eu lieu ces derniers mois et de regretter que cela ait été fait – même si j'en comprends la nécessité, bien entendu – dans un contexte de non-contrôle démocratique, puisque contrairement à l'ensemble des Villes de même strate, le Conseil municipal de Montpellier n'a à aucun moment été réuni de façon à pouvoir mettre ces sujets-là en discussion.

Un petit mot s'agissant des recettes : je m'arrêterai tout d'abord sur un point de vigilance pour l'avenir qui concerne la disparition de la taxe d'habitation. Si on s'en tient à la simple règle – si tant est qu'elle soit simple – de remplacement de cette taxe, la Ville perdrait 1,5 million d'euros en passant de 78,5 millions à 77 millions et donc nous devrions toucher des recettes compensatrices, je cite, « *qui viendront garantir le maintien des recettes à l'euro près* ». Pourquoi je dis point de vigilance ? Parce qu'à chaque fois que j'ai entendu qu'il y aurait des compensations à l'euro près, finalement cela ne s'est jamais vérifié en particulier dans le temps. Il y a toujours une érosion compte tenu de l'évolution démographique de notre Ville et il finit toujours par y avoir des baisses de recettes. Je dirais en plus que je suis toujours un petit peu inquiet quand on demande à une collectivité de perdre la maîtrise de sa ressource fiscale. C'est en général le signe que, dans le futur, on prévoit de mauvais coups à propos de ces collectivités-là.

S'agissant des dépenses, là aussi, un mot par rapport à la fameuse contrainte de Cahors. Le Gouvernement nous autorise à passer outre la contractualisation avec l'État qui prévoyait une évolution maximale de 1,5 % et donc, cette année, nous autorise à 3 %. Voilà bien la preuve de ce que j'avais affirmé quand j'avais voté contre cette contractualisation lors du mandat précédent. Quand on se trouve en situation de crise, la nécessité absolue de développer les services publics locaux, d'accompagner les populations les plus en difficulté avec des services publics locaux importants et puissants, que cette nécessité est fondamentale. Et, la difficulté que je vois, c'est que, bien sûr, nous

subissons une crise exceptionnelle, mais ce n'est pas comme si... Montpellier, ce n'est pas Neuilly-sur-Seine. La population montpelliéraine connaît depuis très longtemps des difficultés. Donc, j'invite tout de même à l'avenir – parce que la contractualisation c'était 2018–2020 donc nous verrons ce qu'il en advient à l'avenir, que le Gouvernement reconduise ou pas à ce sujet-là – à la plus grande prudence sur ces 1,5 % parce que l'on voit bien la nécessité d'avoir des services publics forts auprès des populations les plus en difficulté.

Alors, je sais, j'entends, et nous avons eu tellement souvent avec M. LÉVITA ce débat-là, qu'il faudrait – c'est la formule consacrée – que tout le monde participe à l'effort. Je veux juste rappeler que l'année dernière, nous avons connu en France, 67 000 millionnaires de plus ; 183 millionnaires supplémentaires par jour. C'est-à-dire qu'en gros, depuis que nous avons commencé notre séance ce matin, on doit pouvoir compter une quinzaine de millionnaires supplémentaires. Dans la même année, nous avons eu 300 000 personnes supplémentaires en situation de précarité extrême. Donc, je veux bien que l'on dise que tout le monde doit participer, mais j'aimerais bien que l'on rétablisse l'ISF, j'aimerais bien qu'il y ait des mesures de ce type de façon à ce que, contrairement ce que vous dites M. LÉVITA...

D'ailleurs, nous avons déjà eu ce débat-là, mais je n'ai jamais très bien compris pourquoi vous vous obstinez à faire de la politique lorsque vous dites que l'économie n'obéit pas aux injonctions des politiques. Je suis d'accord que l'économie n'obéit pas aux injonctions des politiques, mais peut-être pourrions-nous envisager – c'est le sens même de l'idée de la philosophie de faire de la politique – que la politique puisse avoir une influence sur les mesures économiques sinon, je ne vois pas l'intérêt de faire de la politique.

Donc, j'en reviens à nos personnes en situation de précarité extrême pour me féliciter que nous puissions commencer à mettre en œuvre le programme pour lequel nous avons été élus, en particulier la notion de bouclier social qui a été le marqueur principal, avec la transition écologique, de notre campagne électorale. Je vais prendre un exemple, c'est l'évolution des subventions faites aux associations. Là aussi, M. LÉVITA, vous savez depuis la première année de votre mandat précédent, nous avons été en désaccord là-dessus. Vous aviez décidé, vous, de diminuer de 5 % ces subventions ; nous les remontons de 9 %. Ce n'est pas juste une question de flux financiers, c'est juste redonner la valeur qui est due aux formes de citoyenneté organisée. Cela me semble essentiel dans ces temps de difficulté que les associations, toutes les formes de citoyenneté organisée, puissent œuvrer avec les moyens nécessaires à tout ce qui compose le tissu social et ce qui fait société dans notre ville.

Je me félicite également de la mise en place du soutien scolaire public, gratuit et laïque...

Monsieur le Maire

Cher collègue...

Hervé MARTIN

...Et je vais conclure dans une seconde.

Monsieur le Maire

Merci.

Hervé MARTIN

Parce que, effectivement, quand 30 % de nos petits Montpelliérains sont situés en REP, voilà une mesure de bouclier social qui me paraît absolument essentielle. Il en est de même pour le tarif de cantine pour les familles monoparentales les plus en difficulté à 0,50 €. On me demande de conclure

donc j'arrête la liste ce bouclier social qui est enfin mis en œuvre.

Monsieur le Maire

Merci M. MARTIN. La parole est à Mme FRÊCHE et je conclurai ce débat pour engager le vote.

Julie FRÊCHE

Merci Monsieur le Maire. Malgré le temps laissé par l'ancienne majorité – 48 heures pour boucler ce budget –, nous avons réussi à inscrire des mesures nouvelles qui traduisent les engagements pour lesquels les Montpelliérains ont voté.

D'abord, la priorité donnée à l'école traduite concrètement avec 8 % d'augmentation de la dotation pédagogique, la mise en place du plan de soutien scolaire public, laïque et gratuit à partir de la rentrée scolaire de septembre qui s'effectuera dans les médiathèques et les Maisons pour tous de la Ville les mercredis et samedis par l'intermédiaire des associations y compris d'éducation populaire. Nous décidons également d'assouplir le système actuel de réservation des temps périscolaires. Nous appliquerons un tarif réduit à 0,50 € par repas pour les enfants de familles monoparentales. Nous allons introduire un repas végétarien sur un rythme hebdomadaire dans les menus des restaurations scolaires. Nous changeons de modèle en supprimant l'autorisation de programme de la cuisine centrale pour favoriser la création de petites unités de production culinaire pour une politique alimentaire plus respectueuse de l'environnement.

Nous initions l'élaboration d'un contrat local de santé avec l'ARS. En cette période de crise sociale avec l'annonce de plus de 6 millions de chômeurs, le bouclier social défendu par notre majorité pendant la campagne prend tout son sens et est encore plus prégnant. Au-delà de la tarification sociale pour les familles monoparentales, nous respectons et nous respecterons pendant l'intégralité du mandat de ne jamais augmenter les taux d'imposition. Notre objectif, c'est de concilier la défense du pouvoir d'achat et la protection de l'environnement. C'est le sens même de la proposition que nous adopterons demain en Conseil métropolitain : la première étape de la gratuité des transports publics le week-end, le samedi et le dimanche, pour les seuls habitants de la Métropole, pour la lisibilité fiscale et pour une redistribution juste de l'impôt. Mais c'est aussi le lancement d'un vaste plan pour la plantation des arbres. C'est 100 000 € de crédits d'investissement en plus pour une Ville plus verte et plus résiliente. C'est l'inscription de notre volonté de rééquilibrer la ville à l'Ouest avec la rénovation de la Maison pour tous Rosa-Parks (600 000 €), la ZAC Beausoleil.

Nous amorçons un travail de longue haleine sur la sécurité en organisant mieux nos moyens par le redéploiement des effectifs et en augmentant de 4 % les crédits d'investissement. Nous prévoyons un budget d'investissement spécifique, dédié, à des projets directement portés par les citoyens. Conformément à notre engagement de campagne, nous réservons 5 % du budget d'investissement des conseils de quartier soit 2 millions d'euros en 2020.

Nous adoptons, comme l'a rappelé mon collègue Hervé MARTIN, un budget qui soutient les associations (+ 9 %) notamment l'association SOS Méditerranée qui secourt les migrants. Nous créons un fonds de soutien pour les associations de commerçants à Montpellier et enfin, nous permettrons à chaque jeune montpelliérain, sous condition de ressources, de bénéficier d'un soutien à une première adhésion à une association sportive et culturelle pour la saison 2020–2021.

C'est un budget qui marque une forte ambition en termes d'urbanisme et d'embellissement de la ville avec notamment le lancement d'un vaste programme d'études en vue de la rénovation de l'axe monumental Arceaux–Peyrou-Foch-Martyrs-de-la-Résistance et des espaces urbains associés.

C'est un autre engagement de campagne : la candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO pour

faire reconnaître Montpellier comme ayant une valeur universelle et exceptionnelle.

Enfin, la question majeure du bien-être animal où il est nécessaire d'établir un partenariat fort avec le futur centre de soins de la faune sauvage dans le cadre du développement du parc de Lunaret.

Vous l'aurez compris, c'est le début du changement. Des marges de manœuvre budgétaires existent et toutes les pistes seront explorées pour agir au plus juste et au plus près dans l'intérêt des Montpelliérains tout en garantissant la stabilité de la fiscalité. Des choix dans les dépenses de fonctionnement qui mettent en œuvre le changement, des priorités d'investissement pour rééquilibrer la ville et la rendre plus résiliente. Vous nous avez laissés 48 heures pour voter un budget. Vous espériez un budget d'inaction. Aujourd'hui, l'équipe municipale, par la voix de son Adjoint délégué aux finances et aux ressources humaines, vous présente un budget qui marque notre volonté avec des priorités affichées, des crédits d'investissement votés, une équipe au travail et des solutions déjà proposées. On nous a annoncé un budget d'exécution. Aujourd'hui, nous vous présentons déjà un budget dans l'action. D'ailleurs, de nombreux collègues vont vous présenter et rapporter des mesures dans un cadre démocratique retrouvé. Enfin ! Puisque pendant sept mois, il n'y a pas eu d'exercice démocratique à Montpellier. Depuis décembre 2019, aucun Conseil municipal convoqué par l'ancienne majorité ; cas unique en France pour une Ville comme la nôtre.

Un dernier mot pour remercier Monsieur le Maire et Monsieur l'Adjoint délégué aux finances de voter une prime Covid pour saluer le travail des agents pendant la crise sanitaire. Aujourd'hui, les actions et les mesures qui seront votées ne pourront se faire sans eux. Retrouver le sens de l'action publique et former un collectif au service de l'intérêt général des habitants sera notre boussole. L'ensemble de la nouvelle majorité, les directeurs, les directions, tous les agents ont su se mobiliser malgré un calendrier extrêmement contraint, dans un contexte exceptionnel de crise sanitaire, de crise économique et de crise sociale. Ce budget traduit nos premières orientations pour les Montpelliérains. Ce budget marque une ambition. Ce budget marque notre volonté. Ce budget marque le changement et l'alternance. Je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup Mme FRÊCHE. Je propose de clore ce débat par une réponse aux interventions. J'ai répondu tout à l'heure sur l'intervention de Mme DOULAIN, colistière de M. ALTRAD.

M. LÉVITA, aujourd'hui, le budget de la France ne respecte pas les critères de Maastricht de 92. Évidemment. C'est la crise et d'ailleurs, le Conseil européen, dont il faut saluer la résolution, a fait un certain nombre d'engagements. Nous sommes dans une situation complexe. D'ailleurs, vous-même n'avez pas honoré – et je ne vous en fais aucun grief – les dépenses de fonctionnement sur les six premiers mois de l'année parce que nous étions, nous sommes dans des circonstances exceptionnelles. Notre stratégie est, bien sûr, de maîtriser nos dépenses de fonctionnement et de redéployer certaines dépenses de fonctionnement en prenant appui sur la mutualisation des services, la coopération territoriale et tout un certain nombre d'éléments que nous aurons l'occasion de présenter dans le cadre de la stratégie budgétaire du prochain DOB que nous aurons l'occasion de présenter.

Où avons-nous trouvé les finances pour mettre en œuvre les premières mesures de notre programme ? Et bien, je peux vous donner quitus d'une chose, c'est que vous aviez affiché le financement de vos propres promesses en cas de réélection. Si ce Conseil s'était tenu, si vous étiez l'élu aux finances – peu importe d'ailleurs –, vous auriez mis en œuvre les engagements qui étaient présentés dans le cadre de la campagne électorale. Donc, nous avons fait des choix de redéploiement et, au grand dam de mes collègues, nous avons même un petit peu baissé les dépenses de fonctionnement parce que

nous voulons pouvoir engager convenablement l'avenir.

Je le dis aussi : dans ce budget, il y a la régularisation de dépenses qui ont été les choix du précédent Maire. Point de polémique. Toutefois, je peux dire que certains arbitrages n'auraient pas été les nôtres. Il y a eu des campagnes de communication qui ne nous semblaient pas nécessaires de financer et qui sont l'équivalent du montant que nous attribuons au plan de soutien scolaire public et laïque. Voilà, ce sont des questions de choix. Peu importe.

Sur la question importante de l'exécution budgétaire : entre les crédits d'investissement que vous allez voter mes chers collègues et leur réalisation, c'est pour cela que nous demandons un audit ; pas pour jeter la pierre, pour mieux faire. Car quand vous votez un budget, quand nous donnons un cadre en termes d'investissement, c'est un message aux acteurs économiques notamment et à l'ensemble des Montpelliérains. Quand on améliore le cadre de vie, il nous faut résoudre cette équation qui fait que nous avons des taux de 57 ou de 63 %. Cela s'est un petit peu amélioré, j'en conviens. Toutefois, c'est un sujet. Et, c'est cela que nous voulons regarder pour améliorer l'efficacité. Pourquoi ? Parce que quand nous avons un problème, quand les projets ne se réalisent pas – ça, je le découvre, je ne le mesurais pas – la temporalité entre le moment où nous délibérons et sa mise en œuvre génère des coûts supplémentaires qui sont des charges de fonctionnement qui pèsent ensuite sur le budget de la collectivité. Sans esprit de polémique, mais par exemple, ici, nous avons voté une AP pour le Domaine de Méric. Dont acte. D'ailleurs, elle va continuer cette AP. Mais, pour des raisons que nous regarderons par l'audit, nous ne l'avons pas mise en œuvre, aujourd'hui, nous dépensons 240 000 € pour garder le site qui se dégrade et qui risque de renchérir. Donc, ce coût de la temporalité, notre responsabilité commune c'est de le surmonter. C'est le même dossier sur la question de la ligne 5 du tramway sur lequel nous avons beaucoup débattu et qui se fera dans ce mandat, conformément à l'engagement de toutes les listes qui se sont exprimées dans le débat public. Mais ce coût de la temporalité génère des dépenses que nous aurions pu éviter. Donc, nous cherchons cette logique. Bien sûr que notre niveau d'investissement que nous affichons, j'aimerais être sûr que nous soyons à 100 % d'exécution et c'est pour cela que nous allons travailler sous l'autorité de Mme RIBOT que je veux saluer et qui – je l'annonce – me représentera dans les CAO Ville et Métropole. Nous allons ici mutualiser notre commission d'appel d'offres pour avoir une logique plus conquérante en termes de marchés publics ; esprit qui était prévu précédemment. Nous allons donc appuyer, renforcer pour aller vers l'écoresponsabilité pour que la temporalité des appels d'offres, on les lance, on répond, pour donner de la lisibilité aux acteurs économiques.

Je voudrais vous dire, chers collègues, que vous pouvez porter des appréciations sur le débat économique. Je suis keynésien. Je le dis. Et, je pense que nous sommes dans un moment keynésien. D'ailleurs, le Président de la République, à travers le plan de relance, est en train de chasser les idées libérales qui nous ont fait beaucoup de mal et nous sommes dans un moment keynésien. Mais, je sais que vous aimez les controverses économiques. Vous avez pris une référence politique, vous qui êtes élu depuis 1983 et qui en avez vu, ici, des choses – et des grandes choses – se faire et qui allez continuer à en voir de grandes choses se faire. Je ne sais pas si c'est l'esprit de 81 qui souffle. La référence est intimidante : François MITTERRAND, ce n'était pas n'importe qui. Toutefois, je vois dans notre élection plutôt l'esprit de 1977, celui que j'ai rencontré à Tours avec les Maires de Gauche, les Maires écologistes, habités tous par les mêmes exigences sur le renouveau démocratique, sur l'enjeu de la transition écologique, sur la mobilisation autour de l'emploi. Et, nous nous sommes parlé, indépendamment de l'association très respectable qu'est l'Association des Maires de France, mais où on est plus dans des modes de lobbying par rapport au pouvoir central – ce n'est pas péjoratif dans ma bouche – pour se dire comment nous pouvions faire ensemble pour être à la pointe des engagements de la France sur le climat, pour essayer de relever le magnifique challenge de la participation démocratique et citoyenne et quelle discussion passionnante avec Madame le Maire de

Poitiers, par exemple, sur ce sujet. Donc oui, il y a un souffle politique avec des volontés. C'est la transition écologique. C'est lutter contre les inégalités. C'est engager des stratégies et des politiques nouvelles. Un journal a comparé les dossiers qui étaient sur nous aux 12 travaux d'Hercule. Je dis 24. J'aime bien la référence à la mythologie. Mais nous sentons que partout, il faut engager du changement, interroger, sur les déchets, notre stratégie. Nous avons le troisième casier de Castries qui est fermé et c'est une décision politique, nous en prenons acte et nous financerons ce qu'il faut. Mais où nous les mettons maintenant nos déchets ? Il nous faut une stratégie. Sur les mobilités, une stratégie. Sur la politique alimentaire, une stratégie.

Vous, cher collègue Max LEVITA, qui êtes si attaché à la rigueur, vous avez lu notre programme, ne soyez pas caricatural, nous ne faisons pas des petites UPC pour 300 ou 400 personnes. Il y a une masse qui a été indiquée dans nos documents et je vous invite à y faire référence. Ne laissez pas entendre que nous allons empêcher les petits Montpelliérains de bien manger à la cantine surtout quand on a manié la référence à MENDES FRANCE.

Je voudrais terminer sur ce budget pour remercier Michel ASLANIAN et dire que le budget de la Ville ne va pas sans le budget de la Métropole et dans nos présentations, nous travaillerons à mieux les articuler tant nous sommes intégrés parce que nous allons beaucoup parler des politiques de solidarité, de proximité, de transition écologique. Mais, rien n'est possible si nous n'adressons pas des messages de soutien et de confiance aux hommes et femmes qui entreprennent sur le territoire pour conforter l'attractivité du territoire parce qu'il crée l'emploi, il crée la richesse, il participe au niveau de fiscalité. Demain, un certain nombre de mesures seront présentées qui étaient inscrites dans le précédent budget, d'autres nouvelles pour pouvoir les soutenir dans leur capacité à innover et à surmonter cette crise.

Mes chers collègues, je vous propose de passer au vote. Les explications de vote ayant été données, qui est contre ?

Christian FINA

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire

Excusez-moi. Il faut voter par section. Ce sera le même vote *a priori*. Dépenses de fonctionnement : 361 191 642,86 €. Qui est contre ? Deux. Qui s'abstient ? Onze abstentions. Pardon. Treize abstentions. Deux contre. Adopté. Quatorze, pardon. Quatorze abstentions. Deux contre. Adopté.

Recettes en fonctionnement : même montant (361 191 642,86 €). Qui est contre ? Deux. Qui s'abstient ? Adopté. Même vote. Merci.

Investissement. En dépenses : 214 990 684,37 €. Même vote ? Même vote. Adopté. On essaie de... Merci beaucoup.

Investissement. En recettes : 214 990 684,37 €. Même vote ? Même vote. Adopté.

Le budget est donc adopté. Je vous remercie pour ce débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 14 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Mohed ALTRAD, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Soune SERRE, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI

8. TAUX D'IMPOSITION DE LA VILLE DE MONTPELLIER POUR 2020

Monsieur le Maire : Taux d'imposition de la Ville de Montpellier. Stabilité. Ça a été présenté donc nous proposons de voter sur la stabilité des taux (taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti, taxe d'habitation).

Est-ce qu'il y a des questions ? Des interventions ? Je propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité sur les recettes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

9. ABATTEMENT D'UN TRIMESTRE DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) 2020

Monsieur le Maire : Affaire n° 9. Elle a été modifiée sur table. Je sais que c'est un sujet auquel beaucoup de collègues de la majorité – et je vais leur répondre – sont attachés. Il s'agit de l'abattement d'un trimestre de la taxe locale sur la publicité extérieure et c'est une forme de continuité républicaine parce que c'était l'engagement du précédent Maire. Il faut la voter avant le 31 août pour qu'elle soit effective. En revanche, les taxes sur la publicité nous les voterons au second trimestre. Je le dis d'emblée : sur les panneaux publicitaires numériques, nous les mettrons au montant maximum. Nous proposerons à ce moment-là. Là, il s'agit juste de la régularisation d'une décision qui a été prise pour qu'elle soit effective.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

10. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE – EXERCICE 2020

Monsieur le Maire : Attribution d'une subvention au CCAS, qui s'est réuni hier, de 12 445 000 € pour permettre au CCAS de pouvoir travailler. Michel CALVO est le Premier Vice-Président du CCAS. Je veux saluer tout le travail de l'équipe pendant la crise parce que cela a été très difficile, très éprouvant, mais très réactif. Nous avons eu des informations et tout va bien dans l'établissement où nous avons une suspicion de cas. La situation est sous contrôle.

Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

11. GARANTIE D'EMPRUNT - VILLE DE MONTPELLIER/SA3M - OPERATION RÉPUBLIQUE - 6 000 000 € - EXERCICE 2020

Monsieur le Maire

Garantie d'emprunt sur l'opération République. Un certain nombre de garanties d'emprunts pour permettre d'engager ce projet à hauteur de 6 millions d'euros.

Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

Philippe SAUREL

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire

Ah pardon, M. SAUREL, excusez-moi. Ah, vous ne prenez pas part au vote. Merci. Chers collègues, parfois pour des raisons qui tiennent soit dans les organismes associés ou même dans vos propres activités personnelles, vous pouvez être en situation de conflit d'intérêts – enfin, ce que la loi désigne comme un conflit d'intérêts, cela peut être une association, une structure – il faut nous le signaler et nous l'inscrivons. Donc, M. SAUREL ne prend pas part au vote. Qui d'autre refuse de prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

12. GARANTIE D'EMPRUNT – VILLE DE MONTPELLIER/ASSOCIATION D'ENTRAIDE ET DE RECLASSEMENT SOCIAL AERS – CONSTRUCTION D'UN BATIMENT AVEC LITS D'ACCUEIL MEDICALISES ET APPARTEMENTS DE COORDINATION THERAPEUTIQUE - 3 500 000 € - EXERCICE 2020

Monsieur le Maire

Garantie d'emprunt à hauteur de 3,5 millions d'euros pour des lits d'accueil médicalisés avec l'association d'Entraide et de Reclassement social. Cela permet d'accompagner les projets de solidarité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

13. GARANTIE D'EMPRUNT – VILLE DE MONTPELLIER/UNAPEI 34 – CONSTRUCTION DE 3 ATELIERS PROFESSIONNELS ET D'UN FOYER POUR ADOLESCENTS EN SITUATION DE HANDICAP MENTAL - 2 700 000 € - EXERCICE 2020

Monsieur le Maire

Garantie d'emprunt pour l'UNAPEI à hauteur de 2,7 millions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

14. MISE EN PLACE DU SOUTIEN SCOLAIRE LAÏQUE ET GRATUIT – TAUX DE REMUNERATION DES HEURES D'ETUDES DIRIGÉES

Madame Flora LABOURIER sort de séance.

Monsieur Philippe SAUREL sort définitivement de séance et donne pouvoir à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

Monsieur le Maire

Mme DOMBRE-COSTE pour l'affaire 14.

Fanny DOMBRE-COSTE

Merci Monsieur le Maire. L'affaire 14, il s'agit de la mise en place du plan de soutien scolaire public, laïque et gratuit dont il a été question déjà à plusieurs reprises depuis le début de ce Conseil municipal. C'est une des premières actions mises en place dans le plan ambitieux que nous avons pour la réussite éducative pour ce mandat. Il s'agit là de répondre aux besoins exprimés notamment pendant la Covid par les enfants, par les familles, tant nous avons vu l'aggravation des inégalités sociales, mais aussi des inégalités scolaires avec des difficultés croissantes pour certains enfants dans leur parcours scolaire malgré l'engagement, qu'il faut saluer, des enseignants pendant ce temps de confinement. Donc, il est apparu nécessaire – encore plus nécessaire – après cette Covid de tout mettre en place pour accompagner le parcours scolaire de nos enfants et répondre à ce besoin urgent pour certains d'accompagnement dans l'étude et de leur parcours d'acquisition de leurs besoins fondamentaux.

Il s'agit donc, dans cette première affaire, de la première étape de ce plan de soutien scolaire qui est ambitieux et qui va donc se déployer toute l'année 2020–2021. Nous commençons par mettre en place des études dirigées et donc par passer d'un système qui n'était qu'une surveillance de devoir à un dispositif un peu plus proactif pour permettre à chaque enfant une aide personnalisée aux devoirs. C'est donc la mise en place de ce passage aux études dirigées qui sera accompagnée et renforcée par la mise en place du soutien scolaire dans les médiathèques et dans les Maisons pour tous de façon progressive. Nous allons donc expérimenter tout au début de septembre cette mise en place en partenariat, bien sûr, avec la communauté éducative et les associations de soutien scolaire et d'éducation populaire.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup Mme DOMBRE-COSTE. Est-ce qu'il y a des questions ? Mme DOULAIN, colistière de M. ALTRAD.

Alenka DOULAIN

Juste une petite question de clarification, de compréhension : nous sommes évidemment favorables à cette mesure. Nous voyons bien ce que c'est qu'un soutien public. Nous voyons bien ce que c'est

qu'un soutien scolaire gratuit, mais un soutien scolaire laïque, nous voudrions avoir des précisions sur ce que vous mettez derrière ce terme. Nous sommes extrêmement attachés à la laïcité et nous aimons quand elle est utilisée à bon escient. Les mots ont leur importance. Choyons-les. Merci d'avance pour cette clarification.

Monsieur le Maire

Je fais cette clarification avec grand plaisir. Laïque parce que justement l'encadrement scolaire, qu'il soit dans le cadre de l'école de la République ou qu'il soit comme là proposé par la municipalité, doit se faire dans un cadre de neutralité, une absence de prosélytisme. C'est pour cela que ceux qui seront recrutés pour être les intervenants, là, en l'occurrence, les professeurs des écoles le soir dans les études dirigées, sont des agents publics et cela participe de l'agrément que nous allons donner pour les intervenants auprès des Maisons pour tous et des médiathèques. Je voudrais à cette occasion me réjouir de l'échange que j'ai eu avec M. BLANQUER qui est venu saluer un dispositif «vacances apprenantes». Je lui ai formulé une proposition sur le dispositif dit «devoirs faits» qui a été mis en œuvre depuis deux ans. Il se fait dans les établissements scolaires, dans les collèges. Je lui ai suggéré qu'éventuellement, les chefs d'établissement puissent discuter avec les directeurs et directrices de médiathèque pour pouvoir le réaliser dans ces équipements du livre, de culture. Il s'est montré extrêmement volontaire là-dessus. C'est donc une logique de partenariat. Les intervenants dans le cadre de ce plan de soutien scolaire ont l'obligation de neutralité qui existe dans l'école publique laïque et l'école de la République. Ils ont une obligation de qualification parce qu'évidemment, le soutien scolaire veut dire accompagner. Je crois que pour beaucoup, nous nous sommes rendu compte durant le confinement – cela a été évoqué tout à l'heure – que c'était un métier d'enseigner, c'est un métier d'accompagner au devoir. Voilà ce que nous mettons derrière ce très beau mot de laïcité.

Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Je vous remercie. Je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

15. OPERATION « VACANCES APPRENANTES » - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « ÉCOLE OUVERTE » DANS LES ECOLES DE LA VILLE DURANT L'ETE 2020 – CONVENTION – APPROBATION

Monsieur le Maire

Affaire n° 15 : dispositif «vacances apprenantes» qui était précédemment engagé et donc nous le confirmons en partenariat avec le dispositif gouvernemental qu'est «école ouverte». Nous avons vu un certain nombre de clubs, d'acteurs de la Ville (les Francas, Montpellier tae kwon do et tant d'autres) s'impliquer là-dessus. Il s'agit donc d'en approuver le principe et de régulariser sa mise en œuvre. Cela fait beaucoup, beaucoup de bien aux jeunes qui pour beaucoup, hélas, ne peuvent pas partir en vacances.

Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de question. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

16. MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION A 0 €50 POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE POUR LES ENFANTS DE FAMILLES MONOPARENTALES (PARENTS ISOLÉS)

Madame Flora LABOURIER entre en séance.

Monsieur le Maire

Mme DOMBRE-COSTE sur la nouvelle tarification de la cantine.

Fanny DOMBRE-COSTE

Il s'agit là d'une mesure importante qui a été évoquée pendant le débat budgétaire. Elle est importante, car elle répond à un besoin social dont nous avons vu l'importance et l'aggravation pendant la Covid. Il s'agit donc là de proposer aux familles les plus précaires, les plus fragiles, une tarification particulière et spéciale à 0,50 € par repas. Cette mesure va s'adresser aux familles monoparentales qui perçoivent le RSA et qui sont déclarées parents isolés auprès de la CAF. C'est une mesure importante qui représente pratiquement 25 € par mois de pouvoir d'achat. Nous savons, quand on touche le RSA, ce que représente 25 € ; c'est énorme. Cela permettra d'accompagner ces familles au plus près dans leur quotidien et surtout d'assurer à ces enfants, *a minima*, un repas de qualité équilibré par jour. Donc, c'est une mesure sociale que nous portons avec la plus grande volonté.

Monsieur le Maire

Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Allez-y.

Alenka DOULAIN

Juste une petite question sur les familles éligibles. Nous partageons évidemment la volonté de permettre à tous les enfants montpelliérains d'accéder à une alimentation saine à la cantine. En revanche, sur les bénéficiaires du RSA, il y a 30 % aujourd'hui qui sont des familles monoparentales, mais il y a aussi 40 % de familles qui sont au RSA couple et qui auraient aussi eu besoin de cette aide. Comment vous positionnez-vous par rapport à ces bénéficiaires que vous avez choisi de sélectionner ? Nous l'avons dit, pour nous aujourd'hui, le bouclier social n'est pas présent dans votre budget. Il n'y a pas d'aide directe aux familles. Il y a des petits dispositifs saupoudrés ici et là. Cela ne permet pas aux familles montpelliéraines qui sont aujourd'hui touchées par la crise de vraiment faire des économies, de pouvoir boucler leurs fins de mois. Nous proposons l'amendement d'élargir les familles bénéficiaires de ce dispositif. Merci pour votre réponse.

Monsieur le Maire

Merci Madame. Je vais être très rapide. Vous proposiez, dans la campagne, de verser 1 000 € par famille. Bon, tout le monde mesure bien que d'un point de vue budgétaire, cela n'était pas tenable. D'ailleurs, notre choix n'est pas d'être dans un mode d'aide directe, mais bien par des dispositifs de solidarité qui construisent des politiques publiques et qui amènent les enfants à la cantine dans un lieu de socialisation, de vivre ensemble, de construction de soi qui est un temps extrêmement précieux. Donc, nous faisons le choix de solidarité par les politiques publiques.

Vous aviez, dans la campagne, avec M. ALTRAD fait une autre proposition – nous en avons une autre appréciation – de flécher les dispositifs de solidarité. Donc, nous réformons la tarification sociale et nous visons – je vous rejoins sur ce point et ce sera le seul – qui est que cela va au-delà des seules familles au RSA, des seules personnes seules au RSA, RSA activité parce qu'il y a des familles monoparentales. Quand on dit monoparentales, ce sont beaucoup de femmes seules avec enfants. C'est une des réalités de la pauvreté dans notre Ville ; pas de la pauvreté, du combat remarquable

pour la dignité des personnes.

Aujourd'hui, ce dispositif nous a été inspiré à l'aune de deux phénomènes : le premier, c'est dans les commissions de secours du CCAS, dans les commissions de secours du Conseil départemental, dans les solidarités entre familles au sein des écoles, d'avoir constaté que l'on venait verser des aides d'urgence pour régulariser la cantine parce que les gens au RSA avaient retrouvé 10, 15, 20 heures d'activité, donc retrouvé le chemin du travail, mais avaient énormément de mal, malgré le fait d'être sur le chemin du travail, à pouvoir faire face aux besoins. Donc, les commissions de secours étaient activées. On était dans du curatif ou de la prise en charge après, y compris des frais d'agios des banques, etc. Là, nous voulons être en amont. Donc, cela prend aussi le RSA activité. Notre engagement est de voir comment à l'aune de cette mise en œuvre, qui est un premier pas, nous ferons évoluer notre tarification parce que nous savons qu'à Montpellier les gens n'arrivent pas toujours, les Montpelliérains, les Montpelliéraines n'arrivent pas toujours à vivre correctement de leur travail.

Toutefois, le choix de verser une aide directe était une option qui était celle de M. ALTRAD et de votre liste. Nous, nous faisons le choix d'orienter sur des politiques de solidarité parce qu'elles font sens ; et, la cantine est un des lieux qui fait sens. Donc, c'est un effort conséquent qui est fait parce que le tarif était de 1,75 € et il y avait déjà eu... Mme MARSALA, vous acquiescez. Vous aviez porté cela. Cela a eu un effet assez important de fréquentation. Nous avons à Montpellier 30 % des enfants qui sont en REP et c'était en REP – je parle sous votre contrôle – que les efforts avaient été faits. Donc, nous ramenons dans le cadre de l'école, dans le cadre scolaire – il n'y a évidemment pas de profs à la cantine – ce temps de socialisation. Ensuite, c'est de travailler sur l'équilibre alimentaire parce que nous savons qu'il y a là également de grandes vulnérabilités.

Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Merci de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

17. REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES TEMPS PERISCOLAIRES – RENTREE 2020-2021

Monsieur le Maire

Autre point : point n° 17. C'est un choix sur lequel nous avons souvent conversé dans cette instance, c'est de ramener à 10 jours le temps de réservation pour la cantine pour une raison qui est très simple : c'est qu'il y a des familles qui sont en temps partiel et ont leur emploi du temps qui est fluctuant dans le commerce, dans les hôpitaux, dans ces situations où on cherche à retrouver des heures de travail. Donc, il s'agit là de leur simplifier la vie. Nous ramenons donc à 10 jours le temps de réservation et Mme MASSART va être très attentive sur les enjeux du gaspillage alimentaire. M. VASQUEZ acquiesce. Il faut évidemment trouver ce bon équilibre entre le temps de réservation et ne pas perdre les denrées. Nous devons être là très vigilants.

Qui est contre ? Est-ce qu'il y a des questions ? Pardon. Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

18. REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES TEMPS EXTRASCOLAIRES MUNICIPAUX – RENTREE 2020-2021

Monsieur le Maire

Fanny, règlement de fonctionnement des temps extrascolaires. Il n'y a rien de particulier.

Fanny DOMBRE-COSTE

C'est la même chose que l'an dernier, donc c'est une reconduction à l'identique.

Monsieur le Maire

Reconduction à l'identique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

19. CLASSE A HORAIRES AMENAGES MUSIQUE – CONVENTIONS ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA DIRECTION ACADEMIQUE DE L'HERAULT – ÉCOLES GAMBETTA, AUGUSTE COMTE ET DAVILER – ANNEE SCOLAIRE 2020/2021

Monsieur le Maire

CHAM, reconduction aussi du dispositif. Qui a des questions ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

20. MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SCOLAIRES POUR LES ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES D'ACCUEILS DE LOISIRS – AUTORISATION DE SIGNER LES CONVENTIONS D'OCCUPATION 2020-2021 – APPROBATION DES SUBVENTIONS EN NATURE

Monsieur le Maire

Conventions d'occupation des locaux scolaires pour un certain nombre d'associations. Le montant est indiqué. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

21. MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SCOLAIRES POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021 EN FAVEUR D'ASSOCIATIONS – AUTORISATION DE SIGNER LES CONVENTIONS D'OCCUPATION – APPROBATION DE SUBVENTIONS EN NATURE

Mesdames Clare HART avec le pouvoir de Christophe BOURDIN, Hind EMAD et Julie FRECHE sortent de séance.

Monsieur le Maire

21 : mise à disposition de locaux scolaires sur un autre montant. Est-ce qu'il y a des questions ? Mme BRUNET ne prend pas part au vote. Elle t'a laissé procuration. Est-ce qu'il y a des questions ? Mme DOULAIN, colistière de M. ALTRAD.

Alenka DOULAIN

La vie associative est évidemment un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Le mouvement *Nous sommes* avait beaucoup travaillé sur cette question pendant la campagne en concertation avec les associations, mais nous avons pu constater que les besoins d'accès aux équipements municipaux étaient très importants sur notre Ville. Un audit avait d'ailleurs été commandé, mais jamais rendu public en 2015 par la précédente majorité socialiste. Celui-ci a montré que seules 318 associations avaient accès de manière régulière à un équipement municipal, ce qui est vraiment dérisoire par rapport aux 2 600 associations inscrites sur le site de la Ville. Étant donné ces attentes de ces associations, étant donné leur rôle essentiel dans l'animation de nos quartiers, du sport, de la solidarité, de la mobilisation citoyenne, il me semble qu'un chantier doit être lancé au plus vite pour leur faciliter l'accès aux équipements municipaux. Tout le monde y gagnerait : la Ville puisqu'elle optimiserait ces équipements et les associations qui pourraient se développer dans de bonnes conditions.

La politique associative menée jusqu'à présent était relativement indigne de la septième Ville de France. Ainsi, cette mise à disposition de locaux scolaires pour les activités associatives, qui est l'objet de cette affaire, nous semble une très bonne idée. Mais à la lecture de la délibération que vous nous soumettez, je m'interroge à plusieurs égards : il est proposé de passer une convention avec 14 associations pour la mise à disposition de locaux situés dans 20 écoles. De plus, rien n'est précisé sur les moyens et les critères qui vont permettre à ces associations d'accéder à ces équipements. La première question est pourquoi limiter la mise à disposition de locaux scolaires à seulement 14 associations alors que la Ville en compte de 2 600 ? Pourquoi seules 20 écoles alors que la Ville en compte 126 ? Par quels moyens une association peut-elle avoir accès à un local scolaire puisque cela n'est pas précisé sur le portail dédié aux associations ? Quelle transparence mettre en place pour cet accès ? Sur quels critères ces locaux scolaires sont-ils attribués aux associations ? Je vous remercie pour ces éléments de réponse.

Monsieur le Maire

C'est une délibération qui est une reconduction d'un dispositif existant. Je ne suis pas sûr que le mot indigne soit à propos pour parler de l'engagement associatif à Montpellier, de l'énergie et du soutien. On peut évidemment faire mieux. Nous ferons mieux puisque nous aurons une délibération – Mme HOUGUET travaille dessus – notamment pour favoriser l'accès des salles, pour favoriser la vie démocratique. Mme Séverine SAINT-MARTIN a un intitulé de délégation qui porte le renouveau démocratique. Il y a des salles. Il y a des locaux. Nous allons donc travailler sur ces accès. Là, il s'agit d'écoles. Donc, les écoles sont des lieux scolaires. Partout où on peut favoriser l'accueil, oui, mais les salles de classe ou les lieux où la semaine les élèves sont présents, c'est peut-être plus difficile. Laisser entendre que toutes les écoles pourraient être ouvertes tout le temps – je ne crois pas que c'était votre propos – ne serait pas une bonne chose. Là, nous reconduisons à l'identique et nous

aurons l'occasion de reparler du soutien aux acteurs associatifs dont nous pouvons, les uns et les autres, nous faire des reproches, mais parler d'indignité me semble inconvenant.

Est-ce qu'il y a d'autres questions ? D'autres remarques ? Qui refuse de prendre part au vote ? Mme BRUNET ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique BRUNET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

22. AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS RELATIVE A UNE ACTION DE SOUTIEN A LA PARENTALITE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA MAISON DEPARTEMENTALE DES SOLIDARITES DU MONTPELLIERAIN – SERVICE TERRITORIAL PMI ECUSSON

Madame Fatma NAKIB sort de séance.

Mesdames Clare HART avec le pouvoir de Christophe BOURDIN, Hind EMAD et Julie FRECHE entrent en séance.

Monsieur le Maire

Délibération petite enfance. Vas-y, Tasnime.

Tasnime AKBARALY

Merci Monsieur le Maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, durant ce mandat, nous allons nous engager à mener une politique de la petite enfance et plus largement de l'enfant dans la ville qui sera résolument axée sur la réduction des inégalités sociales. Nous nous attacherons donc à mettre en œuvre des actions publiques qui s'adresseront en premier lieu à nos concitoyens les plus précaires et c'est le sens précisément de cette première délibération puisqu'elle consiste à acter une revalorisation d'une convention d'action de soutien à la parentalité établie entre d'une part la Ville de Montpellier et le Conseil départemental.

Donc, rapidement, l'objet de cette convention consiste à réserver des places au sein d'établissements municipaux pour accueillir des enfants de familles en grande difficulté sociale et détectés par les services de la PMI. Au total : quatre places pour cinq demi-journées soit 20 créneaux de demi-journées par semaine réservés dans sept établissements d'accueil.

Pour compenser les coûts de réservation et de tarification, la Ville perçoit actuellement une subvention annuelle d'un montant de 13 000 € du Conseil départemental. L'avenant que nous proposons est de revaloriser le montant de cette subvention de 11 000 € pour, au total, une subvention de 24 000 €.

Plus largement, cette délibération s'inscrit dans notre volonté d'engager un partenariat étroit entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault. C'est dans cette logique de mise en œuvre d'actions publiques synergiques que nous mènerons nos projets dédiés à la petite enfance, des projets – je le précise – menés en transversalité avec les domaines de la cohésion sociale, de l'économie sociale et solidaire, de la santé, de l'environnement et de l'innovation numérique. Je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup de cette présentation qui pose les jalons de ce que nous allons faire. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de prendre part au vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

23. RESERVATION DE BERCEAUX MUNICIPAUX AU PROFIT D'ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS – TARIF 2020-2021

Monsieur le Maire

Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics et privés avec un montant de redevance qui permet à un certain nombre d'acteurs de pouvoir conventionner avec nous. Pas de question ? Pas de remarque ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

24. INSTAURATION D'UN MENU VEGETARIEN HEBDOMADAIRE POUR TOUTES ET TOUS AU-DELA DE L'OPTION VEGETARIENNE QUOTIDIENNE DANS LE MENU DES RESTAURANTS SCOLAIRES DE LA VILLE

Madame Clara GIMENEZ avec le pouvoir d'Agnès SAURAT et Monsieur Roger-Yannick CHARTIER sortent de séance.

Madame Fatma NAKIB entre en séance.

Monsieur le Maire

Mme MASSART : politique alimentaire.

Marie MASSART

Je tenais tout d'abord à remercier les services de la cuisine centrale et de la Direction de la politique alimentaire et particulièrement Luc LIGNON pour avoir fait ce travail dans des délais assez contraints. La délibération que nous proposons fait suite à une expérimentation qui a déjà été prise à l'initiative des services de mettre en place des menus végétariens. Deux menus végétariens par mois plus deux menus dits alternatifs, c'est-à-dire végétariens, mais sans protéines animales. Nous souhaitons donc vraiment installer et pérenniser cette expérimentation en proposant aux enfants et aux familles un menu végétarien par semaine et de maintenir ce principe de menus alternatifs et de travailler au cours de ce mandat pour aller plus loin et, dans le cadre des menus végétariens, de pouvoir proposer aux enfants et aux familles des options exclusivement végétariennes que nous mettrons en place dès le début de l'année 2021. Ces propositions répondent évidemment à des enjeux environnementaux, mais aussi de santé, de qualité nutritionnelle pour les enfants et de protection animale puisque l'objectif est évidemment de réduire la proportion de viande essentiellement issue des élevages intensifs. Nous allons vraiment continuer. Il y a déjà un travail important qui a été fait à ce niveau-là, mais nous allons vraiment le continuer et l'accélérer fortement.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup Mme MASSART. Est-ce qu'il y a des questions ? Je propose donc de passer au vote. Refus de prendre part au vote ? Pardon, Eddine. Bien sûr.

Eddine ARIZTEGUI

Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, effectivement, il était important de délibérer sur cette mesure qui était une expérimentation jusqu'à présent. L'option quotidienne végétarienne était, en fait, pesco-végétarienne et nous allons nous diriger, à partir de 2021, vers une option végétarienne exclusivement. Il était donc vraiment important de le souligner. Dans une optique où les repas de viande et de poisson continueront à être proposés aux enfants à côté de l'alternative végétarienne, il faut qu'ils soient progressivement issus de filières plus respectueuses du bien-être animal, comme l'a dit Mme MASSART, pour aller progressivement vers un abandon des filières d'élevage intensif dont nous mesurons aujourd'hui les effets terribles sur le réchauffement de la planète, la pollution de l'air, des eaux et bien sûr des animaux. Je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup, cher collègue. Je voudrais souligner le titre de votre délégation en tant qu'Adjoint : le bien-être animal. Je crois que c'est un élément très important. Il s'est fait des choses à Montpellier. Là aussi, une nouvelle ambition va être portée. Notre politique alimentaire en est une des illustrations. Merci beaucoup de votre propos.

Je propose que nous passions au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Une belle unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

25. LANCEMENT D'UNE ETUDE D'OPTIMISATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE – ARRET DU PROJET DE CONSTRUCTION DE L'UNITE CENTRALE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE SUR UN SEUL SITE

Monsieur le Maire

Mme MASSART sur l'affaire 25 dont nous avons déjà commencé à discuter.

Marie MASSART

Effectivement, ce point a déjà été abordé. La cuisine centrale est aujourd'hui trop vétuste et pas en capacité de fournir les 15 000 repas par jour qui sont nécessaires aujourd'hui. Il y a donc des investissements nécessaires. Le choix a été fait de suspendre le projet de méga-cuisine centrale et d'étudier la possibilité de rapprocher, d'avoir de plus petites unités.

Une étude va être lancée ; une étude de faisabilité qui doit répondre à des objectifs environnementaux de rapprochement, de développer les filières d'approvisionnement locales, le principe de développer l'agriculture biologique évidemment, de renforcer la capacité des unités de production, de faire un maximum de repas faits maison et de lutter également contre le gaspillage alimentaire, de réduire un maximum les déchets produits. Donc, cette étude devra vraiment répondre à ces enjeux-là ; des enjeux en termes de conditions de travail également pour les agents puisque c'est quelque chose qui est très important. Dans l'étude, nous intégrerons également l'étude de faisabilité de remplacer les barquettes aujourd'hui bio-compostables par des barquettes en inox, donc étudier l'impact environnemental, l'impact en termes de santé pour les enfants et l'impact pour les agents sur les conditions de travail. C'est donc une étude qui proposera différentes options qui seront soumises au choix et qui ira éventuellement aussi sur le développement de mutualisations au niveau de l'échelle de la Métropole, mais aussi d'autres restaurations scolaires comme la restauration scolaire des crèches ou des EHPAD. Il y aura donc un travail qui sera fait à ce niveau-là également.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup Mme MASSART. Est-ce qu'il y a des questions ? Une étude d'aide à la décision dont le rendu sera, évidemment, présenté devant le Conseil municipal. Il y a eu débat tout à l'heure. S'il n'y a pas de prise de parole, je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Onze abstentions. Merci. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Soune SERRE, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

26. CONVENTION 2020/2021 - ORGANISATIONS ACTIVITES SECURITE ROUTIERE – INTERVENTIONS POLICE MUNICIPALE – ÉCOLES MATERNELLES OU ELEMENTAIRES DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER entre en séance.

Monsieur le Maire

Affaire n° 26. C'est une convention entre la Ville de Montpellier et l'Éducation nationale pour favoriser les actions en matière de sécurité routière. Est-ce qu'il y a, M. COTE, quelques éléments ? Rapidement.

Sébastien COTE

Monsieur le Maire, il s'agit simplement, dans le champ de compétence qui est le vôtre en matière de sécurité routière, de reconduire une convention qui est annuelle avec l'Éducation nationale et qui, effectivement, nous permet de sensibiliser les élèves des cycles 2 et 3 à la prévention routière et donc de demander au Conseil de vous autoriser à signer cette convention.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. Vaste sujet pour nous tous. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

27. TRAVAUX PREALABLES A L'ORGANISATION D'ÉTATS GENERAUX DE LA SOLIDARITE MONTPELLIERAINE

Madame Clara GIMENEZ avec le pouvoir d'Agnès SAURAT entre en séance.

Monsieur le Maire

M. CALVO sur la feuille de route pour les États généraux de la solidarité montpelliéraine.

Michel CALVO

Monsieur le Maire, la période de confinement a démontré que les institutions de solidarité qui sont multiples (publiques, etc.) dans la Ville ont une méconnaissance de toute une partie des populations fragiles. Si nous n'avions pas eu l'aide des associations caritatives dans l'aide à la distribution alimentaire et à l'hébergement d'urgence, nous aurions eu de graves problèmes dans cette ville, malgré la mobilisation, l'implication des agents publics durant cette campagne. La coordination entre les différentes institutions est imparfaite. Il y a des trous dans la raquette et parfois, il y a des situations conflictuelles qui laissent des fractions de la population sans interlocuteur et sans réponse à leur demande. Une mission d'étude sera donc mise en œuvre dès l'automne en impliquant toutes les associations caritatives qui le souhaitent ainsi que les institutions publiques qui seront sollicitées. Sur la base de cette nouvelle connaissance, nous proposons de construire une nouvelle gouvernance du social. Il nous faut mettre un terme aux petits jeux des concurrences, des externalisations de responsabilité, pour prendre un terme qu'utilisent les chercheurs dans le social. Nous vous proposons d'appeler cette démarche États généraux de la solidarité et nous revenons vers vous à l'automne pour expliciter les modalités.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Merci, M. CALVO d'avoir rendu hommage à toutes les associations qui se sont exprimées durant le confinement, qui ont fait fraternité. Nous voyons bien que nous avons des enjeux de travail en commun – CCAS, Département qui est la collectivité pilote, acteurs de la solidarité – pour faire mieux sur ces enjeux de politique publique qui permet d'éviter que parfois nous sommes confrontés, quand on est dans une situation de détresse, à ce n'est pas moi, c'est l'autre, c'est le guichet. C'est difficile, nous le savons tous, mais l'apaisement c'est aussi cette volonté de coopérer autour des enjeux de solidarité. Nous avons eu une illustration tout à l'heure sur la cantine. La relation des fonds de secours et de comment on anticipe pour éviter que les gens soient en situation de fragilité en est un exemple. Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

28. QUARTIERS D'ETE 2020 – VACANCES APPRENANTES : APPROBATION DU PROGRAMME ET DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LES ACTIONS RENFORCEES**Monsieur le Maire**

M. LAOUKIRI sur «vacances apprenantes», mais il est Adjoint à l'emploi et à la création d'entreprise.

Mustapha LAOUKIRI

Merci Monsieur le Maire. Effectivement, il s'agit d'un sujet dont nous avons parlé. Il est un peu compliqué. Il s'agit d'une reconduction. Il s'agit de délibérer afin d'approuver le programme d'activités renforcées proposé par les services de la Ville et de la Métropole pour que les enfants jeunes et les familles des quartiers de la politique de la ville passent au mieux l'été 2020, que l'on voit très compliqué suite à la crise de la Covid. Ces actions à vocation culturelle, sportive et éducative s'inscrivant dans le dispositif «vacances apprenantes» mis en place par l'État, il convient de solliciter ce dernier pour l'obtention d'une subvention, ce qui a été mis en place par les services. S'il y a des questions complémentaires, j'ai d'autres informations à votre disposition.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup M. LAOUKIRI. Il y avait le dispositif lancé. Là, nous sollicitons des aides de l'État pour pouvoir être accompagnés.

Mustapha LAOUKIRI

Tout à fait.

Monsieur le Maire

Merci. Des questions ? Je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Mme BRUNET. Effectivement, Mme BRUNET est concernée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique BRUNET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

29. PRINCIPE D'ELABORATION D'UN CONTRAT LOCAL DE SANTE

Messieurs Abdi EL KANDOUSSI avec le pouvoir de Philippe SAUREL et Hervé MARTIN sortent de séance.

Monsieur Georges ARDISSON sort définitivement de séance et donne son pouvoir à Madame Emilie CABELLO.

Monsieur le Maire

M. SULTAN, Adjoint au Maire en charge de la santé, pour engager le contrat local de santé.

Charles SULTAN

Monsieur le Maire, mes chers collègues, si la santé ne relève pas directement d'une compétence obligatoire pour les collectivités locales, elle n'en reste pas moins une responsabilité collective et partagée. Cette affirmation vient d'être confirmée il y a quelques jours par les conclusions du Ségur de la santé qui fait apparaître parmi les 10 messages forts, deux d'entre eux consacrés à cette problématique à savoir donner aux territoires les principaux leviers de l'investissement en santé dans l'intérêt de leurs habitants et combattre les inégalités de santé. Nous voyons donc plus que jamais ce contrat local de santé prendre une valeur de premier plan.

Vous rappeler que Montpellier est une des capitales de la santé, c'est important pour les non Montpelliérains mais je doute qu'ils soient nombreux dans cet auditoire. En revanche, il est important de préciser que Montpellier est membre du Réseau Français des Villes Santé de l'OMS et qu'à ce titre, elle se doit d'honorer ce contrat local de santé avec un certain nombre de points forts.

C'est avant tout un outil d'animation territoriale et de cohésion sociale. Ce contrat porte sur tous les champs de compétences de l'ARS. Il permet également de définir un projet local de santé sur lequel je ne m'étendrai pas, mais simplement vous préciser quelques items qui vont dominer la politique de santé à Montpellier avec l'ARS, à savoir :

- la santé mentale ;
- la santé sexuelle ;
- la santé orale et là, je veux parler de prise en charge bucco-dentaire pour ceux qui auraient mal interprété ;
- la lutte contre les addictions ;

- la lutte contre les facteurs exogènes de cancer ;
- j'ai gardé comme 10^e item – *the last but not the least* – la lutte contre la pollution environnementale.

Ce sera pour la mandature, et conformément aux engagements de notre Maire, un projet fondamental dans la problématique environnementale et santé. Les services attendus du contrat local de santé concernent tous les âges de la population, mais eu égard à nos choix locaux et personnels, nous ciblerons sur la femme enceinte, sur le nouveau-né et, par intérêt personnel, sur la population âgée.

L'objectif – et j'en ai fini – est de mettre en cohérence les politiques publiques qui ont un impact sur la santé en cohésion avec l'ARS. Avec Monsieur le Maire et l'équipe, nous vous proposons d'acter le principe d'élaboration d'un conseil local de santé.

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup M. SULTAN. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Le contrat local de santé permet de nouer un partenariat avec l'ARS, de coordonner l'ensemble de nos efforts. Nous ne pouvons pas être une Ville à la pointe de la recherche médicale – vous êtes sur un sujet éminemment important : l'impact des pesticides sur la santé des jeunes enfants – et ne pas nous efforcer d'être exemplaires sur l'accès aux soins, sur les principes d'éducation à la santé, sur les conduites à risque. Donc, nous engageons cette démarche partenariale.

Je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Personne n'est membre de l'ARS. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

30. BUDGET D'INVESTISSEMENT MIS A DISPOSITION DES CONSEILS DE QUARTIERS ET DES CITOYENS

Monsieur Yvan NOSBE sort de séance.

Messieurs Abdi EL KANDOUSSI avec le pouvoir de Philippe SAUREL et Hervé MARTIN entrent en séance.

Monsieur le Maire

Mme HOUGUET. Pardon, je veux aller plus vite. Mme SAINT-MARTIN sur les crédits participatifs.

Séverine SAINT-MARTIN

Nous voulons donner, chers collègues, un nouveau souffle à la démocratie conformément à notre engagement de campagne en allouant 2 millions d'euros à des projets portés directement par les citoyens. Nos orientations financières, nous l'avons vu, marquent dès aujourd'hui une alternance écologique et solidaire. Ce budget marque également le point de départ d'un changement de méthode. C'est ensemble, avec des citoyens acteurs de leur propre ville, avec des citoyens acteurs de leur environnement, que nous voulons bâtir une ville active dans la transition écologique et sociale, une ville active dans la solidarité et le mieux vivre ensemble.

La démocratie participative constitue un progrès en matière de gouvernance urbaine. Il apparaît

aujourd'hui nécessaire de mobiliser notre capacité collective en donnant une vraie et nouvelle place aux citoyens. À Montpellier, aux côtés des associations du monde socioprofessionnel, des agents et des élus, il est nécessaire de mobiliser, d'associer les Montpelliéraines et les Montpelliérains à l'action publique locale, à la fabrique des politiques publiques. Chaque citoyen doit pouvoir faire valoir son expertise d'usage, émettre des avis, apporter un éclairage nécessaire à la prise de décision des élus. Chaque citoyen doit pouvoir proposer et participer à l'élaboration de projets.

Ce budget participatif s'inscrit donc dans une démarche plus globale d'innovation sociale et de renouveau démocratique. Il en est la première brique qui va contribuer à l'émergence de solutions nouvelles, innovantes et partagées. Je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. J'ouvre les prises de parole. Mme DOULAIN. Il paraît que je vous ai manqué de respect parce que vous étiez une femme.

Alenka DOULAIN

En fait, c'est juste que vous m'avez, à plusieurs reprises depuis le début de ce Conseil – sept fois –, appelée en disant Mme DOULAIN, représentante de l'équipe d'ALTRAD et j'ai remarqué que vous ne faisiez pas cela avec M. LÉVITA, représentant de M. SAUREL. C'était juste pour avoir une égalité de traitement au sein du Conseil.

Monsieur le Maire

Non, non, c'est la réalité. Je ne crois pas vous avoir manqué de respect parce que vous étiez une femme, vu que je viens de lire cela. Vous avez la parole, Mme DOULAIN.

Alenka DOULAIN

En tout cas, je vous serais reconnaissante, Monsieur le Maire du Parti socialiste, de m'appeler par mon nom, comme vous le faites avec M. LÉVITA et tout ira bien.

Monsieur le Maire

Mme DOULAIN, vous êtes élue – et vous n'êtes pas membre d'un groupe – sur la liste de M. ALTRAD.

Alenka DOULAIN

J'avais deux questions sur la dimension comment nous allons procéder au choix des projets. Comment les Montpelliérains vont pouvoir le faire ? Nous partageons dans nos deux programmes le fait que nous souhaitons que ce soient les conseils de quartier qui puissent gérer ces enveloppes de budget participatif. Quelles vont être, de ce fait, les modalités choisies vu que c'est dans quelques mois ? Deuxième question, c'était sur les montants. Il y a peut-être eu un petit couac écrit. Dans les délibérations que nous avons reçues, il est marqué qu'il est proposé la création d'un budget d'investissement spécifique dédié à des projets directement portés par les citoyens prélevés sur la somme de 2 millions d'euros d'investissement prévu au budget 2020 pour les conseils de quartier. Nous, nous comprenons plutôt 5 % de 2 millions alors que vous affichez 2 millions. C'était pour être sûre que nous sommes vraiment au clair sur les montants parce que, évidemment, 100 000 €, cela serait vraiment risible en termes de montant dans une Ville comme Montpellier. Merci pour ces éclaircissements.

Monsieur le Maire

Mme MANTION.

Coralie MANTION

Les modes pour définir les projets et les soumettre aux habitants. Il y a plusieurs méthodes : il y a les réunions, évidemment, physiques qui vont être dans les quartiers et aussi nous allons mettre en place une plate-forme que nous avons déjà mise en place lors de la campagne pour coconstruire le projet avec les habitants de Montpellier. Nous referons la même chose ici tout au long du mandat pour proposer des idées, faire un appel à idées auprès des habitants et après leur permettre de choisir le projet.

Cette délibération nous tient vraiment à cœur parce qu'elle permet aux citoyens de se réapproprier le territoire. L'élection permet de valider de grands axes, des grandes orientations, mais ensuite, il y a tout un travail à petite échelle, un travail de dentelle, et c'est à cette étape-là qu'il est important de remettre, de faire intervenir les habitants pour coconstruire la ville. Il est avantageux pour tous et toutes de consulter les habitants, de faire un travail de concertation avec eux et donc de laisser une partie du budget en libre dépense. Nous passons, en effet, dans l'ère de la coconstruction des idées et de la codécision des projets. C'est une vraie démocratie participative que nous proposons qui va permettre de remettre au centre des décisions le citoyen, l'humain et donc de remettre la vie dans les quartiers.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. Mme SAINT-MARTIN pour répondre et conclure.

Séverine SAINT-MARTIN

Je pense que nous allons nous rejoindre, Mme DOULAIN, sur la méthode. Nous savons que la démocratie participative est un processus long et qu'il nécessite aussi de s'entendre avec les participants de cette démocratie participative sur la méthode que nous allons employer. Vous avez eu là un premier panel de l'ensemble des moyens qui seront mobilisés aussi bien humains, physiques que numériques et nous reviendrons plus tard, si vous le souhaitez, avec une présentation d'une méthode coconstruite avec les habitants.

Monsieur le Maire

Là, il s'agit d'en acter le principe et évidemment, vous l'avez très bien dit, première étape.

Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

31. SIGNATURE DE LA CHARTE DU RESEAU FRANCOPHONE VILLE AMIE DES AINES ET ENGAGEMENT AUPRES DU RESEAU MONDIAL DES VILLES ET COMMUNAUTES AMIES DES AINES AUPRES DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Messieurs Serge GUISEPPIN avec le pouvoir de Mohed ALTRAD et Bruno PATERNOT sortent de séance.

Monsieur Yvan NOSBE entre en séance.

Monsieur le Maire

Mme MARIN-KHOURY qui est Adjointe au Maire déléguée aux seniors pour la délibération 31.

Nicole MARIN-KHOURY

Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, si Montpellier est un territoire dynamique qui reste jeune comme ailleurs, le nombre de seniors ne cesse d'augmenter. En effet, en France, le nombre de personnes âgées va croissant. Les plus de 60 ans sont 15 millions aujourd'hui. Ils seront 20 millions dans 10 ans et près de 24 millions dans 50 ans. Les plus de 75 ans seront 12 millions en 2060 contre près de 6 millions en 2012. Enfin, le nombre de plus de 85 ans va quasiment quadrupler en passant de près de 1,5 million à près de 5 millions en 2050. Nous nous devons d'être attentifs à tous les Montpelliérains, quel que soit leur âge, leur quartier ou leur besoin.

À la sortie d'une crise sans précédent où les seniors les plus isolés et les plus vulnérables ont été plus fortement touchés, je m'associe aux remerciements de Monsieur le Maire envers l'ensemble des personnels qui sont restés quotidiennement auprès d'eux et qui n'ont pas compté leurs heures allant jusqu'à sacrifier leur repos pour être présents et davantage les protéger.

Monsieur le Maire m'a fait l'honneur de me confier la délégation des seniors, délégation transversale. Je travaillerai au quotidien avec l'ensemble de mes collègues élus à la Ville et à la Métropole pour œuvrer à bâtir un environnement bienveillant et adapté aux seniors. Cette ambition, nous l'avons retrouvée dans la démarche Ville amie des aînés. Nos orientations s'inscrivent pleinement dans cette démarche créée par l'OMS avec un projet autour de huit thèmes allant de l'aménagement de l'habitat à la question des mobilités en passant par la question des liens et de la solidarité. Ces thèmes pourraient nous amener vers un dialogue intercommunal et une coopération avec les Villes déjà engagées dans cette démarche ou qui souhaiteraient y contribuer, gage de la collaboration appelée de nos vœux.

Dans cet esprit de coconstruction, une grande concertation des seniors eux-mêmes et de l'ensemble de la population va être organisée. Elle permettra de présenter au plus proche des quartiers cette démarche et de construire un audit participatif dont notre plan d'action découlera. Lutte contre l'isolement, ville du mieux vieillir, prévention des vulnérabilités, adaptation de la société au vieillissement, réussir le tournant de la silver économie, accompagnement des seniors, garantir à tous un vieillissement actif, bien accueillir, autant de défis pour Montpellier, autant d'opportunités pour notre Ville. Si je mesure l'ampleur de cette tâche, je suis rassurée par le fait que mes collègues élus rassemblés autour de Monsieur le Maire partageront l'ensemble de ces enjeux. L'utilisateur et le citoyen seront toujours placés au centre de la démarche et de nos actions pour faire de Montpellier une ville où il fait bon grandir, vivre et vieillir en bonne santé. Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire

Merci Mme MARIN-KHOURY. Est-ce qu'il y a des questions ? Des demandes d'intervention ? Merci aussi d'avoir posé le cadre. Je propose que nous passions au vote. Nous devons désigner deux personnes : Mme MARIN-KHOURY comme titulaire et M. BELHANDOUZ, représentant administratif suppléant. Je vous propose donc de faire ces désignations. C'est toujours mieux si c'est unanime. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

Monsieur le Maire propose les candidatures de Madame Nicole MARIN-KHOURY comme titulaire et de Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ comme suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

32. SOUTIEN A L'ASSOCIATION SOS MEDITERRANEE

Monsieur Serge GUISEPPIN avec le pouvoir de Mohed ALTRAD entre en séance.

Monsieur le Maire

Mme HOUGUET pour la première délibération d'une subvention à une association de la Ville de Montpellier. Il y en aura d'autres parce que le tissu associatif est important dans cette ville.

Mylvia HOUGUET

Merci Monsieur le Maire. Il s'agit, en fait, d'une délibération sur l'association SOS Méditerranée. Je vais commencer cette présentation par citer Sophie BEAU qui est directrice de l'ONG SOS Méditerranée et qui nous dit que nous allons vivre encore un été avec une Méditerranée qui se transforme en cimetière. En effet, ces dernières années, plus de 20 000 personnes sont mortes en Méditerranée ; ces personnes, ces hommes, ces femmes, ces enfants qui fuient un régime oppressant, une guerre ou des conséquences climatiques graves. Face à cette situation, des hommes et des femmes se mobilisent pour que soit reconnu le respect de la dignité humaine quelle que soit la nationalité, l'origine ou l'appartenance sociale, religieuse ou politique des personnes qui fuient. Au premier rang, nous avons le Maire de Palerme qui, lui, a pris des engagements forts puisque Palerme veut bien dire refuge, havre. Ce Maire est prêt à accueillir les bateaux qui ont des migrants à bord.

Je souhaitais rappeler que les deux bateaux qui font partie de SOS Méditerranée se nomment *Aquarius* et *Océan Viking* et que ces quatre dernières années, ces bateaux ont secouru plus de 30 000 personnes en Méditerranée. Actuellement, ces bateaux sont arrêtés, sont mis en quarantaine dans un premier temps puis n'ont pas encore eu d'accord pour pouvoir repartir en mer pour aller chercher les migrants. Aussi, de nombreux migrants ne sont pas secourus actuellement en Méditerranée.

Le Conseil municipal a souhaité rappeler l'importance de la solidarité, de la fraternité envers les migrants, soutenir par le versement d'une participation financière d'un montant de 15 000 € à l'antenne héraultaise de l'association SOS Méditerranée puisque les frais sont pris en charge par l'association et qu'il s'agit de frais quotidiens d'entretien, de sauvetage. Des fonds collectés sont alloués soit par des dons privés soit par des subventions publiques. Donc, j'autorise le prélèvement de cette somme sur le budget 2020 au chapitre du soutien aux associations.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup, Mme MYLVIA... Pardon, Mme HOUGUET. Nous ferons une pause à 13 heures ou à 13 h 15. Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Il y a eu un jumelage qui a été engagé en début du précédent mandat avec le Maire de Palerme qui est le Président de Cinemed, qui a des propos très forts et très courageux dans sa ville. Ici, par cette subvention, nous tenions – vous l'avez très bien dit – à ce que ce soit peut-être notre première subvention. Nous rejoignons d'autres collectivités territoriales : la Région Occitanie, la collectivité des Départements des Pays de Loire et d'autres Villes pour soutenir cette ONG qui œuvre dans ce qui est notre espace commun, la Méditerranée, à sauver la vie d'hommes et de femmes qui sont en très grande détresse. C'est donc à la fois un soutien financier ; c'est un jour en mer avec notre subvention. C'est un soutien et un message de la grande tradition d'humanisme de notre ville, de fraternité que nous portons et nous allons travailler sur ces sujets. Le Président de la République, en Conseil des ministres, hier, a nommé – c'est un fait nouveau, intéressant – un ambassadeur pour la Méditerranée. Je lui souhaite plein de succès dans sa mission. En tout cas, Montpellier est une ville méditerranéenne et j'espère qu'il aura à cœur de prendre ce dossier pour faire en sorte que le chiffre effroyable de 20 000 décès l'année dernière dans l'espace qui est celui d'Homère, qui était chanté par les aèdes, ne soit pas un cimetière marin cette fois-ci.

funeste.

La Ville de Montpellier, je l'espère, va cette fois-ci trouver un vote unanime. Je le dis collectivement, nous pouvons être malheureux et nous devons être inquiets de l'abstention, mais nous pouvons nous réjouir du fait que les forces qui considèrent que l'on ne doit jamais tendre la main aux autres et qui veulent dresser des murs ne soient plus dans cette assemblée. Chers collègues, je propose que nous procédions au vote. Mme DOMBRE-COSTE n'a pas le droit de prendre part au vote et pourtant elle pousse, car elle est bénévole depuis 2017, juste après son mandat de parlementaire, dans cette ONG. C'est un engagement constant. Elle ne peut donc pas prendre part au vote. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions ? Il y a là, chers collègues, une très belle unanimité qui honore la Ville de Montpellier. Merci.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

33. AMENAGEMENT DU CAFE DES FAMILLES A LA MAISON POUR TOUS LEO LAGRANGE

Monsieur le Maire

Je vais accélérer sauf si évidemment... Aménagement du café des familles à la Maison pour tous Léo-Lagrange. Il s'agit là de travaux pour pouvoir améliorer les conditions d'accueil et de la vie associative à la Maison pour tous Léo-Lagrange. C'était programmé et c'est maintenu. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de question. Est-ce qu'il y a des réserves ? Unanimité ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

34. CANDIDATURE DE LA VILLE DE MONTPELLIER AU LABEL « ÉGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » ET AU LABEL « DIVERSITE » DELIVRES PAR L'AFNOR

Monsieur le Maire

Fatma, vas-y sur le label « *Diversité* ». Je passerai plus vite après.

Fatma NAKIB

C'est la délibération 34. Portée par la volonté de prévenir et de réduire les discriminations sur son territoire, la Ville de Montpellier souhaite notamment initier une véritable politique en faveur de la diversité et de l'égalité professionnelle femme/homme. Pour être pertinente dans cette démarche, la collectivité doit être elle-même exemplaire. C'est pourquoi elle a décidé d'engager un travail interne qui mobilisera toutes ses directions en vue de l'obtention des labels « *Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes* » et du label « *Diversité* ». Ces deux labels sont propriété de l'État. Ils permettent à la collectivité candidate d'évaluer ses processus de ressources humaines et de les modifier le cas échéant. Délivrés par AFNOR certification, ils reconnaissent et font connaître les pratiques de recrutement et d'évolution professionnelle valorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la prévention des discriminations et la promotion de la diversité dans la sphère du travail.

Concrètement, ces labels auront pour effet au sein de la collectivité de combattre les inégalités entre les femmes et les hommes, de promouvoir la diversité et l'égalité, de valoriser les bonnes pratiques en matière de ressources humaines, de faire connaître l'engagement de la majorité à cet égard en matière d'égalité et de motiver les collaborateurs qui porteront l'image d'une collectivité socialement innovante. Pour cette action de mise en cohérence des pratiques de la collectivité et des engagements programmatiques de l'équipe municipale, l'équipe municipale bénéficiera de la légitimité nécessaire pour inciter les usagers et les acteurs économiques et sociaux du territoire à s'engager à leur tour en faveur de l'égalité réelle et de la diversité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup Mme NAKIB. J'ai dit Fatma parce que nous nous connaissons depuis longtemps. Merci beaucoup Mme NAKIB. J'ai été repris par un SMS à juste titre. Merci de préciser nos intentions et le travail. Cette labellisation, qui en rejoint d'autres puisque la Ville a obtenu des labels, est une labellisation importante qui nous dit que nous avons beaucoup d'efforts à faire encore entre le principe d'égalité et la réalité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

35. REGULARISATION DE L'ORGANISATION DU CONCOURS DE POCKET FILM «REVOLUTIONNE TON 8 MARS!» PAR LA VILLE DE MONTPELLIER A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES 2020.

Monsieur le Maire

Délibération n° 35. C'est la régularisation de l'organisation du concours pour « Révolutionne ton 8 mars ! ». Évidemment, cela s'est tenu dans un contexte particulier. Questions ? Remarques ? Pas d'opposition ? Pas de refus de prendre part au vote ? Pas d'abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

36. ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE SOCIAL, DROIT DES FEMMES ET SANTE – EXERCICE 2020 – VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

Subventions à un certain nombre d'associations – vous avez la liste – à hauteur de 55 900 €. M. CALVO, qui est bénévole à La Cimade, et Mme DUFOIX au Secours catholique ne prendront pas part au vote. Il s'agit de reconduction de dispositifs de soutien existants. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Pas de refus de prendre part au vote ? Pas d'opposition ? Pas d'abstention ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, Mme Caroline DUFOIX

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

37. EMBELLISSEMENT DU CENTRE-VILLE – REAMENAGEMENT URBAIN DE L'AXE ARCEAUX-PLACE DES MARTYRS DE LA RESISTANCE

Monsieur Bruno PATERNOT entre en séance.

Monsieur le Maire

M. NISON.

Laurent NISON

Merci Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, chers collègues, Mesdames, Messieurs, voici plus de 1 000 ans que le centre de Montpellier rayonne à travers le monde. Le soin que nous devons lui apporter doit être à la hauteur de cet héritage millénaire et encore plus à la hauteur de la responsabilité qui est la nôtre vis-à-vis des générations futures. C'est dans le cadre de notre politique d'embellissement de la Ville que je vous propose de lancer dès aujourd'hui un programme d'études pour la rénovation de l'axe monumental Arceaux-Peyrou-avenue Foch-place des Martyrs-de-la-Résistance. Les objectifs sont multiples, mais doivent former un tout cohérent : embellissement, accessibilité, végétalisation, mise en valeur dans le respect, bien sûr, du patrimoine historique, extension de la centralité vers le quartier des Arceaux, amélioration des mobilités avec un soin particulier apporté aux mobilités actives (piétons, vélos ainsi qu'aux transports en commun). Une méthode : la coconstruction avec les experts (architectes, urbanistes, créatifs), les associations qui œuvrent sur ces quartiers et surtout et bien sûr les Montpelliéraines et Montpelliérains qui y vivent au quotidien. Je vous remercie pour votre soutien au lancement de ce projet.

Monsieur le Maire

Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Merci beaucoup M. NISON de cette présentation. Rééquilibrer la Ville, l'Ecusson et donc là, nous nous attaquons à un point important. La référence aux 1 000 ans est très bien : la percée haussmannienne qu'est la rue Foch et la place des Martyrs-de-la-Résistance qui va être mise en étude pour engager dans des délais les plus rapides – et j'insiste sur le mot rapide – la requalification de ces espaces où aujourd'hui il existe sept revêtements différents de voirie rue Foch alors qu'elle a un potentiel d'attractivité. Elle a une dimension patrimoniale qui s'inscrit dans le prolongement des travaux de rénovation du Peyrou qui sont en cours cet été et qui rendent toute sa monumentalité. Et, la place des Martyrs-de-la-Résistance doit trouver un nouveau fonctionnement urbain. Nous nous accordons tous à dire que cette place n'est pas à la hauteur à la fois de son ensemble halles Castellane, cette Préfecture, legs de la III^e République très monumental et sur lequel nous devons reprendre.

L'idée telle que l'a présentée M. NISON est de travailler sur :

- la transformation du parking des Arceaux en espace public ; idée qui, je crois, fait consensus puisque dans la campagne beaucoup l'avaient proposée ;
- la monumentalité du Peyrou, place d'armes surélevée, monument exceptionnel puisqu'il n'en existe pas d'autres ;
- la percée haussmannienne de la rue Foch qui a été remise en lumière sur le palais de justice et là, sur l'espace public avec les modes de fonctionnements qui permettra une requalification

- commerciale ;
- la place des Martyrs-de-la-Résistance.

Nous descendons ensuite place Jean-Jaurès, rue de la Loge ; un autre projet. Des études ont été livrées déjà sur la végétalisation de la Comédie. Nous devons nous mobiliser collectivement pour la rembellir et qu'elle marque l'époque. Dans le cadre des 50 000 arbres, cela aura une valeur symbolique très forte au sens d'estime ; la Comédie, qui était piétonnisée pour que les voitures disparaissent, il faut la végétaliser. Et, dans une perspective de plus long terme, de temps d'urbanisme, la mise en chantier rapide de la ZAC Pagézy qui avait été en suspens et qui marque la priorité, le rééquilibrage de la ville, l'hypercentre de la Métropole. Donc, premières études et avec nos crédits d'investissement, une capacité à agir.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

38. ZAC PORT MARIANNE – REPUBLIQUE – AGREMENT DE CANDIDATURE – LOT E2 (ICADE – REI HABITAT - KALELITHOS - YVIVRE)

Madame Caroline DUFOIX sort de séance.

Monsieur le Maire

Maryse FAYE sur une attribution de lots pour un territoire de projet. Nous allons tous un peu accélérer. Vas-y, Maryse.

Maryse FAYE

Monsieur le Maire, ce sont deux délibérations que nous pouvons peut-être passer rapidement. Ce sont des attributions de lots c'est-à-dire des parties de la ZAC République qui sont attribuées à deux promoteurs : l'un des promoteurs est ICADE qui fera des logements à la fois en accession et à la fois en accession sociale et l'autre lot est attribué à un bailleur social, ACM, qui fera également du logement social. Ces procédures nous permettent de pouvoir avoir un aménagement et un urbanisme cohérent contrairement à l'urbanisme et à la parcelle dont nous parlons souvent, Monsieur le Maire, et sur lequel vous employez le terme de *Far West*. Effectivement, nous essaierons de travailler avec les promoteurs pour travailler au plus près des besoins de la Ville.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? M. EL KANDOSSI ne prend pas part au vote sur l'affaire 39. Une intervention ? Non.

Abdi EL KANDOSSI

Oui. Bonjour Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs. Simplement pour vous indiquer que Philippe SAUREL ne prend pas part au vote à l'affaire n° 38 et que je ne prends pas part au vote à l'affaire 39. Idem pour M. SAUREL.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. C'est noté. Ainsi que M. ASSAF qui est administrateur de la SA3M au titre de la Région. Hormis ces trois non-prises de part au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Affaires 38 et 39 adoptées à l'unanimité. Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

39. ZAC PORT MARIANNE – REPUBLIQUE – AGREMENT DE CANDIDATURE – LOT E1 (ACM)

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

40. AFFAIRE RETIREE - FONCIER - QUARTIER CENTRE - LOCAUX SITUES 49, 49BIS ET 51 COURS GAMBETTA - DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Monsieur le Maire

L'affaire 40 est retirée.

41. SECTEUR MAS DES BROUSSES – CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE EN TREFONDS DE LA PARCELLE SECTION SM N° 39, D'UNE CONDUITE DE TRANSPORT DE GAZ AU BENEFICE DE LA SOCIETE GRTGAZ

Madame Caroline DUFOIX entre de séance.

Monsieur le Maire

Affaire 41. Il s'agit d'une servitude de passage sur une parcelle pour les réseaux. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

42. PLAN DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE – LANCEMENT DES ETUDES PREALABLES A L'INSTAURATION D'UN DROIT DE PREEMPTION ET D'UN PERIMETRE ELARGI

Monsieur le Maire

Affaire 42. Très important.

Maryse FAYE

Cette affaire est très importante, Monsieur le Maire, parce qu'il s'agit d'un engagement de campagne. Cet engagement de campagne était de soutenir, favoriser et redynamiser le commerce de proximité. C'était, en deux, lutter contre la création de commerces de périphérie. En trois, c'était permettre la diversité commerciale pour pallier la vacance et surtout la concentration dans la spécialisation de certains commerces, dans certains quartiers. Notre point 4 était l'engagement de promouvoir l'apaisement et la sécurité dans les quartiers, quels que soient les commerces qui sont mis en place, avec une régularité forte sur leur attribution.

Cette procédure que nous vous proposons est une procédure juridique qui permet de mettre en œuvre un droit de préemption urbain. Qu'est-ce qu'un droit de préemption urbain ? C'est la possibilité pour la Ville de s'interposer entre la vente d'un fonds de commerce à un particulier ou à un autre commerçant et ce droit de préemption ne peut être instauré qu'à partir du moment où nous avons un outil juridique qui s'étale sur les territoires sur lesquels nous voulons intervenir. Aujourd'hui, cette procédure n'est possible que sur le centre-ville avec des restrictions territoriales. Nous souhaitons, Monsieur le Maire, le mettre en place sur l'ensemble du territoire communal pour pouvoir intervenir sur des secteurs dans les quartiers où il y a des commerces qui ne sont peut-être pas très apaisants pour la tranquillité des habitants ; puisque M. COTE a souvent l'usage de sa procédure et de sa délégation pour intervenir. Donc, nous vous proposons de lancer cette étude. Bien sûr, cette étude nous permettra de déterminer quels sont les quartiers, les secteurs précis, car nous n'allons pas avoir un droit de préemption dans des quartiers qui sont plutôt calmes. En revanche, nous ferons cette étude en partenariat puisqu'il s'agit aussi d'un engagement de campagne que nous avons pris de travailler avec la Chambre de commerce, la Chambre de métiers et les associations professionnelles pour définir exactement où la Ville pourra intervenir au niveau de ces ventes de fonds de commerce.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup, Mme FAYE pour cette présentation qui montre qu'il faut un processus juridique pour aller vers un droit de préemption commercial étendu au-delà de la centralité. Il avait un peu été étendu sur les faubourgs. Là, l'objectif est d'aller plus loin.

Est-ce que vous avez des questions ? Je voudrais tout de même appuyer sur ce que vous avez dit. Il était de tradition de dire souvent que le commerce est libre en France. Donc, à chaque fois, on invoquait cela. Le législateur a renforcé la possibilité pour les communes de pouvoir agir et de pouvoir reprendre la main et la préemption commerciale est un des leviers. Il est très clair, pour les nommer, que les structures de commerce que nous avons rue de Las Sorbes, qui ne se posent plus d'heures de fin et de début, sont des endroits problématiques où là, sans doute, il faudra une action volontariste. Sur le centre commercial Saint-Paul, qui est une copropriété privée, donc extrêmement complexe à appréhender, mais pour laquelle les autorités de la police nationale s'efforcent d'être présentes, il faut aussi que nous ayons des leviers d'intervention. Il y a des endroits où le commerce est profondément déqualifié et il y a aussi des gens qui ont envie de créer des commerces, qui ont envie de participer à des centralités de quartier. Donc, c'est un outil qui est très précieux. Là, nous lançons une phase d'étude pour mettre en œuvre ce droit de préemption renforcé.

Je voudrais indiquer également – nous avons communiqué dessus – que j'ai pris un arrêté d'interdiction de vente du protoxyde d'azote comme l'ont fait de très nombreux Maires. La grande majorité des commerçants se sont réjouis ou ont pris les devants d'arrêter de vendre ce type de produit. Hier, après entretien avec le président de la CCI, il le communique lui aussi ; il s'en fait le relais. Dans quelque temps – nous n'allons pas dire quand –, il y aura des actions de contrôle auprès d'un certain nombre de commerçants qui pensent qu'en toute impunité on peut laisser de manière irresponsable vendre un produit qui s'avère dangereux pour la santé des jeunes et qui clairement dégrade l'espace

public lorsque l'on voit ces innombrables capsules.

Est-ce qu'il y a des questions sur le rapport de Mme FAYE ? Qui est contre ? M. SAUREL ne prend pas part au vote au titre de la SA3M. C'est pour ça. Sa fonction d'administrateur. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? M. SAUREL et M. ASSAF. Qui s'abstient ? Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

43. PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE – PREEMPTION DU DROIT AU BAIL 26 RUE DU FAUBOURG DU COURREAU – RETROCESSION A LA SOCIETE MASLOW

Monsieur le Maire

Là, justement, il existe un droit de préemption dans le secteur du Courreau et nous mettons donc en œuvre cette préemption. C'est l'affaire 43. Est-ce qu'il y a des questions ? Des observations ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

44. MONTPELLIER GRAND CŒUR – REQUALIFICATION DES DEVANTURES DES LOCAUX D'ACTIVITES DU CENTRE-VILLE DE MONTPELLIER – PROLONGATION D'UN AN DE L'AIDE COMMUNALE AU TAUX DE 50 %

Monsieur le Maire

Grand Cœur – Requalification des devantures des locaux d'activités. De prolonger le dispositif qui existait précédemment d'aide de la commune à hauteur de 50 % jusqu'à 2021. Mme MANTION ne prend pas part au vote puisqu'elle exerce le métier d'architecte. À titre conservatoire, elle ne prend pas part au vote. Est-ce qu'il y a des questions ? Des abstentions ? Des oppositions ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

45. MONTPELLIER GRAND CŒUR – AIDE A LA REQUALIFICATION DES DEVANTURES DES LOCAUX D'ACTIVITES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Monsieur le Maire

Conséquence : attributions de subventions pour requalification de 22 devantures. Mme MANTION ne prend pas part au vote. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de question. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Coralie MANTION, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

46. MISE A DISPOSITION EXCEPTIONNELLE DE PARCELLES A TITRE GRATUIT POUR LES LOCATAIRES DES JARDINS FAMILIAUX LES GRANDS GRES

Monsieur le Maire

M. JOUAULT. Je la rapporte ? C'est suite à la Covid, il y a une remise de loyer sur les jardins familiaux. Je le dis pour vous : vous allez avoir beaucoup de travail pour pouvoir développer cette pratique dans la Ville. C'est une grande pratique de sociabilité. On sait pouvoir compter sur votre engagement.

Stéphane JOUAULT

Juste pour dire que nous avons une grande ambition dans ce domaine et que nous allons nous efforcer de multiplier les jardins familiaux dans les années à venir.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup M. JOUAULT. Est-ce qu'il y a des questions sur le présent rapport ? Refus de prendre part au vote ? Abstention ? Contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

47. CREATION D'UN FONDS DE SOUTIEN POUR LES ASSOCIATIONS DE COMMERÇANTS DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

M. CHARTIER, élu au commerce, pour la présentation du dispositif de fonds de soutien pour les associations de commerçants à Montpellier.

Roger-Yannick CHARTIER

Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous avons souhaité mettre ce fonds en place dans l'idée de libérer l'agilité et la créativité afin de dynamiser le cœur marchand de Montpellier avec le mot d'ordre qui est la sauvegarde de l'emploi. C'est pour ça que nous le fléchons et nous en assurons le fléchage au niveau du soutien de la filière culturelle et spectacle vivant. C'est donc un élément fort. C'est un signe que nous libérons les forces et les énergies locales pour pouvoir maintenir l'activité et l'emploi. Voilà ce que je souhaitais ajouter aujourd'hui.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

48. PARTENARIAT AVEC LE GROUPE RENAULT POUR L'EXPERIMENTATION D'UN NOUVEAU CONCEPT DE VEHICULE ELECTRIQUE MODULAIRE POUR LA LOGISTIQUE URBAINE - CONTRAT DE PRET D'UN VEHICULE D'ESSAI A TITRE GRATUIT - AVENANT DE PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire

L'affaire 48 : partenariat avec le groupe Renault sur un véhicule électrique. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

49. CŒUR DE VILLE EN LUMIERES 2020 - PARTENARIAT AVEC LES ECOLES PROFESSIONNELLES ESMA, ARTFX, ENSAM, ACFA-MULTIMEDIA, E-ARTSUP, OBJECTIF 3D, STUDIO M ET BRASSART

Monsieur le Maire

49 : Cœur de Ville en Lumières 2020 – Partenariat avec un certain nombre d'acteurs locaux. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Il y a juste une précaution que nous avons indiquée au président de la CCI : c'est l'incertitude liée à la Covid-19 sur la tenue ou pas de cette manifestation. Nous avançons, mais sous réserve de la situation sanitaire.

Mme JANNIN, qui est enseignante à l'école d'architecture, ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Soune SERRE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

50. CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – MANEGE DES CHEVAUX DE BOIS PLACE DE LA COMEDIE - AVENANT

Monsieur le Maire

Le Manège de la Comédie. Il s'agit là d'une prolongation, suite au décès du titulaire, à sa compagne. La convention précise que nous pouvons bouger le manège si nous le jugeons utile. Il s'agit là d'accompagner. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Pas de question. Pas de remarque. Qui ne prend pas part au vote ? Contre ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

51. MARCHE DE PLEIN AIR DE LA COMEDIE - RACHATS DE FONDS DE COMMERCE

Monsieur le Maire

Affaire 51 : rachat d'un des emplacements sur le marché de la Comédie par M. CHARTIER. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de prendre part au vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Monsieur le Maire

Il est 13 heures. Je vous propose d'interrompre la séance le temps de grignoter. Quarante-cinq minutes et nous reprenons. Nous commencerons sur les affaires « culture ». Il y a un morceau un peu important sur les désignations et après il y a les affaires que nous pourrions passer. Je propose que nous reprenions la séance... Je fais voter l'interruption de séance. Qui est contre l'interruption de séance ? Qui est pour ? Voilà, c'est acquis. Je propose 13 h 45. Voilà. Merci.

Le Maire propose une interruption de séance à 13 heures pour une durée de 45 minutes. La séance est suspendue.

Madame Nadia AKIL sort définitivement de séance et donne pouvoir à Madame Françoise BOUTET-WAISS.

Madame Maryse FAYE sort définitivement de séance et donne pouvoir à Monsieur Michel CALVO.

Monsieur le Maire : Mes chers collègues, nous allons reprendre nos travaux. Par sécurité juridique pour l'assemblée, nous allons refaire l'appel, sachant que Mme FAYE est d'astreinte et donc qu'elle est mobilisée. Elle nous a donc quittés. Elle a laissé pouvoir. Clara, tu refais rapidement l'appel.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Le quorum est atteint. Nous pouvons reprendre nos travaux. Il nous reste la moitié de l'ordre du jour, mais les affaires les plus importantes, le budget, celles qui appellent souvent le plus de débats étant passées, nous devrions pouvoir aller plus rapidement. Je donne la parole à Agnès ROBIN sur la programmation artistique de cet été.

52. PROGRAMMATION ESTIVALE POUR SOUTENIR LES ACTEURS CULTURELS ET OFFRIR A TOUS LES PUBLICS DES SPECTACLES DE QUALITE – APPROBATION

Agnès ROBIN

Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, Mesdames et Messieurs, j'ai l'honneur ici, cet après-midi, de soumettre à l'approbation le principe d'une programmation estivale visant à soutenir les acteurs du monde culturel et artistique. En effet, dans la période qui est la nôtre, c'est-à-dire post-Covid, mais en réalité Covid, nous rencontrons des difficultés avec les acteurs de la culture qui ont vu leurs nombreuses représentations et festivals annulés. C'est la raison pour laquelle, puisque ce milieu et ce secteur ont été frappés de plein fouet par la crise sanitaire, nous proposons de permettre l'organisation de manifestations jusqu'à la fin de l'été, c'est-à-dire jusqu'au 21 septembre, dans Montpellier et ainsi d'accompagner les efforts des acteurs culturels pour préparer et traverser l'après crise. Ce dispositif,

très rapidement, vient en complément du dispositif national qui avait été installé et proposé par le Gouvernement qui s'institue « *quartiers d'été* ». Il a essentiellement été mené à Montpellier comme dans d'autres villes au mois de juillet. Le dispositif proposé aujourd'hui vient en complément et prend un petit peu la suite du programme intitulé « *quartiers d'été* ». Je tiens en particulier, à cette occasion, à remercier les services de la culture qui ont commencé à s'organiser, à se mobiliser pour mettre en œuvre cette programmation que je sou mets, aujourd'hui, au vote. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup Mme ROBIN. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Pas de question. Pas de remarque. Je mets aux voix. Des refus de prendre part au vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

53. MISE A DISPOSITION DE LOCAUX A L'ASSOCIATION LA VISTA THEATRE MEDITERRANEE - APPROBATION DU LOYER MINORE - AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION

Monsieur le Maire

Affaire 53. Mise à disposition à l'équipe de la Vista de la chapelle de la Résurrection avec un loyer minoré pour les soutenir. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Pas de refus de prendre part au vote ? Pas d'opposition ? Pas d'abstention ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

54. MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ESPACE SAINT RAVY - APPROBATION

Monsieur le Maire

Règlement intérieur de Saint-Ravy. Expo de Camille ADRA vendredi à 18 h 30, artiste montpelliérain. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques sur la modification du règlement intérieur ? Pas de question. Pas de remarque. Refus de prendre part au vote ? Abstention ? Contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

55. FESTIVAL ACCORDEON PLURIEL – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION MONTPELLIER ACCORDEON

Monsieur le Maire

Soutien au festival Accordéon Pluriel qui se tient à Celleneuve chaque année fin septembre en partenariat avec le cinéma public Nestor-Burma qui accueillera des cinés-concerts. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Pas de question. Pas de remarque. Refus de prendre part au vote ?

Abstention ? Contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

56. ZAT 2020 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'EPCC MOCO POUR LA CREATION DU VISUEL DE LA MANIFESTATION

Monsieur le Maire

La ZAT 2020 ne s'est pas tenue. Nous reparlerons des ZAT bientôt. Cela ne s'est pas tenu, mais il y a des gens qui avaient répondu à des concours et il s'agit donc de ne pas les léser, *a fortiori* dans cette période compliquée. Il s'agit donc d'une régularisation. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Pas de question. Pas de remarque. Refus de prendre part au vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

57. CANDIDATURE DE MONTPELLIER AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

Monsieur le Maire

Je vais présenter cette délibération 57 qui peut être portée à plusieurs voix par M. BELLANGER, qui s'excuse, qui est en congé, qui est notre élu au patrimoine, et Mme ROBIN, élue à la culture, au patrimoine et centre historique. Il a été fait référence à plusieurs reprises aux 800 ans de la faculté de médecine le 17 août. Elle va fêter huit siècles d'existence d'un mémoire. Nous avons la conviction – et un travail avait été engagé là-dessus – qu'une labellisation UNESCO dans des formes que nous allons progressivement établir peut nous faire valoir la labellisation pour les 800 ans d'enseignement continu de la médecine. Les murs, les pierres, le patrimoine nous parlent de cette histoire. Je me permets même de rendre hommage à Thierry LAVABRE-BERTRAND, à Fabrice BERTRAND, qui est un passeur passionné de patrimoine, à toutes ces formidables énergies qui sont autour des 800 ans de la faculté de médecine, qui valorisent le patrimoine, la ressource scientifique de nos universités ; le président AUGÉ. Je prends évidemment le risque d'en oublier beaucoup en n'en citant que quelques-uns. Nous souhaitons engager cette démarche qui est une démarche de mobilisation autour de ces éléments patrimoniaux. Nous avons fait référence tout à l'heure avec le rapport de Laurent NISON au traitement que nous voulons donner sur le Nord Écusson et nous avons la conviction que se mobiliser sur ce type de démarche peut fédérer les acteurs, peut nous placer à un niveau d'exigence qui va nous faire progresser pour la qualité des espaces publics, l'ambiance urbaine et mettre en valeur ce legs exceptionnel que possède Montpellier.

Parfois, les gens disent l'UNESCO, c'est dur et Nîmes ne l'a pas eu. Ils repostulent. Mais, en état candidat, ils ont, convenons-en, – et ça nous coûte de le dire, affectueusement – participé à une qualité de leur espace public, de leur signalétique, ils se sont conférés à un niveau d'exigence. Et, toutes les Villes, toutes les Métropoles qui s'engagent dans ce type de stratégie progressent. Donc, c'est une vision d'une décennie probablement pour être au rendez-vous le jour où nous déposerons le dossier, mais c'est une vision de mobilisation de l'ensemble des acteurs parce que si nous commémorons les 800 ans de la faculté de médecine, cette commémoration ne doit pas juste être des mots – ils sont très importants, ils sont très louables – mais doit amplifier le mouvement de protection du patrimoine. Il

y a eu un travail qui a été fait sur le Jardin des Plantes. Il y a la question de la Barralerie, de l'hôtel Saint-Côme. Il y a tout un ensemble de choses. Il y a le devenir de l'intendance qui n'a pas été cédée par l'État et qui sera un sujet de questionnement pour nous.

Je pense, nous pensons, que c'est aussi du point de vue de notre collectif, la Ville de Montpellier, un très bon management de projet qui peut décroïsonner. Nous avons la mission Grand Cœur qui peut aussi lui donner un nouveau souffle. Donc, nous souhaitons nous inscrire dans cette démarche sur laquelle nous aurons l'occasion de reparler.

Et puis, nous avons évoqué la crise économique. Dans cette nouvelle Région qu'est l'Occitanie, s'il y a une place que nous devons absolument affirmer, c'est le leadership de Montpellier autour de la santé, l'environnement, l'alimentation, le bien-être où les forces de la recherche sont à la pointe où le patrimoine nous raconte cette mobilisation de longue date. Imaginons quand il faut choisir un site pour faire un grand congrès mondial de médecins ou autour de ces thématiques-là, il peut y avoir un atout maître à découvrir ce patrimoine parce que ça, les Chinois, les Américains, les Brésiliens qui ont, aujourd'hui, beaucoup de forces dans ces domaines-là aussi – et c'est tant mieux – n'ont pas ces atouts. Il s'agit de les mettre en avant. Et, une stratégie patrimoniale autour de l'UNESCO, c'est une stratégie de qualité de vie pour les habitants de l'Écusson, de fierté pour les habitants de la Métropole, de rayonnement de notre territoire et aussi de respect de ce que nous recevons en héritage et que nous avons la responsabilité de transmettre aux générations futures. Voilà le sens de cette délibération qui donnera lieu à un comité de suivi et à tout un tas de choses qui seront présentées ultérieurement. S'il y a des questions, des observations... Nous allons mettre aux voix et nous pouvons espérer une unanimité. Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

58. CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'UNIVERSITE PAUL VALÉRY MONTPELLIER III POUR LE SIGNALEMENT DES PUBLICATIONS EN SERIE DANS LE SUDOC (SYSTEME UNIVERSITAIRE DE DOCUMENTATION)

Monsieur le Maire

Convention avec Paul-Valéry pour les archives municipales et le système Sudoc bien connu des chercheurs et des étudiants. Il renseigne sur les ressources documentaires. Il s'agit de travailler en commun. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Pas de question. Pas de remarque. Il y a Mme ROBIN et Mme GIMENEZ qui sont chercheuses dans les universités qui ne prennent pas part au vote. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Clara GIMENEZ, Mme Agnès ROBIN, Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

59. DISPOSITIF DE SOUTIEN POUR UNE PREMIERE ADHESION A UNE ASSOCIATION SPORTIVE OU CULTURELLE POUR LA SAISON 2020-2021

Monsieur le Maire

M. MARTIN sur le dispositif sport et culture.

Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Maire. C'est effectivement une délibération transversale le sport, culture et jeunesse avec mes collègues Agnès ROBIN et Véronique BRUNET. Il s'agit d'une aide à la première adhésion à un club sportif ou à une association culturelle de 50 € pour les enfants de six à 16 ans sous condition de ressources. Vous trouvez les détails dans la délibération. Il s'agit de faire en sorte que le frein financier soit le plus faible possible pour une inscription, soit dans un club sportif ou une association culturelle et également d'apporter une aide indirecte aux associations qui sont très inquiètes au vu de la situation sanitaire du niveau d'inscription attendu à la rentrée en particulier dans les pratiques collectives. Voilà Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? M. GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN

Je voudrais attirer l'attention sur le fait que le Département aide les familles en difficulté et il faudrait faire attention de ne pas mixer les deux, par cohérence, tout simplement.

Monsieur le Maire

M. GUISEPPIN, vous avez tout à fait raison et ce dispositif-là est apparu dans nos propositions parce que le Département notamment – et merci de le relever – à l'agence de solidarité de la Paillade joue un rôle très précieux pour favoriser la pratique sportive. Il finance à hauteur d'un tiers sur ce quartier politique de la ville. C'est un dispositif qui existe et qui doit venir en complément sportif et culture. Il est en œuvre dans la Ville de Nantes par Johanna ROLLAND son Maire. Il est vraiment un levier très puissant. Vous êtes vous-même un des dirigeants importants du monde sportif, du sport amateur dans une commune de la Métropole. Nous le savons, il y a des familles où il y a des pratiques culturelles et sportives très installées. Là, l'enjeu est de mobiliser, d'aller chercher et de proposer aux familles de les accompagner pour une première inscription. Après, nous savons compter sur toute l'énergie des bénévoles pour convaincre. C'est aussi une mesure d'aide parce que dans le contexte actuel, l'adhésion à un club, avec y compris le temps d'incertitude de comment on va pouvoir faire du judo quand on est petit et tant d'autres activités, cela peut être un levier. De plus, un versement direct à l'association, cela soulage les trésoreries des bénévoles qui méritent tant d'être soutenues et pas d'être agacées par le fait de courir derrière les sous des uns et des autres même si nous savons que les clubs font énormément d'efforts en matière de solidarité. Donc, travailler ensemble. Vous avez raison, le Département finance aussi l'UNSS en sixième à 15 €. Pardon, il finance de 15 à 5 € et après, c'est 15 € en cinquième, quatrième, troisième.

Serge GUISEPPIN

Pas de problème sur le fond. Soyons juste attentifs parce que les assistantes sociales accompagnent justement les familles pour leur permettre de prendre en charge une grande partie des licences et je ne souhaiterais pas qu'il y ait ce que j'appelle superposition d'aide injustement. Tout simplement.

Monsieur le Maire

Unissons nos forces évidemment. Je mets au vote le rapport de M. MARTIN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

60. CARTE ÉTÉ JEUNES 2020 – ATTRIBUTIONS A TITRE GRATUIT

Madame Stéphanie JANNIN sort de séance avec le pouvoir de Madame Soune SERRE.

Monsieur le Maire

Carte été jeunes. M. MARTIN rapporte pour Mme BRUNET. Il s'agit du traditionnel dispositif qui est donné de 250 cartes été jeunes, qui est un très bon dispositif. Je précise que nous avons reçu ici les bacheliers mention très bien, des enfants boursiers qui ont bénéficié de dispositifs d'aide. Nous leur avons donc remis ces cartes été jeunes. C'était extrêmement émouvant à voir parce que dans beaucoup de familles, ces enfants étaient les premiers à obtenir le baccalauréat. Cela s'est fait en présence de Madame la Rectrice. Nous avons offert un livre sur l'histoire de Montpellier, la carte été jeunes. C'est une cérémonie que nous renouvellerons chaque année. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Je propose de l'adopter à l'unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

61. PROJET DE DEVELOPPEMENT DU PARC DE LUNARET

Monsieur le Maire

M. ARIZTEGUI sur une délibération bien-être animal en précisant que vous êtes accompagné pour un documentaire sur ce sujet que nous avons plaisir à accueillir et qui va suivre ce beau projet d'hôpital de la faune sauvage.

Eddine ARIZTEGUI

Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, cette délibération concerne effectivement le projet de développement du parc de Lunaret. Les projets du parc de Lunaret seront au bénéfice des humains, de la planète et des animaux. Nous allons notamment y créer un hôpital pour la faune sauvage afin de prendre soin des animaux sauvages locaux dans l'objectif de les soigner et de leur rendre leur liberté. Un projet pédagogique d'envergure ciblera la jeunesse afin de lui faire découvrir la richesse de notre faune locale, son rôle essentiel dans notre environnement et développer l'empathie que tout à chacun se doit d'avoir envers les animaux quels qu'ils soient. Les investissements, les partenariats scientifiques, culturels et associatifs ainsi que les projets du parc de Lunaret seront systématiquement orientés dans une logique de bien-être animal. Nous créerons un lieu de sauvegarde, de connaissance et de paix retrouvée pour mieux vivre ensemble. Nous ferons de ce projet innovant en préservation de la biodiversité, en reconnexion et en réconciliation avec la nature en cœur de ville un exemple pour d'autres Métropoles françaises et européennes. Je vous remercie.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques sur ce très beau projet ? C'est aussi pour notre parc zoologique un nouveau souffle, en tout cas un nouveau chapitre de Marcel GALLET qui fut son fondateur avec un certain nombre d'évolutions. Là, c'est une nouvelle politique publique très novatrice qui doit aussi participer à la réconciliation de l'homme et de la nature, de nous

reconnecter à la nature.

Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Je propose de passer au vote. Qui refuse de prendre part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

62. CONTRAT D'EXPOSITION ENTRE L'ASSOCIATION REGARD DU VIVANT ET LA VILLE DE MONTPELLIER EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES : « SERPENTS, DU MYTHE A LA REALITE »

Madame Stéphanie JANNIN entre en séance avec le pouvoir de Madame Soune SERRE

Monsieur le Maire

Je rapporte vos affaires pour gagner du temps. Il s'agit d'un contrat d'exposition photographique qui a eu lieu « Serpents, du mythe à la réalité » pour un ensemble de prestations à hauteur de 3 000 €. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Des refus de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

63. CONTRAT D'EXPOSITION ENTRE L'AGENCE MUSEO ET LA VILLE DE MONTPELLIER EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES AUTOUR DES INSECTES DU MONDE

Monsieur le Maire

Un contrat d'exposition aussi entre l'agence MUSEO et la Ville de Montpellier sur les insectes du monde. M. ARIZTEGUI, parce qu'il travaille au Cirad, ne prend pas part au vote. Est-ce qu'il y a des questions ? Est-ce qu'il y a des oppositions ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Eddine ARIZTEGUI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

64. CONTRAT D'EXPOSITION ENTRE L'ASSOCIATION NATURE CONSERV'ACTION ET LA VILLE DE MONTPELLIER - EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES AUTOUR DU VOYAGE EN TERRE GUYANAISE - L'AMAZONIE FRANÇAISE

Monsieur le Maire

Contrat d'exposition entre l'association Nature Conserv'Action et la Ville de Montpellier sur l'exposition « Voyage en terre guyanaise » à hauteur de 3 000 €. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Des refus de vote ? Des abstentions ? Des oppositions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

65. REGLEMENT INTERIEUR DES COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) ET COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

Nous passons aux désignations pour la CAO. Affaire 65. Vous avez le rapport. Pardon, il s'agit du règlement intérieur de la CAO et de la commission de délégation de service public de la Ville de Montpellier. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Pas de question. Pas de remarque. Je propose donc de voter. Refus de prendre part au vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

66. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) – COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLICS (CDSP) - ELECTIONS

Monsieur le Maire

Maintenant, nous devons voter sur les listes qui ont été déposées, suite à la délibération du Conseil du 4 juillet. Dans les règles, nous avons reçu deux listes qui vont apparaître. Deux listes :

Liste 1 déposée par Monsieur le Maire :

Titulaires :

Georges ARDISSON

Françoise BOUTET WAISS

Eddine ARIZTEGUI

Nicole MARIN KOURY

Yvan NOSBE

Suppléants :

Clara GIMENEZ

Marie MASSART

Caroline DUFOIX

Christophe BOURDIN

Fanny DOMBRE COSTE

Je précise que Mme RIBOT, ici, sera représentante du Maire et donc présidera la commission d'appel d'offres.

Liste 2 « Montpellier Citoyens » déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI :

Titulaires :

Abdi EL KANDOUSSI

Joëlle URBANI

Max LEVITA

Isabelle MARSALA

Luc ALBERNHE

Suppléants :

Philippe SAUREL

Patricia MIRALLES

Mustapha MAJDOUL

Stéphanie JANNIN

Bernard TRAVIER

Nous allons donc utiliser les boîtiers. Nous allons faire un test puis nous allons formellement voter. Là, je demanderai à nos deux scrutateurs Sophiane et Clara – je vous ai vu, M. MANSOURIA – de venir scruter le vote électronique.

Romain CHRÉTIEN

Bonjour à tous. Nous allons faire un test d'élection. Pour ceux qui étaient là la dernière fois, c'est le même principe qu'à la Métropole. Du coup, vous faites votre choix. Il y aura deux listes tout à l'heure donc liste 1 ou liste 2. L'abstention, c'est 777 et le blanc, 999. Quand le vote est ouvert, cela marque « *en cours* » en haut à droite. Vous pouvez faire votre choix à ce moment et valider avec la touche verte. Une fois que vous avez validé, la valeur du vote disparaît, car nous sommes en scrutin secret. Voilà le résultat, avec le nombre de voix sur chaque liste à la fin. Je vais ouvrir le vote. Pensez à ceux qui ont des procurations à bien faire tout sur tous vos boîtiers. Vous pouvez y aller. C'est marqué « *en cours* » en haut à droite sur l'écran. Plus que deux. Plus qu'un. Parfait. C'est une élection test. Nous aurons le nombre de voix sur chaque liste lors de la vraie élection. Même principe. Je vais ouvrir le vote. Monsieur le Maire, vous ouvrez le vote.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Maire

Ça y est, le vote est clos. Résultat du vote : 52 pour la liste n° 1 ; 12 pour la liste n° 2. Nous faisons le calcul à la proportionnelle pour donner la représentation de la CAO qui sera donc présidée par Mme RIBOT.

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 65

Votants : 65

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 1

Suffrages exprimés : 64

Suffrages obtenus :

Liste 1 déposée par Monsieur le Maire : 52 voix

Liste 2 « Montpellier Citoyens » déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : 12 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

Georges ARDISSON

Françoise BOUTET WAISS

Eddine ARIZTEGUI

Nicole MARIN KOURY

Abdi EL KANDOUSSI

Suppléants :

Clara GIMENEZ

Marie MASSART

Caroline DUFOIX

Christophe BOURDIN

Philippe SAUREL

Je propose de passer au second vote qui est un vote à bulletin secret avec les boîtiers électroniques qui est la CDSP. Nous avons reçu deux listes :

Liste 1 déposée par Monsieur le Maire :

Titulaires :

Radia TIKOUK

Yves BARRAL

Nicole MARIN KHOURY

Hervé MARTIN

Tasnime AKBARALY

Suppléants :

François VASQUEZ

Fanny DOMBRE COSTE

Laurent NISON

Clare HART

Christophe BOURDIN

Liste 2 « Montpellier Citoyens » déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI :

Titulaires :

Abdi EL KANDOUSSI

Joëlle URBANI

Max LEVITA

Isabelle MARSALA

Luc ALBERNHE

Suppléants :

Philippe SAUREL

Patricia MIRALLES

Mustapha MAJDOUL

Stéphanie JANNIN

Bernard TRAVIER

Nous ne faisons pas de test. Je vous propose de voter directement.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Maire

Le vote est clos. Résultat : liste n° 1, 53 voix ; liste n° 2, 12. Pareil. Proportionnelle. Nous attendons quelques instants le calcul pour définir la composition.

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 65

Votants : 65

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 0

Suffrages exprimés : 65

Suffrages obtenus :

Liste 1 déposée par Monsieur le Maire : 53 voix

Liste 2 « Montpellier Citoyens » déposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : 12 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

Radia TIKOUK

Yves BARRAL

Nicole MARIN KHOURY

Hervé MARTIN

Abdi EL KANDOUSSI

Suppléants :

François VASQUEZ

Fanny DOMBRE COSTE

Laurent NISON

Clare HART

Philippe SAUREL

67. REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) - APPROBATION

Monsieur le Maire

Nous passons à l'affaire 67. Je vais les faire. Il s'agit du règlement intérieur de la commission consultative des services publics locaux. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de prendre part au vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

68. REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES COMPTES (CCC) – APPROBATION

Monsieur le Maire : Règlement de la Commission de Contrôle des Comptes. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de prendre part au vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

69. REPRESENTATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL - DESIGNATIONS

Monsieur le Maire

Les désignations. Nous allons procéder aux désignations dans les différents organismes de la Ville qui mettent en œuvre les politiques publiques mises en œuvre par la majorité. Certaines sont décidées en juillet et d'autres le seront en septembre. Nous aurons de la même manière, en Conseil de Métropole, à voter sur un certain nombre d'organismes. Je vous propose de retenir le principe du vote à main levée. Nous allons faire voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Merci. Unanimité.

- Commission des halles et marchés. Le principe qui a présidé à cela est lié aux délégations des élus pour pouvoir siéger. Titulaires : M. BELLANGER, Mme BRUNET, M. CHARTIER, Mme DUFOIX, Mme MARIN-KHOURY, M. LAOUKIRI. Suppléants : M. COTE, Mme EMAD, Mme GIMENEZ, M. JOUAULT, Mme RIBOT, Mme TIKOUK. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Abstentions. Je suppose que ce sera sur l'ensemble des représentations. Je dis même vote ? Voilà. Merci. Adopté.
- AMO : je propose la candidature de Mme FAYE. Même vote ? Même vote. Adopté.
- APS 34 : titulaire, Mme BRUNET ; suppléant, M. LAOUKIRI. Même vote ? Même vote.
- Association départementale d'animation ADAGES : M. CALVO. Même vote ? Même vote.
- Association AFIGESE : Mme RIBOT. Même vote ? Même vote.
- Association languedocienne d'aide aux insuffisants mentaux : Mme CABELLO. Même vote ? Même vote.
- ANACEJ : Mme BRUNET. Même vote ? Même vote.
- Association nationale des élus de la vigne et du vin : M. DIORE. Même vote ? Même vote.
- APAJH : Mme CABELLO. Même vote ? Même vote.
- Centre de gestion de l'Hérault Conseil de discipline de recours : M. ASLANIAN. Même vote ? Même vote.
- Centre d'éducation spécialisé pour déficients auditifs 34 : Mme CABELLO. Même vote ? Même vote.
- Centre équestre de Grammont : M. MARTIN et M. ARIZTEGUI. Même vote ? Même vote.
- CRIJ : Mme BRUNET. Même vote ? Même vote.
- CLIC Maill'Âge : Mme MARIN-KHOURY ; suppléant, M. CALVO. Même vote ? Même vote.
- Club des villes et territoires cyclables : M. REYNAUD. Même vote ? Même vote.
- COSC : M. ASLANIAN et Mme DOMBRE-COSTE. Même vote ? Même vote.
- CREPS : M. MARTIN et M. ASSAF. Même vote ? Même vote. Tu ne pouvais pas, par conflit d'intérêts, Sophiane, t'y positionner.
- COPEC : Mme NAKIB, M. BOURDIN. Même vote ? Même vote.
- Conseil de discipline de recours des agents Région Occitanie : M. ASLANIAN. Même vote ? Même vote.
- EHPAD de la Croix d'Argent Jean-Péridier : Mme MARIN-KHOURY. Même vote ? Même vote.

- EHPAD résidence Les Couralties : Mme MARIN-KHOURY. Même vote ? Même vote.
- Fédération nationale des métiers du stationnement : M. REYNAUD. Même vote ? Même vote.
- Festival Radio France Occitanie : Mme ROBIN et Mme NAKIB pour la Ville de Montpellier. Il y a une représentation Métropole. Même vote ? Même vote.
- Forum français pour la sécurité urbaine : M. COTE. Même vote ? Même vote.
- Foyer départemental de l'enfance et de la famille : M. CALVO. Même vote.
- France Victimes 34 : M. COTE. Même vote.
- Ligue Occitanie de handball : M. MARTIN, titulaire ; M. MANSOURIA, suppléant. Même vote ? Même vote.
- Maison de la justice et du droit : M. BOURDIN. Même vote.
- La SOMIMON : Mme MASSART. Même vote.
- Le MoCo : élus titulaires, Mme NAKIB, Mme ROBIN, Mme SERRANO et comme personnalités qualifiées Marie CLAUZADE. Même vote. C'est la représentation Ville. Il y a en a qui sont Ville et Métropole.
- Montpellier Events : conseil d'administration + assemblée générale, Roger-Yannick CHARTIER et Mme SERRANO au conseil d'administration. Même vote.
- Réseau français des Villes santé de l'OMS : M. SULTAN. Même vote.
- SA3M. J'ai raté Plante & Cité, excusez-moi : M. JOUAULT. Même vote.
- SA3M : titulaire CA-AG, M. BOURDIN ; titulaires CA, M. BELLANGER, Mme GIMENEZ et M. LAOUKIRI. Même vote.
- SERM : Michaël DELAFOSSE, CA+AG ; titulaires au CA, M. ASSAF, Mme CABELLO et Mme RIBOT. Même vote.
- TaM : représentant de la Ville, M. REYNAUD. Même vote ? Même vote.

Merci beaucoup. Six minutes 54 pour les désignations.

Monsieur le Maire propose de procéder aux désignations au sein des instances internes et des organismes extérieurs.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : M. Luc ALBERNHE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Soune SERRE, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

70. COTISATIONS A L'ORDRE DES ARCHITECTES - RENOUVELLEMENT - EXERCICE 2020

Monsieur le Maire

Affaire 70. Cotisations à l'Ordre des Architectes – Renouvellement. 2 100 €. Mme MANTION à titre personnel, Mme FAYE à titre personnel, M. ASSAF à titre personnel, M. EL KANDOUSSI à titre personnel et Mme JANNIN à titre personnel, ne prennent pas part au vote. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Maryse FAYE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Soune SERRE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

71. RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC DE L'EXERCICE 2019 - APPROBATION

Monsieur le Maire

Rapports annuels des Délégués de Service Public de l'exercice 2019. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques sur ce rapport ? Pas de question. Pas de remarque. Refus de prendre part au vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

72. RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – APPROBATION

Monsieur le Maire

Rapport d'activité de la Commission consultative des Services Publics Locaux. Pas de question. Pas de remarque. Pas de point d'alerte particulier. Qui refuse de prendre part au vote ? S'abstient ? Contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

73. RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC (CCDSP) - APPROBATION

Monsieur le Maire

Rapport de la Commission de contrôle des Délégués de Service Public. Affaire 73. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas d'opposition ? Pas de refus de prendre part au vote ? Pas d'abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

74. INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

Monsieur le Maire

Indemnités de fonction des élus. Chers collègues, vous avez la délibération. Elles seront rendues publiques sur le site Internet de la Ville de Montpellier. Il est indiqué que c'est une baisse d'un montant global qui concerne le Maire, les Adjoints et les conseillers municipaux délégués. Y a-t-il des questions ? Madame.

Alenka DOULAIN

58 % d'abstention à l'échelle nationale lors du second tour des élections municipales, 65 % dans notre Ville. Le niveau de défiance des Français en général et celui des Montpelliérains en particulier vis-à-

vis de leur classe politique est inédit. Il doit nous interpeller, il doit vous interpeller. Il est urgent de remettre de l'éthique et de la vertu en politique. La question des indemnités et autres avantages des élus fait partie des sujets qui choquent à juste titre nos concitoyens pas uniquement parce que c'est symbolique, mais aussi parce que des indemnités déconnectées de la réalité des salaires de nos concitoyens et concitoyennes conduisent à des élus eux-mêmes déconnectés de la réalité des citoyens. Cette déconnexion crée un fossé, un climat de défiance et des politiques publiques qui ne sont pas à la hauteur des urgences du plus grand nombre.

Monsieur le Maire, vous proposez une baisse de 5 % des indemnités versées aux membres du Conseil municipal. Nous y sommes favorables. Mais, je souhaite poser une question simple : est-ce qu'avec cette proposition, vous pouvez tout de même cumuler votre indemnité de Maire avec celle du Président de Métropole ce qui porterait vos indemnités à près de 8 000 € ? Est-ce que vous trouvez cela normal ? Tout à l'heure, vous avez dit que les impôts de la Ville ne peuvent pas être pensés sans les impôts de la Métropole. Les indemnités de la Ville ne peuvent pas être pensées sans celles de la Métropole. Vous avez souhaité retirer pour demain l'affaire 44 qui devait préciser les indemnités des élus métropolitains. Combien allez-vous gagner chaque mois ? Merci de votre réponse.

Monsieur le Maire

Mme DOULAIN, vous avez raison de parler de la défiance qui existe, qui relève souvent des comportements politiques de gens qui, pour essayer à tout prix d'être élus, sont prêts à changer de position, de conviction. Cela a beaucoup abîmé l'image des élus. Premier point. Second point : ici et c'est pour cela que c'est en journée que se tient ce Conseil municipal avec les mesures que le législateur a prévues en termes de crédit d'heures, il vous sera proposé un calendrier pour programmer l'ensemble des sessions pour pouvoir vous organiser, nous organiser, pour pouvoir conserver une activité professionnelle parce que cela participe aussi du lien avec les citoyens. Je ne doute pas que nous allons continuer, pour certains, à nous croiser à vélo ou dans le tramway ; ce qui arrive, me concernant.

Vous avez évoqué la nature des avantages. Ce midi, il était offert un petit pot pendant cette courte pause – trop courte pour certains – pour se restaurer. Est-ce que là, nous étions dans un avantage ou une prise en compte pour pouvoir exercer convenablement son mandat d'élus ? Cette seconde ligne de portable est payée par mes soins. Nous baissions de 5 % les indemnités des élus et précisément nous délibérons sur les indemnités d'élus à la Métropole et je vous répondrai sur la baisse de l'indemnité du Président.

En tout cas, là, je vous demande d'acter une baisse de 5 % du montant des élus et je le dis aussi très sereinement : si les élus reçoivent des indemnités, c'est qu'ils se mettent à temps partiel, à mi-temps, et donc, à beaucoup d'égards, y compris l'opposition bénéficie d'une indemnité pour pouvoir exercer son mandat soit sa délégation d'exécution soit sa mission de contrôle. C'est dans cet esprit que nous organisons la vie statutaire. Et, vous avez pu observer que nous exigeons – et vous n'avez pas voté ce rapport, c'est regrettable – que lorsque les élus n'étaient pas assidus, nous leur supprimons 50 % de ce versement. Je vous propose de passer au vote.

Clothilde OLLIER

Les propos que Mme DOULAIN vient de tenir. Vous n'avez pas répondu à la question que Mme DOULAIN vient de poser en notre nom. Est-ce que vous comptez cumuler les deux indemnités ?

Monsieur le Maire

Mais je présenterais. Il y aura des indemnités pour les élus de la Métropole et pour les élus du Conseil

municipal et vous-même, vous serez indemnisée à la Métropole et au Conseil municipal. Je propose de passer aux voix. Qui est contre ? Deux. Qui s'abstient ? La baisse de 5 % des indemnités des élus est donc adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

75. AFFECTATION DE COLLABORATEURS AUX GROUPES D'ELUS

Monsieur le Maire

75 : affectation de collaborateurs aux groupes d'élus comme le prévoit la réglementation pour chaque groupe. Je précise que j'ai reçu, quelques instants après la séance, la constitution d'un groupe politique composé, conformément à l'article 50 du règlement intérieur, du groupe *le Cœur et l'Action*. Donc, nous délibérons ici pour fixer les modalités d'accompagnement comme le prévoit le Code général des collectivités territoriales des moyens alloués à chaque groupe et nous délibérons dessus. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? C'est la grille de répartition prévue par le Code. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

76. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

76 : Ressources humaines. Modification du tableau des effectifs de la Ville de Montpellier. Vous avez la délibération. Il s'agit là d'évolutions normales qui avaient été préalablement ratifiées que nous mettons en œuvre. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Des refus de vote ? Des oppositions ? Des abstentions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

77. RECOURS A 5 CONTRATS D'APPRENTISSAGE A LA RENTREE SCOLAIRE 2020/2021 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – APPROBATION

Monsieur le Maire

Cinq contrats d'apprentissage à la rentrée scolaire. Cela implique une modification du tableau des effectifs. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Des oppositions ? Des refus de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

78. MISE A DISPOSITION DE DEUX AGENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER AUPRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Maire

Affaire 78 : renouveler deux agents de la Ville auprès de la Métropole. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Des refus de prendre part au vote ? Contre ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

79. MISES A DISPOSITION DE DEUX AGENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER AUPRES DE L'ASSOCIATION LE RELAIS, MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE

Monsieur le Maire

Mises à disposition auprès de l'association Le Relais, Maison des enfants dans la Ville pour une durée d'un an de deux agents de la Ville de Montpellier. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

80. MISE A DISPOSITION DE TROIS AGENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER AUPRES DU COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES (COSC) DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

Pareil : trois agents auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) de la Ville de Montpellier qui, hélas, n'a pas pu tenir sa fête annuelle cette année. Nous aurons une rencontre prochaine. Est-ce qu'il y a des questions ? Des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

81. MISE A DISPOSITION DE TROIS AGENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AUPRES DU SERVICE ENERGIE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

Mise à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service énergie de la Ville de Montpellier. Est-ce qu'il y a des questions ? Est-ce qu'il y a des refus de vote ? Des oppositions ? Des abstentions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

82. CREATION DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE DURANT LA CRISE SANITAIRE ET REPORT DES CONGES 2019 ET 2020

Monsieur le Maire

Ressources humaines. C'est une décision qui a été liée à la crise sanitaire que nous appliquons, mais sans polémique aucune qui est la question des ASA c'est-à-dire des gardes d'enfants après le confinement notamment. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de vote ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

83. MISE EN PLACE DE PRESTATIONS D'ACTIONS SOCIALES POUR LE PERSONNEL COMMUNAL

Monsieur le Maire

Mise en place de prestations d'actions sociales pour le personnel communal notamment lors des départs en retraite sous forme de chèques cadeaux de gratification pour les médailles d'honneur régionales, départementales et communales. C'est toujours des moments très touchants. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

84. CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE AYANT POUR COORDONNATEUR LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LA PASSATION D'UN MARCHE D'ACHAT DE PC, PERIPHERIQUES, VIDEOPROJECTEURS, ETC.

Monsieur le Maire

Il y a un certain nombre de marchés publics que je vais présenter. Commandes publiques Ville de Montpellier/CCAS sur un marché pour des PC, des périphériques, des vidéoprojecteurs, etc. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

85. CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RELATIVE A LA MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS CLIMATIQUES D'UNE PARTIE DES BATIMENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N° 5 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire

Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la

maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

86. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE CCAS DE BAILLARGUES ET LES VILLES DE BAILLARGUES, BEAULIEU, GRABELS, JACOU, PEROLS, PIGNAN, SAINT-BRES ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, POUR L'ACHAT ET LA LIVRAISON DE PAPIER

Monsieur le Maire

Autorisation pour un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, la Métropole, le CCAS de Baillargues et les Villes de Baillargues, Beaulieu, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone, pour l'achat et la livraison de papier. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Des oppositions ? Des refus de vote ? Des abstentions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

87. DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - PRESTATIONS DE COMMUNICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Maire

Groupement de commandes sur des prestations de communication pour faire des économies d'échelle. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

88. CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER AYANT POUR COORDONNATEUR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA PASSATION D'UN MARCHE D'ACQUISITION, MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION DE BILLETTERIE POUR LES ETABLISSEMENTS CULTURELS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

Passation de marché pour une maintenance d'une solution de billetterie pour l'ensemble des établissements culturels de la Ville et de la Métropole. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de prendre part au vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

89. CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER DANS LE CADRE DE LA PHASE 2 D'EXTENSION DU RESEAU TRES HAUT DEBIT - AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION

Monsieur le Maire

Groupement de commandes entre la Ville et la Métropole sur la phase 2 du Très Haut Débit. Est-ce que vous avez des questions ? Refus de vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

90. CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE AYANT POUR COORDONNATEUR LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE MAINTENANCE, PRESTATIONS ET ACQUISITION DE MODULES COMPLEMENTAIRES POUR LE LOGICIEL ASTRE

Monsieur le Maire : Groupement de commandes sur un marché de maintenance Ville/Métropole/CCAS sur le logiciel dit ASTRE. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de prendre part au vote ? Opposition ? Abstention ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

91. CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AYANT POUR COORDONNATEUR LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE TELEPHONIE MOBILE AVEC ABONNEMENTS ET MATERIEL

Monsieur le Maire

Groupement de commandes Ville/Métropole pour la passation d'un marché de téléphonie mobile avec abonnements et matériel. Est-ce qu'il y a des questions ? Des oppositions ? Des refus de vote ? Des abstentions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

92. MARCHE DE MOBILIER URBAIN - TRAVAUX DE DEPOSE ET DE POSE/MAINTENANCE ET FOURNITURE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Maire

Marché de mobilier urbain. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Des refus de vote ? Des oppositions ? Des abstentions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

93. AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR UNE PRESTATION DE DESTRUCTION CONFIDENTIELLE D'ARCHIVES

Monsieur le Maire

Groupeement de commandes entre la Ville et la Métropole pour une prestation de destruction confidentielle d'archives contrôlées. Parfois, il y a des documents administratifs qui sont personnels, qui sont communiqués. C'est bien dommage. Impartialité de la fonction publique.

Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Refus de prendre part au vote ? Abstention ? Opposition ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Monsieur le Maire

La séance est levée pour l'ordre du jour. J'ai reçu de la part de Mme OLLIER trois questions. Je résume : vous m'interrogez sur la 5G. Il se trouve que cela fait partie des choses que nous avons évoquées avec les Maires à Tours et les Présidents de Métropole. Nous essayons un peu d'échanger nos arguments pour voir quelle position nous adoptons.

Clothilde OLLIER

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire

Madame, vos questions sont écrites et je n'ai que l'obligation...

Clothilde OLLIER

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire

Non, non, je les synthétise, je les donne en séance. Vous m'avez interrogé sur la 5G et je vous réponds. Je réponds y compris avec une certaine immunité parce que, dans les nombreux sujets que nous avons eu à traiter – ce sont un peu mes devoirs d'été –, nous essayons – l'ensemble des Maires et des Présidents de Métropole – de définir une position commune là-dessus. Nous voyons bien qu'il y a un

changement technologique qui peut être présenté par certains comme extrêmement intéressant et d'autres qui disent, avec des arguments qu'il faut savoir entendre, que c'est éternel et donc, le moment venu, nous rendrons ici notre position. Nous venons de voir que le Gouvernement a lancé les cessions de licences pour financer. En tout cas, c'est une position sur laquelle nous échangeons entre Maires.

Deuxième question : construction d'un nouveau groupe scolaire dans le quartier des Beaux-Arts. Notre proposition est sur un site que nous maîtrisons, dont nous sommes propriétaires, qui est l'ancien site des Archives départementales parce que vous n'êtes pas sans savoir que sur les écoles de faubourg, il y a des difficultés d'accueil pour les enfants. Nous verrons ensuite la temporalité de mise en œuvre de ce projet.

Troisième point sur la sécurité : suite à l'interview radiophonique de M. COTE, vous indiquez comment « *mettre du bleu partout* » et comment régler la question de la violence chronique à laquelle nous faisons face à Montpellier sans augmenter les effectifs et les budgets de la police municipale. Question, effectivement, très légitime. Je vais ici préciser d'abord que suite à ce que j'ai dit ce matin sur la piscine Neptune, nous allons d'abord renforcer notre dispositif de cinq agents de sécurité, que nous allons installer, vu que nous avons vu des armes blanches, un détecteur de métaux à l'entrée et que deux médiateurs vont être recrutés pour accompagner et prévenir les incivilités et jouer leur rôle éducatif.

Ensuite, sur la question qui est posée de comment renforcer la présence de la police municipale, de la police nationale et de tout ce qui incarne l'autorité publique et le respect des règles. Il y a, de notre point de vue, eu un choix, que nous avons soutenu, qui fut présenté par M. SAUREL de recruter 50 policiers municipaux. Cela a été un choix volontaire pour mettre le ratio population et police municipale qui fait que nous sommes plutôt dans le haut en termes d'effectifs de police municipale en France dans les Villes de la même strate.

Néanmoins, nous avons une conviction, c'est que cette police municipale – et je veux en saluer l'ensemble des agents – doit retrouver du sens dans ses missions ou plutôt on doit définir ses missions sur la proximité et donc la territorialiser pour qu'elle connaisse son quartier, qu'elle soit connue des acteurs du quartier, que ce soient les directeurs d'école, les principaux de collège, les associations de commerçants, les associations de quartiers. Donc, nous avons une volonté de la territorialiser. Je le dis. Certains disent qu'il faut rouvrir des commissariats. Nous privilégierons, ce qui a été une innovation, des commissariats de type mobile c'est-à-dire sur le terrain parce que si nous créons des commissariats, il faut des gens pour être derrière des bureaux et donc moins sur le terrain. Nous voulons donc le plus possible que les effectifs de police municipale soient en visibilité auprès de la population et avec un état d'esprit qui est le suivant – et c'est le sens des nombreuses rencontres que nous avons eues avec M. COTE : la police municipale a une mission de tranquillité publique, mais elle doit coproduire sa politique de sécurité publique avec l'État.

C'est pour cela que nous avons vu très longuement Monsieur le Préfet avec lequel nous avons eu l'occasion d'échanger et cette coproduction de politiques publiques a été visible par deux types d'actions ; j'en prends deux pour exemple parce qu'il y en a d'autres qui sont en cours. Par exemple, sur la rue de l'Industrie où il y avait de nombreuses infractions qui étaient commises par un certain nombre d'établissements, police municipale, police nationale, chacune dans ses prérogatives, relevait les infractions et le procureur de la République, dans le cadre de ses prérogatives en matière de justice, imposait les sanctions : une fermeture administrative de deux mois d'établissements qui clairement portaient troubles au voisinage. Nous avons vu Monsieur le DDSP, M. BLOUIN, que je voudrais aussi publiquement saluer, qui est très demandeur d'une coproduction de politiques publiques.

Nous sommes donc dans ce temps d'échange pour voir comment nous agissons ensemble parce que quand les missions sont claires, les interpellations, la politique pénale, les moyens sont là-dessus et la police municipale est sur ses missions de tranquillité publique et l'échange d'informations est essentiel. C'est donc bien par la réorganisation de notre police municipale, par l'idée que la politique de sécurité, en tout cas de réaffirmation de l'autorité publique, doit être une coproduction de politiques publiques entre l'État, la police municipale, mais aussi la justice. L'échange avec le procureur de la République – je ne peux pas dévoiler tout ce qui a été évoqué maintenant, mais il aura l'occasion de le faire – est extrêmement important parce que nos tribunaux sont débordés. La justice, nous le savons, en France est chroniquement en manque de moyens. La grève des avocats, que j'ai soutenue, fait qu'il y a eu beaucoup de retard, y compris un certain nombre de difficultés pour pouvoir juger un certain nombre d'affaires. Nous proposerons donc, M. COTE vous proposera, que dans le cadre de pouvoirs de police du Maire nous participions à des dispositions de transaction pénale pour être aux côtés de la justice.

De la même manière, Madame la Présidente de la commission d'appel d'offres – chère Catherine RIBOT –, nous allons dans les clauses des marchés publics – bien sûr, les clauses environnementales, nous aurons l'occasion d'en parler, vont être présentes – proposer de demander aux entreprises des travaux d'intérêt général, car il n'y a rien de pire qu'une police qui arrête parce qu'il y a un délit et pas de peine au sens éducatif, de sanction qui est posée.

Donc, nous posons comme enjeu de sécurité le redéploiement des effectifs, la coproduction de politiques publiques et le moment venu, il faudra aussi se poser la question du nombre. Il faudra se poser la question du nombre. Cette question-là sera posée, mais je le dis de manière très claire pas sous forme d'anathèmes – ce n'est pas votre propos – mais, vous savez, très dans des logiques Monsieur Plus, etc. Il faut que nous arrivions à objectiver pour pouvoir obtenir. Moi, je souhaite que nous ayons un dialogue avec M. DARMANIN, ministre de l'Intérieur, qui soit un dialogue sincère. Notre Ville voit sa population croître, donc il faut que les effectifs de police puissent suivre. Il y a eu des efforts qui ont été faits par M. COLLOMB sur la police dans les quartiers de reconquête républicaine. Vingt et un postes supplémentaires ont été affectés depuis deux ans. C'est pour cela que nous avons réuni l'ensemble des Députés et Sénateurs qui ont charge aussi de nous accompagner sur ces dossiers pour que notre territoire puisse légitimement obtenir un certain nombre de moyens supplémentaires.

Mais, je crois que nous sommes sur un chantier colossal. Tout le monde en est conscient. Deux stratégies possibles : on instrumentalise les peurs et les détresses et les populistes et les forces obscures s'en donneront à cœur joie, soit de manière méthodique, sérieuse, argumentée, ferme dans les principes, nous essayons de travailler ensemble pour que l'autorité publique fasse bloc. C'est le travail que fait en votre nom M. COTE sur ce qui est la police municipale et dans les relations avec les partenaires et nous essayons d'agir ensemble pour, pied à pied, essayer de réaffirmer l'autorité républicaine, pour garantir la sécurité des Montpelliérains et des Montpelliéraines.

Nous traversons – chers collègues, je crois que vous en êtes tous extrêmement conscients – une situation en termes d'ordre public dans notre pays qui est extrêmement préoccupante. M. ESTROSI, récemment, Maire de Nice – pas ma sensibilité, pas la même appréciation sur beaucoup de sujets que lui – a connu des moments assez difficiles qui ont conduit Monsieur le Premier ministre à se rendre sur place. Le Maire de Nîmes a été confronté à du trafic d'armes extrêmement important. Le Maire de Clermont-Ferrand. Nous sentons que l'une des conséquences sociales de ce confinement, outre la terrible crise économique, a provoqué un certain nombre de tensions importantes dans le pays. Sans doute que l'une des explications – mais je n'ai pas ici prétention à apporter l'intégralité de la réponse – est le décrochage scolaire depuis le 16 mars d'un certain nombre de jeunes qui a peut-être participé

à ce que certains perdant l'école se trouvent entraînés sur d'autres chemins ; une toute petite minorité évidemment, puisque tant de jeunes cherchent à s'en sortir.

Nous avons donc là une responsabilité importante. Elle est aussi d'ordre éducatif. Je voulais en venir et la délibération de M. MARTIN pour favoriser la pratique sportive, pour essayer de conforter nos clubs qui font un travail très précieux et qui peuvent être avec nous acteurs de cette politique d'affirmation de l'autorité publique, doit nous permettre d'avancer.

En tout cas, ce qui doit être très clair, c'est qu'aujourd'hui – Mme OLLIER, pour finir de vous répondre – nous sommes sur un déploiement de nos moyens. La temporalité ne peut pas être celle de l'instant. Vous avez été Maire pendant six ans et vous savez ô combien la question de la temporalité. C'est aujourd'hui notre stratégie. En tout cas, il y a une chose qui est claire, c'est que le rapport à la règle est ce qui fonde le vivre ensemble et donc nous devons partout, en tous lieux et en toutes circonstances, veiller au respect des règles. Et, tous ceux qui incarnent l'autorité publique parce que, agents de la Mairie, agents de la Métropole, de la société Nicollin, de la TaM, tous ceux qui participent au service public, demain les professeurs dans nos bâtiments municipaux, doivent toujours, toujours, se sentir soutenus par ce Conseil municipal, par leurs élus. Je sais que chacun d'entre vous endosserait cette responsabilité. La façon dont nous nous comportons ici est aussi un propre message aux autres, car souvent les adultes donnent une image et une façon d'être.

Je voudrais juste terminer sur un petit point pour finir parce que vous m'en donnez l'occasion. Dans les échanges avec le Président MESQUIDA que nous avons eus, nous allons accompagner le Conseil départemental sur la prise en charge des mineurs non accompagnés. Nous avons là des sujets importants, des sujets éducatifs qui se posent, des sujets de prise en charge et donc nous allons aussi travailler ensemble sur ce sujet. Voilà ce qui est à l'esprit. Merci d'avoir posé ces questions et j'espère y avoir apporté quelques éclairages.

Je vous propose de lever la séance. Nous aurons un Conseil municipal fin septembre *a priori* le dernier lundi de septembre ; la date vous sera confirmée dès qu'elle sera définitivement arrêtée. Merci à toutes et à tous pour votre présence, pour la qualité de nos débats. C'était un peu le premier Conseil dans cette formation. Puisse cet esprit se poursuivre. Merci. Bonnes vacances à ceux qui en ont. Pour ceux qui sont élus à la Métropole, rendez-vous demain dans une configuration un petit peu différente. Très bonne fin de journée. Merci à l'ensemble de l'administration pour la tenue de ce Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15H00.